

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Où en est, où peut aller l'Amérique ?

par U. THEVENON

Le syndicalisme libertaire en Suède

par H. RUDIGER

La paix n'est pas le viol des peuples

par le « Syndicaliste exilé »

**Le Comité confédéral national
de la C.G.T.-F.O.**

par C. DELSOL

**Un choix qui impose des négations
et des actions**

par R. HAGNAUER

**L'Etat français
organisateur de l'anarchie**

par R. LOUZON

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 79 - Janvier 1954

Où en est, où peut aller l'Amérique ?
45 jours avec les travailleurs des U.S.A.
(suite et fin)
Le syndicalisme libertaire en Suède
C.C.N. de la C.G.T.-F.O.
Un choix qui impose des négations et des
actions
Une lettre de Ferhat Abbas à Martinaud-
Déplat.
Après vingt ans d'Ecole unique quel est le
bilan ?
La paix n'est pas le viol des peuples

U. THEVENON
H. RUDIGER
C. DELSOL

R. HAGNAUER

J. PERA
« Le Syndicaliste
exilé »

Parmi nos lettres

A propos de l'indépendance syndicale
A propos de l'indépendance syndicale
« Bravo Dando ! »
Quelques investigations à faire
A propos du « Courrier Picard »
Un appel pacifiste
Lettre d'Italie

HEBERT
COTTET
TORTRAT
PERA

CHABOT
L'homme de la rue

Notes d'économie et de politique

L'Etat français organisateur de l'anarchie.
— L'abandon du pays thaï. — Billin-
guisme

R. LOUZON

La vie des cercles

Cercle Zimmerwald :
La situation actuelle en Indochine

L. CAPUT

Livres et revues

Edouard Dolléans : Histoire du mouve-
ment ouvrier

Y.D.

Entre nous

Lettres de :
Marguerite Landry (Vienne). — J. Péra.
— R. Roessel (Paris).

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

OU EN EST, OU PEUT ALLER L'AMÉRIQUE ?

45 jours avec les travailleurs des U. S. A. (Suite et fin)

I. — LES CARACTERISTIQUES DE L'ECONOMIE DES U.S.A.

L'économie américaine est dans une phase ascendante.

La production nationale brute est passée de 202 milliards de dollars en 1940 à 323 milliards en 1944 (guerre) à 345 en 1952 et vraisemblablement à 365 en 1953.

La production par tête d'habitant est passée (en dollars de 1952) de 1.530 dollars en 1940 à 2.200 dollars en 1952, ce qui a permis de porter la consommation individuelle de 140 à 216 milliards de dollars aux mêmes dates.

Au cours du premier trimestre 1953 le revenu

personnel disponible atteignait 246 milliards de dollars soit 7 % de plus que pour l'époque correspondante de 1952.

Le pouvoir d'achat discrétionnaire, c'est-à-dire le revenu individuel net après prélèvement des dépenses essentielles (nourriture, habillement et logement) est cinq fois plus élevé qu'en 1940 et représente 54 % du revenu net au lieu de 35 % en 1940.

Cette question est assez importante pour qu'on apporte de plus amples précisions.

1) ACTIVITE INDUSTRIELLE (base 100 en 1938-1939)

PRODUCTION TOTALE		Total	MANUFACTURES		MINERAIS
			Produits durables	Produits non durables	
1943 (guerre)	239	258	360	170	132
1946	170	177	192	165	134
1947	187	194	220	172	149
1948	192	198	225	177	155
1949	176	183	202	168	135
1950	200	209	237	187	148
1951	220	229	273	194	164
1952	219	230	280	189	160
1953 j.	236	249	316	195	164
f.	240	254	322	199	163
m.	243	258	328	201	162
av.	241	255	326	198	164
m.	241	254	320	201	167
j.	241	254	319	201	168

Indice de production de quelques industries (moyenne mensuelle : 100 en 1935-1939).

	Fer et acier	Machines	Pétrole et charbon	Textiles	Produits manufacturés
1943	208	443	185	153	145
1946	150	240	173	162	149
1947	195	276	193	163	157
1948	208	277	218	170	159
1949	188	234	209	147	163
1950	229	270	229	182	164
1951	259	336	267	174	165
1952	243	356	270	161	164
1953 j.	287	393	293	169	165
f.	290	398	293	173	165
m.	297	405	289	173	168
a.	292	402	286	168	164
m.	291	398	288	175	164

Nous en trouvons encore la preuve dans l'évolution des investissements privés (billions de dollars) qui a été la suivante :

	Total	Constr. nouvelles	Equip. durable
1939	9.9	4.9	4.6
1944	7.7	2.8	5.7
1946	28.7	10.3	12.3
1947	30.2	13.9	17.1
1948	42.7	17.7	19.9
1949	33.5	17.2	18.7
1950	50.3	22.9	22
1951	58.5	23.3	24.9
1952	52.1	23.5	25.5
1953 :			
(1 ^{er} trim.)	54.4	25.2	27.5
(2 ^e trim.)	58.	25.5	28

Cette progression se trouve exprimée d'autre part par l'évolution du revenu national (en billions de dollars).

	Total	Salaires	Profits avant taxes	Dividendes versés	Revenus des propriétés et rentes
1939	72.5	47.8	6.5	3.8	14.7
1944	183.8	121.2	24.3	4.7	35.5
1946	180.3	117.1	23.5	5.8	42
1947	198.7	128	30.5	6.6	42.4
1948	223.5	140.2	33.8	7.2	47.3
1949	216.3	139.9	27.1	7.5	42.1
1950	239.2	153.4	39.6	9	45.2
1951	277.6	178.9	42.9	9	50.6
1952	290.4	190.4	39.7	9.1	52.5
1953 :					
1 ^{er} trim.	304	201.6	42.8	9.1	53.6
2 ^e trim.		205.5			53

2) C'est une économie de grand espace, où, malgré l'existence de puissants trusts, joue encore la concurrence et où la main-d'œuvre reste mobile.

Voici, d'après les effectifs, un classement des entreprises comparativement aux entreprises françaises :

	France %	U.S.A. %
Entreprises employant de 1 à 5 salariés	81	41
de 6 à 10 salariés	18	49
de 101 à 1.000 salariés	1	9
Plus de 1.000 salariés	0.07	0.5

Les trusts sont en réalité maîtres d'une partie du marché, mais la concurrence est maintenue dans les petites et moyennes entreprises et même pour les vastes entreprises où, ainsi que le faisait remarquer Schumpeter, subsistent toujours ces nouvelles modalités de concurrence toujours possible que sont l'apparition d'un nouveau produit, d'une nouvelle technique, d'une nouvelle source de ravitaillement, d'un nouveau type d'organisation ; « cette concurrence d'un nouveau type qui n'agit pas seulement quand elle se concrétise, écrivait-il, mais aussi quand elle n'existe qu'à l'état latent de menace toujours présente... Dans de nombreux cas,

sinon dans tous, une telle pression virtuelle impose un comportement très analogue à celui que déterminerait un système de concurrence parfaite ».

Partout c'est la course à la baisse des prix de revient. Les entreprises marginales qui ne s'adaptent pas assez vite aux techniques nouvelles sombrent et il ne vient à l'idée de personne, pas même des ouvriers et des syndicats, de tenter un sauvetage.

Cela explique la permanence d'une masse de chômeurs sans cesse rappelés à l'activité dans les entreprises nouvelles ou dans les entreprises en voie de développement parce qu'elles assurent la satisfaction de besoins nouveaux ou élargissent leur marché par une meilleure adaptation de leur production aux besoins ou au pouvoir d'achat de la clientèle.

3) LA MAIN-D'ŒUVRE

De 1939 à 1953 voici en milliers l'évolution du marché du travail (moyenne mensuelle) :

	Total des travailleurs civils	agricoles	non agricoles	chômeurs	moyenne hebdom. de travail
1939	55.230	9.610	36.140	9.480	33.7
1944	54.630	8.950	45.010	670	
1947	60.168	8.266	49.761	2.142	40.4
1948	61.442	7.973	51.405	2.064	40.1
1949	62.105	8.026	50.684	3.395	39.2
1950	63.099	7.507	52.450	3.142	40.5
1951	62.884	7.054	53.951	1.879	40.7
1952	62.966	6.805	54.488	1.673	40.7
1953 j.	62.416	5.452	55.072	1.892	41
f.	62.712	5.366	55.558	1.788	40.9
m.	63.134	5.720	55.740	1.674	41
a.	62.810	6.070	55.158	1.582	40.8
m.	62.964	6.390	55.268	1.305	
j.	64.734	7.926	55.246	1.562	40.6

4) LA MOBILITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

A la mobilité patronale et à la sélection qui en résulte correspond une mobilité de la main-d'œuvre.

L'ouvrier américain chassé par la fermeture de l'entreprise, qui n'a pas su améliorer ses prix, ses produits et ses méthodes de production, ou mécontent de son entreprise, n'hésite pas à changer de région ou de travail. Entre avril 1940 et avril 1947, 70 millions de personnes ont changé de résidence, dont 44 millions à l'intérieur d'un même comté, 13 millions à l'intérieur d'un même Etat, 12 millions changeant d'Etat. D'avril 1948 à avril 1949 encore plus de 8 millions de personnes ont changé de résidence, dont la moitié changeant d'Etat.

Pendant le passage de l'économie de paix à l'économie de guerre (décembre 1941 à mars 1944) 7 millions de travailleurs ont changé d'occupation ; pendant la reconversion (août 1945 à août 1946) 5 millions.

La tendance actuelle des ouvriers à se faire construire une maison peut constituer un frein à la mobilité géographique.

La population active a subi de profondes modifications depuis 1910. Voici un tableau qui donne une idée des importants déplacements de main-d'œuvre provoqués par le progrès technique en milliers et en pourcentage :

	1910		1948	
		%		%
Agriculture, forêts et pêche	10.959	30,9	7.530	12,9
Mines	989	2,8	917	1,6
Construction	2.178	6,1	3.377	5,8
Industries de transformation	7.280	20,5	16.183	27,8
Transports, services publics	3.074	8,7	4.574	7,8
Commerce	4.171	11,7	11.071	19
Finances, assurances, aff. immob.	584	1,6	1.943	3,3
Services	5.617	15,8	12.739	17,6
Pouvoirs publics	670	1,9	2.669	4,6

(en réalité il y a 6 à 7 millions de fonctionnaires).

II. — LE SYNDICALISME AMERICAIN. LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le mouvement syndical américain a connu des difficultés de recrutement aussi grandes que celles du syndicalisme de nos pays de l'Europe occidentale. L'A.F.L. dont l'origine remonte à 1881 ne groupait que 548.000 adhérents en 1900. Elle en comptait plus de 2 millions en 1914, plus de 4 en 1920 mais n'atteignait plus les 3 millions d'adhérents en 1929.

Constituée sur la base du métier, elle ne rassemblait au début que des ouvriers qualifiés. C'était un élément de faiblesse, un obstacle à la création d'un syndicalisme de masse.

Lorsque, après la promulgation du N.I.R.A. le 16 juin 1933, Roosevelt eut reconnu le droit syndical, les syndicats existants virent gonfler leurs effectifs tandis qu'une multitude de syndicats nouveaux se créaient. Le syndicalisme de métier ne correspondait plus à la situation. Pour ne pas l'avoir compris les dirigeants de l'A.F.L. rendirent possible et provoquèrent la constitution d'une nouvelle centrale, le C.I.O. qui, dès son premier congrès en 1938, annonçait plus de 4 millions d'adhérents (500.000 de plus que l'A.F.L.).

Le C.I.O. groupait les ouvriers sur la base de l'industrie. En 1940, le puissant syndicat des mineurs s'en sépara pour constituer une union indépendante. Avec la guerre les effectifs syndicaux grossirent considérablement et se renforcèrent encore après 1945. En 1950, ils dépassaient 16 millions : 8 millions à l'A.F.L., 6.500.000 au C.I.O., 1.800.000 aux indépendants (mineurs, machinistes).

Ce n'est encore qu'une minorité (55 millions de salariés aux U.S.A.) mais une minorité agissante et influente qui dispose de moyens considérables de propagande.

Pas de doctrine. Les mots en isme sont l'objet d'une méfiance à peu près générale, lorsque ce n'est pas une hostilité (Livre de Chicago). Il n'est pas question de supprimer le capitalisme ni l'Etat, les syndicats se préoccupent seulement d'apporter aux salariés les meilleures conditions possibles de vie. Mais on peut se demander pourquoi des syndicats, qui poursuivent le même but, sont animés sensiblement du même esprit et pratiquent les méthodes d'action restent divisés.

A la base règne une ambiance d'union que j'ai pu constater dans les unions locales et dans les syndicats. Des ententes sont fréquemment conclues pour éviter les heurts dans le recrutement et réaliser le bloc ouvrier face à un patronat intransigeant. Mais l'unité est rendue difficile par les différences de structure et par le peu d'empressement de certains chefs peu disposés à courir le risque de perdre les postes de commande qu'ils détiennent.

Tel quel, le mouvement syndical constitue une force puissante disposant de ressources considérables. Les cotisations syndicales s'élèvent en moyenne à 2 d. 50 par mois. Le recrutement est parfois

favorisé par certaines clauses des conventions collectives qui obligent le nouvel embauché à se syndiquer et prévoient même la retenue de la cotisation par le patron.

Il y a à la base des militants dévoués, courageux mais qui manquent en général de cette formation sociale étendue que nous trouvons chez les militants syndicalistes latins. Ils font confiance à leurs chefs pour les problèmes généraux.

Pas de ces liaisons dangereuses avec les cadres comme nous en connaissons en France. Les cadres font bloc avec la direction et ne sont pas organisés.

Les syndicats américains associent de plus en plus les revendications à caractère social aux revendications à caractère purement professionnel ou corporatif. Les clauses de sécurité sociale se trouvent en tête de tous les programmes revendicatifs (grévistes des brasseries de Milwaukee, par exemple) et sont incluses dans les conventions collectives.

Ils ne répugnent pas à l'action politique. Les militants locaux sont souvent candidats à titre personnel aux élections municipales et même aux élections des chambres des Etats, avec l'appui des organisations syndicales. Ils prennent position dans toutes les élections d'organismes appelés à se prononcer sur les réformes sociales et dans l'élection présidentielle, par le canal de comités d'action politique dont les frais sont couverts par une cotisation spéciale (1 ou 2 d.) non obligatoire. Les comités politiques de l'A.F.L., du C.I.O. et des mineurs se sont mis dans un comité de coordination.

A l'heure actuelle, sur le plan politique trois courants existent : l'un pour l'entrée en masse dans le parti démocrate et faire de celui-ci un parti orienté, sans équivoque, vers la défense des intérêts ouvriers, un autre pour constituer un parti unioniste, enfin, le plus fort veut s'en tenir au statu quo.

Une période de dépression provoquerait inévitablement le renforcement de l'un ou de l'autre des deux premiers courants. Le deuxième a peut-être moins de chances de prédominer en raison de l'attachement des Américains au système des deux partis, mais si des difficultés économiques ramenaient en plus fort le doute et le désarroi de 1930 dans les esprits, le peuple pourrait fort bien s'orienter subitement dans la voie de profondes réformes de structure et appuyer un parti trouvant son impulsion dans le mouvement syndical.

Aux U.S.A. on n'a pas, comme dans nos vieilles démocraties, cette diversité d'opinions qui pourrait laisser croire que la plupart des citoyens y ont une conception bien arrêtée des problèmes qui se posent au pouvoir politique. Les citoyens des U.S.A. semblent considérer que la gestion de la chose

publique exige des connaissances que seuls des spécialistes de grands problèmes économiques et sociaux peuvent posséder. Pour eux, la démocratie ne consiste pas à donner coûte que coûte individuellement une opinion sur tout ce qui concerne les attributions de l'Etat, mais elle se trouve dans la possibilité pour tous les citoyens de faire un libre choix parmi les spécialistes qui offrent des solutions aux problèmes posés dans le pays à un moment donné. Le choix fait, ils laissent la paix aux élus et attendent les résultats de leurs actes pour les juger.

La même conception de la démocratie se retrouve dans le mouvement syndical. La défense des intérêts ouvriers est devenue une technique délicate et difficile qui implique une formation que seuls des hommes spécialisés dans les questions économiques et sociales possèdent. La direction du mouvement est donc l'affaire de spécialistes qui ont fait la preuve de leurs capacités ; le choix du syndiqué porte sur de tels spécialistes qu'on jugera à leurs actes.

III. — L'ÉDUCATION OUVRIÈRE

Le mouvement syndical américain n'a d'autre but que la défense des intérêts immédiats et généraux des salariés dans le cadre du régime actuel. Il reste à l'écart des doctrines d'émancipation ouvrière et les organisations syndicales se préoccupent seulement d'avoir des militants énergiques, connaissant bien les revendications ouvrières, la législation sociale, la technique des grèves, les méthodes de propagande, la gestion des syndicats, des militants capables de négocier des conventions collectives. Comme l'Etat américain joue un rôle de plus en plus important dans l'organisation de la sécurité sociale, le respect du droit syndical, la garantie du plein emploi, le mouvement syndical se préoccupe, d'autre part, d'intervenir dans le choix des législateurs et du chef du pouvoir et il crée des comités d'éducation civique qui, au moment des élections, appuient la candidature favorable aux revendications syndicales et combat celles qui leur sont hostiles.

Les confédérations, les syndicats locaux ou régionaux, les unions locales ou régionales organisent les cours d'éducation syndicale à leur siège ou en liaison avec les universités qui inscrivent l'éducation sociale dans leur programme. C'est le cas de celles de Madison et de la Rutgers University de New Brunswick.

En été, des stages d'études d'une ou deux semaines sont organisés par les confédérations ou fédérations ou unions régionales. J'ai assisté à deux sessions : une de quinze jours organisée par les syndicats A.F.L. du Kentucky à l'université de Lexington, l'autre de 7 jours organisée par le C.I.O. dans la Rutgers University à New Brunswick dans le New Jersey.

Je suis resté cinq jours à chaque session. Je n'insisterai pas sur le programme qui était sensiblement le même dans les deux universités et avait le même caractère pratique ; il était très élémentaire et insistait surtout sur la propagande, la négociation des conventions collectives, la procédure d'arbitrage, l'étude des temps et mouvements, la conduite des réunions, l'art de parler en public, l'histoire du travail, l'action politique du mouvement syndical.

Les professeurs étaient des militants syndicalistes ou des universitaires.

L'organisation du travail était parfaite et les loisirs, dont un week-end, étaient organisés de façon à permettre une saine détente dans une ambiance de bonne camaraderie.

Une telle conception peut faire bondir nos démocrates qui pensent que dans nos vieilles démocraties et dans les syndicats les choix sont faits pleinement en connaissance de cause et que les problèmes posés sont étudiés et compris par l'ensemble des intéressés.

On ne peut pourtant pas dire qu'elle est anti-démocratique, puisque le contrôle de l'équipe au pouvoir est exercé avec vigilance et librement par la ou les équipes de spécialistes rivales toujours à l'affût de ce qui va mal pour, le moment opportun, opposer leurs propres solutions. Au fond les choses se passent-elles bien différemment dans notre vieille Europe ? Nous avons de multiples équipes de prétendus spécialistes en état permanent d'opposition tapageuse et de nombreux et bruyants partisans pour répéter leurs slogans. Mais de vrais spécialistes, des hommes capables en avons-nous beaucoup ? Pas plus qu'aux U.S.A. certainement, tant dans le domaine politique que dans le domaine syndical (toutes proportions gardées).

Ce qui m'a frappé surtout ce sont les rapports vraiment fraternels qui se nouaient entre ces militants ou aspirants militants de régions et de corporations diverses et l'accueil chaleureux et spontané qui était réservé aux visiteurs des autres pays. (A Lexington 14 camarades syndicalistes italiennes arrivèrent en même temps que moi.)

Au cours de ces deux séjours, je me suis tout de suite lié avec la plupart des stagiaires et professeurs et j'ai senti combien était profond le sentiment de solidarité des syndicalistes américains pour leurs camarades des autres pays.

Dès la fin de la première journée, je me suis trouvé emporté par l'ambiance et je ne pensais plus qu'il y avait entre mes hôtes et moi des différences de langue ou de race. Tous se sont empressés de me fournir tous les renseignements que je souhaitais au sujet de leurs conditions de travail et de vie et j'ai pu ainsi me procurer une abondante et sûre documentation.

De nombreux camarades nègres avaient été délégués et j'ai constaté avec plaisir que les syndicalistes étaient en tête du courant contre toute mesure de discrimination raciale.

Un professeur, à l'une et à l'autre session, a tout particulièrement souligné les injustices dont étaient encore victimes les travailleurs noirs.

L'Université de Madison (Wisconsin) que j'ai rapidement visitée et la Rutgers University de New Jersey, où j'ai séjourné, attachent une grande importance à l'éducation sociale. A la seconde j'ai pu me rendre compte des efforts faits dans ce sens. L'Institute of Management and Labor Relations qu'elle a créé en 1947 organise des sessions de six semaines d'études ouvertes à 25 étudiants, des conférences et des discussions, des cours du soir, des séances cinématographiques et des écoles d'été avec la collaboration des centrales syndicales ; il a une bibliothèque spéciale.

L'American Labor Education Service de New York avec Eleanor G. Caït fait également un gros effort d'éducation populaire. Mais l'initiative la plus efficiente, me semble-t-il, est celle de l'Union internationale de la confection pour femmes qui garde ses étudiants syndicalistes pendant un an, alternant les cours à son siège avec les stages d'action dans des centres où les futurs militants mettent à l'épreuve leurs qualités de propagandistes (2 fois 3 mois et une fois 2 mois d'études au siège, 2 fois 3 mois et 1 mois d'action). Ils recrutent leurs stagiaires dans les syndicats et même

parmi les étudiants des universités. Chaque promotion est de 25 stagiaires, en général. Une grande place est faite à l'étude du milieu, à la psychologie des citoyens avec qui le futur militant aura

des contacts et au comportement des représentants des syndicats. Un élève coûte 4.000 dollars par an. Ici, nous sommes en présence d'une formation suivie et complète.

IV. — LE PROBLEME NOIR

Quand on arrive dans une ville du Nord, il semble tout d'abord qu'il n'existe plus de problème noir. On est servi par des nègres dans les établissements ordinaires, les grands magasins ; des noirs sont occupés à toutes les besognes n'exigeant pas une qualification bien précise ; on en trouve dans les bureaux de l'Etat fédéral vivant en excellents termes avec leurs collègues blancs. Mais si on traverse la ville d'un bout à l'autre, dès qu'on quitte le centre de la ville, celui des maisons d'affaires, des bureaux administratifs, des grands magasins, on pénètre dans le quartier des nègres avec ses grands immeubles en briques rouges.

L'entretien est de plus en plus négligé et dans le quadrilatère formé par les immeubles bordant quatre rues parallèles deux à deux, s'élèvent, au-dessus de vieilles barrières et de cabanes et garages, des maisonnettes en briques ou en planches avec escalier extérieur, mal éclairées, d'aspect misérable. Sous le linge qui flotte jouent des groupes animés d'enfants. Dans la rue stationnent les autos et, à travers la fenêtre, on peut voir émerger, derrière de vieux meubles mal entretenus, un frigidaire blanc, et un appareil de T.S.F. ou de télévision.

Il est bien certain que cela ne se rencontre pas dans tous les logis, de même que chaque famille n'a pas son auto. Je ne peux que donner une impression, mais il est incontestable qu'une très forte proportion de familles nègres ont l'auto et les meubles en question. L'ouvrier américain ne fait pas d'économies et achète à tempérament, en général ; chez les nègres, cette tendance est encore plus marquée.

Donc, les nègres sont concentrés dans la vaste ceinture d'immeubles entourant le centre actif de la ville. A Washington ils représentent plus de 40 pour cent de la population ; à Chicago, 7 à 800.000 sur 4 millions ; à Baltimore un tiers de la ville ; 40 pour cent à Knoxville ; 30.000 sur près de 900.000 habitants à Milwaukee ; à New-York plus de 800.000 sur 8 millions.

Ils vivent à part et tout propriétaire blanc qui louerait à un nègre un appartement dans un immeuble habité par des blancs serait fort mal vu, et les blancs ne tarderaient pas à déménager ; il serait tout aussi mal considéré par ses pairs s'il vendait sa maison à un nègre.

Les deux races vivent côte à côte, mais ne se mélangent pas. Dans la plupart des Etats du Nord les écoles, les hôpitaux, les églises, les moyens de transport sont accessibles aux deux races indistinctement mais les noirs continuent à vivre avec les noirs, à fréquenter seulement des noirs. En fait, seuls des établissements de luxe n'admettent plus les noirs.

Il n'y a que des hommes égaux en droit, les lois sont les mêmes pour tous, mais en fait les juges n'appliquent pas toujours strictement la loi.

Dans les 17 Etats où la ségrégation existe, la séparation est nette, et légale. La séparation n'est pas contraire à l'égalité, y dira-t-on pour justifier cet état de choses, mais cette séparation est bien due au fait que la majorité des blancs considère les noirs comme des hommes inférieurs à tous les points de vue et qu'ils ont une certaine répugnance pour eux, malgré la preuve faite que les noirs sont aussi intelligents que les blancs, qu'ils sont aussi propres dès qu'ils sont appelés à vivre dans

de bonnes conditions. On ne dira pas non plus que les noirs sont moins payés que les blancs pour le même travail, mais on réservera les tâches les plus mal rémunérées aux noirs. Les noirs n'entrent pas dans la vie à égalité de chances. A l'Université Howard on m'a indiqué qu'aux U.S.A. la moyenne des salaires, en 1950, était de 1800 d. pour les nègres, 3.400 pour les blancs.

Une fille noire instruite peut être condamnée à conduire un ascenseur sans espoir de trouver un emploi dans une administration ou un bureau, tandis que sa compagne de classe de race blanche la moins douée sera embauchée sans difficulté.

Dans la campagne de Virginie, vous trouvez des villages de nègres, des familles nègres vivant à côté de familles de blancs, des ouvriers nègres travaillant en excellents rapports avec des ouvriers ou des fermiers blancs, mais les enfants noirs ont leur école, les croyants noirs ont leur église, les malades noirs leur hôpital spécial ou une salle spéciale dans l'hôpital commun et l'ouvrier noir, s'il est appelé à déjeuner dans une famille de blancs, ne s'assoira pas à la table commune.

Le plus choquant ce sont peut-être dans les villes du Sud ces trains, ces autobus, où le fond est réservé aux noirs ; ces salles d'attente particulières pour les gens de couleur, ces hôpitaux particuliers ou salles particulières.

Même à Washington un seul cinéma accepte noirs et blancs indistinctement et les noirs ne peuvent prier Dieu, ce Dieu de tous les déshérités dans les mêmes églises que les blancs.

Dans le Sud, les vexations ou mesures consacrant l'inégalité sont nombreuses. Des professeurs des écoles syndicales en signalaient les plus variées. Le lynchage y a à peu près disparu (un ou deux pendant les dernières années, cependant).

Le code criminel est le même pour tous mais les applications des lois sont différentes selon qu'on est blanc ou noir. Les noirs ont le droit de vote, mais dans certaines localités on en rend l'usage impossible par des mesures les plus diverses, on exige du noir la preuve qu'il sait lire, on le menace... Un règlement, en Caroline du Sud, précise que noirs et blancs ne peuvent travailler ensemble. Dans le Sud, les écoles des enfants noirs sont moins belles, moins bien entretenues, moins bien installées que les écoles pour blancs.

Des écoles de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur refusent encore des noirs et les élèves noirs formés dans les universités nègres ou dans les universités blanches ont des difficultés pour trouver un emploi. Mais l'ensemble des étudiants est plutôt hostile aux mesures de ségrégation.

Les nègres ont des écoles secondaires, notamment celle de Howard, à Washington, qui est un modèle d'université tant au point de vue de l'organisation de l'enseignement que de la formation intellectuelle et professionnelle qui y est donnée. 3.500 à 4.000 étudiants y sont inscrits. On y prépare aux licences d'enseignement ; on y enseigne la médecine, le droit ; on y forme des ingénieurs.

Nous nous trouvons en présence de préjugés fortement ancrés qu'aucune loi ne peut faire disparaître du jour au lendemain. La pénétration lente mais continue des noirs dans les diverses branches d'activité amène beaucoup de blancs à modifier leur comportement, mais les progrès sont

lents. « J'ai connu des enfants élevés par une négresse qu'ils considéraient comme leur mère, me disait un professeur ; ils l'aimaient et la caressaient, mais une fois grands, ils étaient de fervents partisans de la ségrégation sans que cela implique un changement de comportement avec leur vieille nourrice. »

Les Eglises, notamment l'Eglise catholique, font une tenace propagande contre les distinctions de race ; les syndicats ouvriers se sont prononcés contre toute mesure de ségrégation et ont réussi à imposer l'égalité des salaires dans leur rayon d'action ; l'Etat fédéral et les Etats du Nord ont permis la pénétration des noirs dans les administrations et font des efforts pour assurer l'égalité de fait dans les domaines qui dépendent d'eux.

Mais c'est la vie même, surtout si la prospérité pousse à l'emploi généralisé des noirs dans toutes les branches d'activité, qui provoquera l'atténuation des préjugés raciaux.

« La guerre, me disait un camarade syndicaliste du Sud, a fait plus que toutes les Eglises pour la fraternisation des blancs et des noirs. » Une éco-

nomie en expansion est également favorable à cette solution.

Un camarade syndicaliste de la T.V.A. m'avait tout particulièrement exprimé les difficultés de l'élimination de toute différenciation raciale. « Je comprends votre indignation, me disait-il, contre ce mépris, avoué ou non, vis-à-vis des noirs. Vous êtes sévères, sans comprendre bien souvent comment le problème noir s'est posé depuis l'introduction des esclaves par les planteurs de coton qui refoulaient les premiers colons dans la montagne. Voyez-vous, nous avons déjà résolu un problème qui semblait insoluble à nos parents divisés en groupes rivaux. Quand j'étais enfant, mon père, d'origine italienne, aurait été scandalisé si on lui avait dit qu'un jour ses descendants et ceux de ses ennemis héréditaires des régions voisines entretiendraient des rapports amicaux. Et maintenant c'est moi qui suis scandalisé à la pensée de ces hostilités de race ou de religion entre les groupes de premiers colons. L'unité des U.S.A. s'est réalisée. Avez-vous fait un pareil pas en Europe ? »

Que répondre, sinon espérer que cette unité s'étende aux noirs aussi rapidement.

V. — LA CONDITION OUVRIERE AUX U.S.A.

L'économie des U.S.A., en ce moment, est dans une phase d'expansion.

Tous les facteurs de production sont à peu près utilisés au maximum ; le nombre des sans-travail est faible et il est surtout constitué par les ouvriers en train de changer d'entreprise ou d'occupation ; les bénéficiaires patronaux en croissance trouvent à s'investir pour développer les productions dont le marché n'est pas saturé ou pour en créer de nouvelles en vue de satisfaire de nouveaux besoins. Autrement dit, pour employer l'expression à la mode, le plein emploi est réalisé.

Mais le maintien du plein emploi n'est possible que si, sans cesse, de nouveaux capitaux s'investissent pour occuper la main-d'œuvre refoulée des branches de production dont le marché est saturé ou des entreprises au prix de revient trop élevé qui ont dû fermer leurs portes. Le plein emploi implique une expansion continue.

Certes, il y a des ombres au tableau : une ceinture immense de taudis sombres entoure le centre des grandes villes ; il ne se passe pas de semaine sans qu'on entende dire qu'une entreprise a fermé ses portes ; le problème noir est une tare gênante ; on trouve même des mendiants... Mais à la différence de nos vieux pays de l'Europe occidentale, en même temps qu'on voit le mal, on voit concrètement la possibilité de le guérir. La victime du mal voit la solution possible pour le supprimer. Elle n'en est pas réduite à la chercher dans l'au-delà ou dans un monde idéal à bâtir de toutes pièces après destruction du régime actuel. Il est un aspect de la condition prolétarienne qu'on ne trouve pas : c'est la médiocrité sans espoir d'en sortir et avec très peu d'espoir de l'éviter à ses enfants.

Oui, il y a de bas salaires, surtout dans le Sud, mais les ouvriers ont la possibilité — au moins l'espoir — de trouver un emploi au tarif syndical en changeant d'entreprise ou de région, ou en créant des syndicats là où il n'en existe pas encore.

Il y a d'affreux taudis, que l'afflux incessant de la population dans les villes rend encore nécessaires, mais l'ouvrier qui les habite sait qu'il peut arriver à s'acheter une maison par des versements mensuels guère plus élevés que le montant d'un loyer normal ; le plus mal payé, s'il ne peut envisager cette solution, sait que les collectivités vont intensifier de nouveau la construction d'habita-

tions à loyer modéré, ralenties depuis le début de la guerre de Corée.

Il y a des mendiants... quelques unités sur des centaines de milliers d'habitants, mais quel est le régime qui les supprimera tout à fait ? Et voudraient-ils tous qu'on les empêche de faire appel à la charité publique, toute garantie d'avoir du travail préalablement assurée ?

Le problème nègre est certainement le plus délicat, mais une évolution se poursuit qui entretient l'espoir. Là aussi, les syndicats imposent le salaire égal, l'égalité de traitement ; l'Etat fédéral poursuit lentement l'élimination des mesures de ségrégation ; la politique d'expansion permet de trouver des emplois rémunérateurs... Les nègres ont donc l'espoir de voir se réaliser un jour l'égalité de droits et de traitement que la Constitution leur reconnaît et ils sont pleinement intégrés dans la nation.

Personne de ceux du bas de l'échelle ne se sent rivié à sa condition sans espoir d'en sortir dans le cadre même de la société actuelle ; personne ne se sent rejeté de la communauté nationale.

Mais dans ce pays d'industrialisation intense où la concurrence et, indirectement, l'action syndicale, poussent sans arrêt à l'augmentation de la productivité, l'ouvrier n'est-il pas ravalé au rôle d'un robot dont on utilise au maximum la force de travail sans se préoccuper de son usure ? N'est-il pas condamné à subir cette déchéance physique, intellectuelle et morale inhérente à l'asservissement à des forces extérieures et mécaniques contre lesquelles il n'a aucun recours ?

L'emprise de la machine se fait encore sentir sur une importante partie des salariés, mais de manière inégale. La machine de 1953 n'est plus tout à fait celle de la seconde moitié du XIX^e et du premier tiers du XX^e siècle, elle est belle, elle ne fait pas de bruit, elle ne plie plus l'ouvrier à son rythme, elle n'exige plus un gros effort physique ou une tension d'esprit intense et prolongée, elle s'approvisionne seule et c'est elle qui a besoin de l'ouvrier si une difficulté survient.

Les vieilles machines qui se font servir impérieusement et dégradent psychologiquement et moralement leur serviteur, l'accablent de bruit et l'enduisent de graisse noire existent encore. Le travail à la chaîne et la division du travail poussée à l'extrême sont encore fréquents. Je l'ai cons-

taté notamment à l'atelier de châssis de l'usine O. Smith de Milwaukee où le soudeur exécutait à la hâte son travail parcellaire dans une atmosphère pleine de mauvaises odeurs ; dans une aciérie de Buffalo où les sableurs et burineurs font des tâches pénibles ou malsaines dans une vacarme épouvantable.

Les fileurs ou tisseurs de la Meadow Mill de Mount Vernon, à Baltimore, travaillaient dans le bruit et surveillaient chacun de nombreuses machines, mais ils n'en étaient pas esclaves, ils intervenaient seulement en cas d'arrêt pour nouer un fil cassé ou faire une petite réparation. Les brasseurs et mineurs de l'extérieur de Terre-Haute se contentaient aussi de surveiller l'impressionnante suite d'opérations que les machines exécutaient sans le secours d'une main humaine, travail dont la monotonie est seulement rompue par la constatation d'un défaut de fabrication. Quant aux mineurs de fond, ils dirigeaient leurs machines qui n'étaient que de grands outils mus mécaniquement ; tâche pénible mais où l'ouvrier conserve son initiative.

Dans les ateliers de confection de Chicago, Milwaukee, les ouvrières poursuivent inlassablement la répétition de tâches très simples à un rythme rapide ; là, l'organisation du travail est tout orientée vers le rendement élevé qui implique de la part du personnel un effort soutenu et monotone.

C'est surtout aux ateliers de l'usine Westinghouse de Buffalo que nous avons trouvé les machines les plus modernes installées dans un cadre agréable et pouvant exécuter plusieurs opérations à la fois. L'ouvrier en dirige plusieurs et il se contente de les régler, au départ, ou d'intervenir si un arrêt se produit. Son travail, comme d'ailleurs celui des ouvriers du textile, exige de lui de la vivacité et fait appel à l'intelligence ; il ne s'agit plus de mouvements répétés avec régularité.

La mécanisation et la division du travail ont des aspects très variés et l'on assiste à un recul des formes de travail grossières et dégradantes totalement dépourvues d'intérêt, et cela dans le même moment où la production industrielle tend à perdre de l'importance par rapport aux activités tertiaires.

Il serait donc bien osé de vouloir attribuer uniquement au machinisme ou à la division du travail les grandes tares de la société actuelle et le bas niveau intellectuel et moral ou le manque de conscience de classe de certaines couches de la population. Il faudrait peut-être se demander si la majorité des êtres humains n'a pas un penchant naturel pour les occupations simples, impliquant le minimum de responsabilités, et pour les loisirs faciles. Si elle n'est pas naturellement portée à l'acceptation de formules toutes prêtes, de préférence à l'effort de compréhension ou de recherche ; portée à l'abdication de la personnalité pour le compte de chefs de file du syndicat ou des partis qui assureront la défense de ses intérêts.

Ce penchant de la nature humaine ne tend-il pas à l'emporter dans toutes les catégories sociales ? Même dans celles qui échappent au machinisme et à la course au rendement ? Même dans celles où l'homme jouit d'une complète indépendance et bénéficie d'une instruction étendue ?

Et ne se trouve-t-il pas renforcé aux U.S.A. où l'on est pris par le mouvement rapide qui vous rend insensible à l'environnement, et semble exclure la flânerie reposante ou la méditation tranquille, toutes ces pertes de temps qui permettent à l'homme de reprendre contact avec lui-même et avec ce qui l'entoure ? Dans la vie comme à l'atelier, l'exécution même d'une tâche quelconque ou un déplacement semblent subordonnés à l'atteinte du but avec le minimum de temps ; on ne répond pas aux

multiples sollicitations de la rue, péchés mignons qui provoquent des retards, mais sont parfois bien agréables et reposants. Pas de flâneurs dans ces belles avenues bordées d'arbres touffus ! Si, par hasard, on passe à pied, on ne s'arrête pas pour écouter les cigales ou regarder les écureuils apprivoisés qui se poursuivent ; pas davantage pour admirer une belle vitrine (elles sont moins belles qu'en France) ; pas davantage pour échanger quelques réflexions avec un passant frappé comme vous par un petit rien accidentel ou simplement agréable.

Ce penchant se trouve renforcé aussi par la publicité éblouissante et tapageuse qui vous poursuit dans la rue, dans vos lectures, dans les magasins, qui vous reprend à la maison avec la T.S.F. ou la télévision et finit par vous imposer jusqu'au choix et la manière d'utiliser vos loisirs.

Fort heureusement, l'éviction de la perte de temps et la recherche permanente de l'efficacité ont leur correctif : un niveau de vie élevé qui libère des grandes servitudes et vous replace, au moins apparemment, sur un pied d'égalité avec les autres membres de la collectivité quant aux possibilités de bénéficier des jouissances matérielles, intellectuelles, spirituelles... qui s'offrent aux hommes ; un niveau de vie qui vous permet d'avoir le moyen d'évasion le plus apprécié aux U.S.A. : l'auto, l'auto qui redonne le sentiment de la puissance, qui fournit l'occasion d'affirmer sa personnalité, de retrouver le contact avec la nature et de se choisir les loisirs selon ses goûts.

Le niveau de vie élevé et l'espoir réel, palpable de le voir se relever encore sous l'effet du progrès scientifique et de l'action syndicale, apportent également la tranquillité d'esprit, la quiétude qui dispensent de chercher dans une transformation sociale profonde les possibilités d'un épanouissement complet de sa personnalité. C'est pourquoi les doctrines égalitaires ont si peu de prise sur l'ouvrier américain.

Dans les vieilles démocraties stagnantes on s'attache surtout à la répartition des biens pour améliorer le sort des plus déshérités ; aux U.S.A. on aspire à un plus grand bien-être non par l'égalisation des revenus, mais par une plus grande productivité.

L'ouvrier américain a une répugnance pour les systèmes en isme et surtout pour l'étatisme. Le mot classe n'est pas dans son langage, il a bien une conscience nette des oppositions d'intérêts qui existent entre patrons et salariés, mais il ne lui viendrait pas à l'idée de lui donner le nom de conscience de classe. Le patron pour lui, n'est pas un parasite, ni le seul responsable des injustices sociales, c'est un spécialiste aux fonctions bien définies. Quand ses affaires marchent tout marche puisque les profits s'investissent de nouveau et assurent le plein emploi. Bien sûr, pour lutter contre ses concurrents et augmenter son profit, il a tendance à baisser les prix de revient aux dépens de son personnel, mais c'est aux ouvriers à ne pas se laisser faire, à s'organiser pour ne tolérer aucune atteinte à leurs intérêts et à leur santé. Ici les résultats acquis et la puissance du syndicat permettent d'avoir confiance.

VI. — PERSPECTIVES

C'est sur la tendance de l'économie à l'expansion que repose tout l'optimisme des Etats-Unis, que repose l'unité de la nation, la croyance au progrès indéfini et l'espoir de solution pour les injustices sociales.

Il est bien évident que si le rythme actuel d'accroissement du revenu national se maintenait, les

maux sociaux géants : besoin, maladie, chômage, ignorance et insalubrité seraient bientôt supprimés, ainsi que le faisait remarquer le grand économiste Schumpeter, cela dans le même moment où le travail industriel, en décroissance relative par rapport aux activités tertiaires, pourrait être de plus en plus humanisé.

Le problème d'une répartition équitable de la production, placé au premier plan dans les vieilles démocraties, pourrait là-bas rester en suspens, les ouvriers restant convaincus que les chefs d'entreprises privées réalisent en fin de compte une gestion meilleure et moins onéreuse que les technocrates des économies étatisées.

Le problème essentiel, capital, aux U.S.A., se ramène ainsi au maintien de l'expansion.

En principe, une telle orientation de l'économie peut se maintenir indéfiniment, même sans le secours de débouchés extérieurs, puisque les besoins de l'homme sont illimités. Il suffit, en théorie, de déplacer à temps les capitaux des productions en voie de saturation vers les productions aux débouchés largement ouverts ou vers les productions assurant la satisfaction de besoins nouveaux.

Mais, est-ce régulièrement possible dans un système économique reposant sur la recherche du profit et où dominent les grandes entreprises ? Dans un système où les mouvements de capitaux peuvent être enrayés ou arrêtés par des manœuvres de groupes financiers ou par des événements politiques ou sociaux imprévus, ou même simplement par l'apparition d'accidents inattendus dans le mouvement des affaires ? Que l'incertitude de profits suffisants pour de nouveaux investissements gagne les détenteurs de capitaux et ce peut être la stagnation ou la dépression partielle avec la cascade possible d'effets déflationnistes qui aboutissent à la crise générale. Et puis le rythme et l'importance des investissements peuvent-ils être maintenus au niveau de l'épargne en cours lorsque la structure de la production se trouve complètement modifiée par le glissement vers les productions tertiaires et l'introduction de techniques nouvelles exigeant la mise en œuvre de moyens de production relativement moins importants ?

Un nouvel équilibre entre la production de biens d'équipement et la production de biens de consommation devrait s'effectuer, mais n'impliquerait-il, pas la réduction de la part de revenus, prélevée par les détenteurs des moyens de production ?

Le maintien de l'expansion pourrait donc exiger suivant les cas, soit une orientation des investissements imposée de l'extérieur (par l'Etat, par exemple), soit la réduction de la part de production retenue par les détenteurs de capitaux au niveau de leur consommation et de la valeur des investissements utiles. Or le régime actuel est-il en mesure de le faire ?

Le président Eisenhower et ses économistes sont optimistes : « Jamais plus nous n'admettrons une dépression aux U.S.A. », déclarait le futur président au cours de sa campagne électorale, ajoutant que « les esprits et les cœurs les meilleurs que nous pouvons mobiliser à Washington peuvent détecter les signes d'une dépression ». Et cette affirmation est confirmée par cette déclaration du docteur Arthur Burns qui dirige le groupe de ses conseillers économiques :

« Je crois que nous pouvons prévenir une dépression sérieuse comme celle de 1939 » (*World Telegram and Sun Saturday Magazine*, du 8 août 1953).

La prévenir comment ? Par l'intervention d'un système bancaire renforcé ? La création de caisses de chômage, ou la réduction des taxes ?

Par contre, de vieux républicains expriment déjà leur inquiétude. Ils sont effrayés par le dévelop-

pement de la dette fédérale, qui atteint 272 billions de dollars, et enfin de la dette privée, qui en atteint 330 (elle a plus que doublé depuis 1940).

Le crédit au consommateur atteint 27 billions dont 20 pour le seul crédit à tempérament (passé de 87 d. par famille en 1946 à 305 en 1952).

Deux voitures sur trois sont achetées à crédit, et 65 % des voitures d'occasion, ce qui représente en tout presque la moitié du crédit à tempérament.

Sur 10 familles, aux U.S.A., une doit 20 % et plus de son revenu annuel, et le crédit à la consommation représente 11 % du revenu total, taxes prélevées. N'est-ce pas là déjà une cause de faiblesse, un point vulnérable ?

D'un autre côté, il semble que des signes de ralentissement des affaires se précisent en cette fin d'été : diminution des ventes de 6 à 11 % dans les grands magasins, nombre inférieur de mises en chantier de construction, recul de la production de l'acier ; production d'autos pour les trois premiers trimestres atteignant presque la capacité d'absorption annuelle du marché ; baisse de 12 % des produits agricoles qui peut se traduire par une baisse d'achat de produits industriels !... et même baisse des valeurs boursières.

Nous ne voulons pas jouer au prophète. Nous n'avons pas les éléments suffisants pour faire des prévisions sûres. Mais nous avons l'impression que si seulement les symptômes d'une stagnation durable s'affirmaient, la chute vers la crise ne pourrait être enrayée que par un retour renforcé vers le dirigisme avec participation directe des syndicats à la vie politique et peut-être au pouvoir. Ce serait une phase nouvelle, pas définitive certainement, mais qui justifierait cette opinion déjà si répandue qu'entre le système capitaliste et la réalisation naturelle de l'harmonie des diverses branches productives avec élimination de la condition prolétarienne se situera la phase du capitalisme d'Etat avec recul du syndicalisme indépendant d'action directe. Il semble cependant que les U.S.A. peuvent éviter le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire le fascisme, pour s'en tenir à une économie orientée.

Un syndicalisme indépendant et d'action directe n'est-il pas pourtant le meilleur instrument de défense des travailleurs dans tous les régimes, et la meilleure forme de résistance à l'oppression ?

Déjà, dans notre pays, l'accroissement des prérogatives de l'Etat amène des syndicalistes à poser le problème de l'éducation politique des syndiqués et d'une intervention plus précise sur le pouvoir. Cette orientation se rapproche un peu de celle de certains syndicalistes américains. Elle peut se justifier, mais on ne saurait en nier les dangers, et nous pensons qu'il n'est pas nécessaire d'en faire l'expérience pour comprendre qu'il faut renforcer encore la liberté de mouvement et la puissance du syndicalisme en le tenant à l'écart des luttes politiques. Des syndicalistes américains le pensent aussi. Espérons que les déséquilibres possibles les raffermiront dans cet état d'esprit ; que le syndicalisme américain restera au-dessus des courants politiques, et que, même en phase d'étatisation, il constituera une force entièrement libre et vers laquelle on se retournera spontanément lorsque les excès du dirigisme ou l'introduction de nouvelles techniques auront provoqué le retour à une plus libre organisation de la production. Il aurait alors plus d'autorité pour exiger la suppression de toutes les servitudes qui pèseraient encore sur les travailleurs et pour imposer les garanties assurant leur bien-être et leur liberté.

U. THEVENON.

(Septembre-octobre 1953.)

A propos de l'indépendance syndicale

Nos camarades Hébert, secrétaire de l'Union départementale des syndicats Force Ouvrière de la Loire-Inférieure, et Cottet, vieux militant syndicaliste des Employés de la région parisienne, nous font part de leur opinion sur l'indépendance syndicale.

Voici la lettre d'Hébert :

Dans la Révolution prolétarienne, d'octobre dernier, notre camarade Louzon, sous le titre « A propos de l'Indépendance française » consacre un article aux questions internationales et, chemin faisant, formule quelques critiques à l'encontre des positions défendues par le Courrier Syndical.

C'est ainsi qu'il nous reproche, entre autres, d'avoir qualifié Irving Brown d'agent secret américain. Louzon croit pouvoir contester toute valeur à l'expression dont nous avons usé à l'égard d'Irving Brown en arguant... que ce dernier se livre en Europe, depuis la fin de la guerre, à une action publique (1).

Louzon nous permettra de lui faire observer que le fait de se livrer à une action publique n'exclut nullement la possibilité d'avoir, parallèlement une activité plus... discrète.

De toutes façons, dans son action publique, Irving Brown se conduit comme un agent de l'impérialisme américain.

Cela est largement suffisant pour le condamner à nos yeux.

Est-ce à dire que notre hostilité à la politique d'intégration du mouvement syndical dans l'un des blocs en présence est inspirée, comme le croit Louzon, par un nationalisme qui n'ose dire son nom ?

Si notre camarade Louzon a vraiment cette opinion, il la doit très certainement à une lecture superficielle du Courrier Syndical et à une étude très insuffisante des positions défendues par les minoritaires dans les différentes assises de la C.G.T.F.O.

C'est très certainement parce que nous sommes restés fidèles à l'internationalisme ouvrier que nous nous refusons obstinément à identifier le mouvement syndical international au « parti américain ».

Notre position sur le plan international procède de celle que nous défendons sur le plan national. Toutes deux trouvent leur origine dans la confiance que nous avons, malgré tout, conservée à la classe ouvrière.

C'est parce que nous avons confiance en la capacité d'action de la classe ouvrière française (2) que nous nous refusons en France à la pratique d'une politique de collaboration des classes.

C'est parce que nous faisons confiance au prolétariat international que nous refusons de lier le sort du mouvement ouvrier international à celui d'un des impérialismes rivaux.

En réalité c'est la position de Louzon qui est une position nationaliste. Ce qu'il nous propose, c'est tout simplement l'union sacrée contre l'impérialisme russe.

C'est que, comme l'écrivait excellemment Rivière (Hospitaliers Lyon) dans le n° 4 du Courrier Syndical (celui auquel se réfère Louzon) :

« Les vieux bobards éculés de la collaboration des classes (avec le capitalisme et le néo-capitalisme

stalinien) ont toujours cours, servis sous une forme rajeunie à la classe ouvrière dans la résistance, démentis dans les faits, il semble qu'ils reprennent vigueur en s'élargissant au plan international ».

Louzon pose également le problème du financement des organisations syndicales.

Certes, nous ne nous élevons pas contre une aide éventuelle de l'A.F.L. ou du C.I.O. à la C.G.T.F.O.

Encore aimerions-nous avoir quelques précisions sur le volume de cette aide et sur la façon dont elle est utilisée.

Nous étonnerons peut-être Louzon par notre naïveté, mais nous avons toujours pensé que la pratique d'une véritable solidarité syndicale internationale ne se concevait et ne pouvait être efficace qu'à la condition de respecter l'indépendance des organisations bénéficiaires.

Il en est évidemment différemment lorsque les sommes distribuées proviennent de « fonds secrets » gouvernementaux ou patronaux.

Nous sommes très inquiets lorsque nous voyons Irving Brown distribuer des dollars à n'importe qui et, apparemment du moins, sans aucun contrôle.

Par ailleurs les syndicalistes américains avec qui nous avons eu l'occasion de discuter du cas Irving Brown semblent être fixés quant au rôle qu'il joue.

En tout cas au Courrier Syndical, nous ne nous érigeons pas en professeurs de morale, mais nous n'en sommes pas moins hostiles à tout financement de nos organisations par des officines patronales ou gouvernementales, qu'il s'agisse du B.E.D.E.S. ou du Comité méditerranéen.

Voici la lettre de Cottet :

La R.P. en ouvrant sa tribune « Entre Nous » semble avoir permis à beaucoup de ses lecteurs de débriquer leurs sentiments, voire leur angoisse devant des problèmes qui se posent à l'attention de tous ceux qui s'intéressent tant soit peu au « devenir humain ».

Quoique répugnant à parler et à écrire sur les questions internationales pour lesquelles je cherche à m'en rapporter à nos camarades qualifiés, je veux cette fois dire ce que je pense.

LES MENDIANTS DOIVENT OBEIR !

Nous risquons, si nous n'y prenons garde, de nous diviser profondément, lorsque nous pénétrons dans ces discussions engagées sur la question des deux blocs en présence, les uns se déclarant du « parti américain » les autres estimant pouvoir rester « internationaux » et certains prétendant que les uns et les autres sont « inexistantes ».

En fait, il s'agit de dire à quelle sauce nous désirons être mangés, puisque aussi bien l'impérialisme de nos gouvernants, l'égoïsme des possédants et la veulerie de beaucoup font qu'inéluctablement nous devons être mangés.

Il est facile de prétendre que si nous ne sommes pas encore russifiés c'est grâce à la présence des Américains sur notre territoire. Si le fait pouvait être prouvé, cela signifierait que les Français ne sont plus un peuple digne de ce nom, mais de pauvres îlots que l'on peut et doit coloniser.

En tout état de cause, le représentant qualifié du capitalisme américain vient de rappeler le gouvernement français à l'obéissance qu'il doit observer vis-à-vis de ceux qui financent son existence.

Ce langage de maître à valet scandalise nos politiciens. Ces bons apôtres voudraient bien continuer à faire bénéficier le patronat routinier et réactionnaire de ce pays des subsides américains, tout en éludant leurs obligations vis-à-vis des donateurs.

Quant on veut être libre, quand on veut se déterminer soi-même, il faut tout d'abord tâcher de vivre sans le secours des aumônes.

Et cela, notre pays malgré ses ruines pouvait

(1) Souligné par Louzon.

(2) Les événements d'août 53 nous ont donné raison.

le faire. Si les gens fortunés, si les industriels, les financiers, les tenants du grand commerce avaient consenti un sacrifice proportionnel au quart des sacrifices imposés à la classe ouvrière, la France aurait pu se relever rapidement.

Si l'on n'avait pas voulu se faire chevalier servant d'une mauvaise cause et engoutir des sommes folles — sans compter le sang français qui coule sur un sol étranger — dans la guerre du Viet-Nam, on aurait pu bâtir des écoles et des établissements de soins. Evidemment les trafiquants de piastres et les sociétés caoutchoutières n'auraient pu s'enrichir et continuer leurs « bonnes petites affaires ».

Mais la France ne mendierait pas, elle pourrait parler d'égal à égal avec tous ses interlocuteurs n'étant la vassale d'aucun d'eux.

Et à propos de cette vassalité, on est obligé de faire un triste rapprochement avec ce qui se passe dans le syndicalisme ouvrier. Il est en effet de notoriété publique que la C.G.T. de la rue Lafayette n'a plus la liberté de se déterminer elle-même, étant à la remorque d'un parti politique qui est lui-même vassal d'un pays étranger. En ce qui concerne Force Ouvrière, il faut bien constater que notre Centrale n'a pu ou n'a voulu se donner des finances en provenance de ses seuls adhérents, qu'elle est incapable de s'affranchir de l'aide des syndicats américains et que cette aide permanente conditionne forcément une tutelle qui risque de devenir très gênante, pour peu que nous voulions nous déterminer en fonction des seuls intérêts des travailleurs français.

Cela est si vrai que déjà dans notre mouvement certains camarades voudraient nous faire prendre position pour la Communauté européenne de défense.

Sous prétexte qu'il faut réaliser l'Europe économique et sociale, on veut que nous acceptions tout d'abord la constitution d'une horde militaire européenne.

L'odieux « Si tu veux la Paix, prépare la Guerre » combattu si énergiquement par les anciens syndicalistes ouvriers, semble être maintenant accepté par nos camarades, qui se refusent à admettre que la guerre devient inévitable quand elle est préparée à l'extrême.

On veut ignorer l'histoire, ne plus se souvenir d'un passé héroïque, d'une époque où un peuple sans armes ou presque, mal vêtu, mal nourri, parce qu'il défendait sa jeune liberté, vainquit tous les autres pays du continent européen coalisés contre lui.

Il est vrai qu'actuellement le peuple de France, le peuple qui travaille et produit, n'a pas grand-chose à défendre : Liberté, Indépendance deviennent des mots vides de sens ; quand au « Sol sacré de la Patrie » il est occupé par les formations militaires d'outre-Atlantique, en attendant de l'être par des soldats allemands qui se jurent — n'en doutons pas — un devoir, si ce n'est un plaisir de mater les grévistes français, comme du reste les soldats français pourchasseront les grévistes allemands !

Quand donc les exploités de France et d'ailleurs comprendront-ils que l'armée est toujours au service des politiciens qui détiennent le pouvoir et du capitalisme de tous les pays qu'il soit « d'Etat » ou non ?

Quand donc sera-t-il admis par tous les amis de la Liberté que celle-ci ne peut être que dans la Paix et que dans toutes les guerres c'est le peuple, ce sont les travailleurs qui se font tuer pour garantir les bénéfices des uns, les prébendes des autres et cela aussi bien en France, qu'en Russie ou en Allemagne.

Faute d'avoir su inspirer confiance à la grande

masse des travailleurs salariés et de pouvoir, de ce fait les mobiliser sur un programme social et revendicatif, faute même d'avoir établi ce programme, la Confédération Force Ouvrière cherche des alliés autour d'elle. Parce que l'anti-communisme est devenu un dogme et que l'on entend bien imposer à tous les militants qu'ils refusent quelque contact que ce soit avec les syndiqués de la C.G.T., notre centrale en arrive à rechercher ses partenaires dans des formations essentiellement patronales ou paternalistes.

C'est ainsi que l'on cherche à s'entendre avec la C.G.A. et l'U.N.A.F.

Qu'est la C.G.A. ? Le groupement de défense des paysans, petits ou grands (plutôt des grands) qui prétend grouper un certain nombre d'ouvriers agricoles dans le but de diviser cette catégorie de salariés et de mieux pouvoir les exploiter.

Echapper à l'impôt, ne pas appliquer les lois sociales quand il s'agit de leur financement, mais en réclamer le bénéfice quand il est question de toucher, vendre le plus cher possible, stocker afin de raréfier les produits et de maintenir les prix élevés, voilà les buts poursuivis par les représentants qualifiés de la C.G.A.

Qu'est l'U.N.A.F. ? L'Union nationale des associations familiales est née de la volonté de faire reconnaître les familles nombreuses, comme les seules valeurs morales de ce pays. Tout, pour ce groupement, doit être subordonné à l'octroi d'allocations familiales beaucoup plus importantes que les salaires qui devraient être la contrepartie du travail accompli.

On l'a bien vu dans les commissions d'étude du salaire minimum interprofessionnel garanti, où constamment les représentants de l'U.N.A.F. votèrent contre les propositions des organisations syndicales.

Le salaire minimum ne les intéresse pas et les autres revendications ouvrières pas davantage.

Voilà les partenaires que l'on veut nous imposer.

Conjointement à ces pourparlers on prête une oreille complaisante aux sirènes du parti socialiste qui, sous couvert d'un Front démocratique et social, voudraient bien que notre organisation, à l'instar de la C.G.T., se mette à la remorque du parti et soit un champ idéal de culture des poires électorales.

Que devient en cela la Charte d'Amiens ?

Et l'indépendance du syndicalisme qu'en fait-on ? On oublie un peu trop facilement que la vieille C.G.T. n'avait bâti sa force que sur cette indépendance et que si la classe ouvrière a sauvé momentanément la démocratie en ce pays par sa grève générale du 12 février 1934 ce ne fut qu'à l'appel de la seule C.G.T., puisque les groupements politiques consultés s'étaient prudemment défilés.

Que ne reprend-on les impératifs sociaux qui furent à l'origine de la constitution de la C.G.T. et n'en revient-on pas aux luttes qui, dans le passé, apportèrent de sérieux avantages aux salariés et permirent l'énergique mouvement de 1936, à l'occasion duquel les parlementaires furent contraints de rendre légales un certain nombre de conquêtes ouvrières, pas tant dans le but de satisfaire les travailleurs que d'endiguer leurs revendications.

Si nous parvenons à entraîner dans notre orbite tous ceux qui veulent œuvrer avec nous, sans nous allier avec aucun gouvernement, conservons notre indépendance qui ne pourrait être « isolement » qu'autant que nous aurions perdu la foi.

Les lettres de Cottet et d'Hébert ont l'avantage inestimable d'exprimer l'opinion de militants ouvriers authentiques. On a déjà répondu à certains de leurs arguments.

La spontanéité d'Hébert est naturellement sym-

pathique. Elle explique quelques contradictions. Car Hébert dans les colonnes de la R.P. a naguère justifié vigoureusement la position de Louzon, c'est-à-dire la résistance au totalitarisme moscovite. Faire confiance à la classe ouvrière, c'est d'abord assurer la liberté du mouvement ouvrier.

Irving Brown — qu'Hébert malmène — a usé dernièrement d'une formule heureuse, lorsqu'il a déclaré que nous avons le choix entre « la liberté relative et la servitude absolue ».

Cette liberté relative dépend de la volonté d'action de la classe ouvrière. Or les syndicats américains ont prouvé qu'ils étaient capables d'agir.

Chez eux d'abord et dans le monde entier, où leur intervention a permis d'éviter la colonisation de tous les mouvements syndicaux d'Europe occidentale, d'Asie et d'Afrique.

Que cette intervention soit plus ou moins efficace, plus ou moins habile, plus ou moins dangereuse, c'est une autre histoire dont nous voulons bien discuter, à condition que l'on procède par information précise et là où le débat contradictoire est possible. C'est ainsi que Lapeyre a agi dans l'affaire du Bedes.

Il faudrait aussi ne pas rejeter sur Irving Brown des responsabilités qui incombent aux seuls militants français. Il est facile d'attribuer à la pression américaine tous les maux dont nous souffrons. Si l'énergie, la combativité, le désintéressement, le dévouement manquent dans pas mal de nos organisations, les Américains n'y sont pour rien. Si la bureaucratie domine encore à la C.G.T.-F.O. comme à la C.I.S.L., ce n'est pas la faute des syndicalistes américains.

Au Kenya, trouvant que le génocide des Kikuyu par la chasse à l'homme au fusil n'allait pas assez vite, les Anglais y ont ajouté la destruction massive par bombes d'avion.

On n'a pas appris que le pape ait invité les fidèles de l'« année mariale » à demander à la Vierge d'intercéder en faveur de ces victimes de la barbarie chrétienne.

Et justement, dans l'affaire évoquée par Hébert, qui est à l'origine de la controverse actuelle, Irving Brown a publiquement et formellement condamné la présence de Jouhaux à la tête de la *Démocratie Combattante*. Rosmer — qui n'est pas suspect — a posé ici-même quelques questions embarrassantes à notre Président. Irving Brown a agi sur mandat de l'American Federation of Labor. Il reste pour nous d'abord le mandataire de celle-ci. Et nous n'avons pas attendu Irving Brown et l'A.F.L. pour regretter la présence de Jouhaux à la tête de la *Démocratie Combattante*.

Quant à la minorité Force Ouvrière, Hébert n'est pas seul qualifié pour la représenter. Et si le *Courrier syndical* reste une publication saine, nous pouvons déplorer le parallélisme de certaines de ses campagnes avec celles de l'*Observateur* dont le neutralisme conduit à l'abandon des prolétariats exploités par le tzarisme moscovite, ce qui est une curieuse expression de l'internationalisme ouvrier.

La lettre de Cottet appellerait pas mal de remarques. Contentons-nous de signaler le caractère un peu trop « national » à notre gré de sa révolte contre l'influence américaine. Pourquoi reprend-il à son compte les imprécations de la presse bourgeoise et chauvine contre Foster Dulles ? Celui-ci, approuvé par Churchill, a simplement rappelé qu'en 1954 les crédits américains, selon les votes du Congrès, ne pourraient être attribués qu'à une organisation militaire européenne. Que la politique du secrétaire d'Etat américain soit blâmable, nous en convenons ! Qu'il ait tort de dire franchement la vérité aux Français, c'est autre chose. — R.H.

« Bravo Dando ! » Il est difficile de contenter tous nos amis.

Nous avons reçu une lettre enthousiaste de Tortrat, d'Alger, en même temps qu'entendu des critiques assez vives sur le ton de l'article de Dando, à qui l'on reproche d'user du style « technocratique ».

Bravo pour l'article d'André Dando. Bravo pour toutes ces vérités simples et importantes, qu'on ne met pas souvent au jour parce qu'on préfère se payer de mots. Il me semble que ce texte pourrait provoquer dans la R.P. un grand nombre d'articles sérieux.

Je ne soulèverai qu'un point : beaucoup de nos bavards (journalistes, ministres, politiciens) parlent de productivité sans avoir des idées nettes ou justes de ce qu'il faut mettre dans ce mot. Et les militants ouvriers plutôt que d'éclairer l'opinion préfèrent polémiquer sur un mot mal défini. La productivité, si l'on entend par là tout ce qui fait aux U.S.A. le niveau de vie supérieur au nôtre (pour simplifier, et écartées les raisons tenant à la géographie physique), est essentiellement une question d'organisation du travail (dont le climat psychologique), non de rendement individuel de l'ouvrier, comme on affecte souvent de le croire en France en la confondant avec le niveau des normes de travail aux pièces.

On aime, et spécialement les communistes, concentrer ses attaques sur les « gros capitalistes », seuls responsables, au lieu de dénoncer tout ce qui chez nous est gaspillage. Celui dû, par exemple, à la mauvaise organisation de la distribution (ou inorganisation !), dépasse au total et de beaucoup les profits prélevés par la classe industrielle (profits en partie réinvestis donc productifs), et profite, positivement, à un très grand nombre d'intermédiaires, ou « négativement » aux mêmes (moins de travail). (Qu'on songe à tous les stocks qu'accumule la production chez nos multiples commerçants, qui eux aussi « investissent » mais improductivement.) Plus le désordre politique est grand, plus ces profits individuels perdus pour l'ensemble du pays sont grands.

Supprimer le gaspillage partout où il se trouve, c'est là, certes, un problème de détail, mais concret, et dont la solution pourrait assez facilement rapporter beaucoup, matériellement. Cela ne résoudrait pas les problèmes économiques (et politiques) plus généraux, mais pourrait améliorer largement le niveau de vie sans porter atteinte au travail ouvrier ; et beaucoup de gens pourraient y contribuer.

Mais cela n'intéresse pas nos ministres et politiciens (ils l'avouent). Cela n'est pas spectaculaire, de mettre un peu d'ordre dans la maison, ne permet pas de briller auprès de l'opinion et dans les journaux. Et sans doute bien des militants sont plus préoccupés, comme le dit Dando, de discussions abstraites (et éternelles) que de « petits » problèmes qui n'engagent pas de vastes théories sur les structures de notre société. C'est en ce sens que Dando pense que le Français est peut-être « trop intelligent » ; question de point de vue. Et il est encore des gens pour être fiers de cette « supériorité » tandis qu'elle nous mène à notre disparition de la scène mondiale.

Il n'est interdit à aucun de nos amis de reprendre la question en flanquant ces observations de techniciens des « constantes » du syndicalisme. La R.P. n'a-t-elle pas ouvert ses colonnes à des controverses sur la productivité ?

Ce qui nous paraît le plus dangereux dans de tels propos, ce ne sont pas les critiques de l'organisation actuelle de la production et des échanges en France. C'est que l'on oppose ces réformes à la revendication ouvrière, ou plutôt que l'on entend

accorder la priorité à ces réformes, dans l'espoir ou de rendre la revendication plus efficace ou même de la satisfaire sans lutte. Or l'histoire nous prouve exactement le contraire. C'est la revendication ouvrière qui a déterminé — aux U.S.A. particulièrement — toutes les réformes de structure économique.

Si au contraire la technique industrielle antique a fort peut évolué — même lors du « miracle grec », c'est à cause de l'esclavage, c'est-à-dire de l'existence d'une main-d'œuvre à vil prix.

Ce n'est pas la productivité qui provoque les hauts salaires. Ce sont les hauts salaires qui déterminent le développement de la productivité. — R.H.

Quelques investigations à faire

En même temps qu'il nous fait tenir un papier sur l'Ecole unique, publié d'autre part, Péra propose aux lecteurs de la R.P. d'autres recherches à poursuivre.

Une autre investigation à faire concernerait les Assurances sociales. Après un quart de siècle, qu'a donné la « loi d'escroquerie et de mouchardage » contre laquelle les communistes appelaient à la grève ?

Autre question que j'aimerais voir traiter : La cause majeure de la dépréciation monétaire est l'inflation.

Or, depuis deux ans, le franc ne se déprécie plus, bien que ni Pinay ni Laniel n'aient fait moins d'inflation que les prédécesseurs.

Il y a donc, à côté de la cause majeure, une cause mineure bien importante et efficace. Et cette cause a un nom ou plutôt des noms, des noms de personnes. Quelles sont ces personnes ? Et comment agissent-elles ?

Herriot disait « le mur d'argent ».

Mme Hanau disait « les Dieux ».

Mais personne n'a dit qui cela désigne. Ce serait tout de même bien important.

Il faudrait aussi, un jour, avoir un démontage du budget français.

Comment se fait-il qu'il était autrefois équilibré et qu'il ne puisse plus l'être ? Ceci alors qu'il n'y a plus de dette intérieure et que pendant des années il n'y a plus eu d'armée ?

La cause réside-t-elle dans les nationalisations ? que personne ne met en cause, rigoureusement personne, les gens de gauche parce que ça irait contre leurs principes, les bourgeois parce que ces bonnes nationalisations sont bien trop avantageuses pour eux : sources de profit et de places.

J'aimerais mettre ça en musique, mais je n'ai pas de documentation et surtout je n'ai pas de temps.

A propos du « Courrier Picard »

Un camarade d'Amiens nous a écrit à propos de la note consacrée en octobre au « Courrier Picard », quotidien régional organisé en coopérative de production :

« Bernard Catelas, l'auteur de l'article de la Coopération de production, dont vous parlez, est sans doute le fils de Maurice Catelas, le directeur du journal (neveu du député de la Somme, guillotiné sous Vichy).

Ce journal, né après la Libération, a obtenu le matériel d'imprimerie et, je crois bien les immeubles du Progrès de la Somme. Du fait que le second quotidien, le Journal d'Amiens, a également cessé de paraître fin août, le Courrier est maintenant le seul journal ici et bénéficie d'un nombre de lecteurs appréciable, ainsi que de la publicité.

C'est donc une affaire prospère. Il paraît en effet que chaque année le personnel touche de substantielles ristournes. Mais cela suffit-il pour en faire un journal susceptible de régénérer l'information et la presse ?

Maurice Catelas est également directeur général de l'Union, la grande coopérative de consommation.

C'est un personnage important, vénérable de la Loge et décoré de la Légion d'honneur. Mais que penserait de lui son oncle défunt ? Le neveu, les dernières années, à plusieurs reprises, a dressé contre lui le personnel de l'Union ».

Un appel pacifiste

Notre camarade Chabot, du Var, nous prie de faire connaître l'appel qui a été lancé par le Comité d'Initiative Français du Rassemblement Universel pour la Paix du Monde (R.U.P.M.) (1) à la suite de la réunion qu'il a tenue le 11 novembre 1953, à la salle des Sociétés Savantes, à Paris et à laquelle une centaine de militants ont participé, sous la présidence de Félicien Challaye.

Nous extrayons de cet appel le passage qui fixe la position de ce groupement :

Mettre enfin solennellement, la guerre hors la loi par l'inscription dans la Charte de l'O.N.U. et dans la législation de chaque pays d'une clause interdisant tout recours à la mobilisation et à la guerre.

Et tant que ce principe ne sera pas devenu la loi des Nations Unies, contestation à chaque Etat du droit de décider de la mobilisation générale ou partielle et de recourir à la guerre, sans consultation préalable du peuple au moyen d'un référendum placé sous le contrôle des organisations pacifistes.

(1) Ecrire à Emile Bauchet, Auberville-sur-Mer (Calvados).

LETTRÉ D'ITALIE

La bataille d'automne et d'hiver a commencé. Deux grèves générales de 24 heures ont eu lieu en une semaine et en pure perte, puisque aucun objectif pratique n'a été atteint.

Les industriels se refusent à inclure dans le calcul du « salaire minimum », l'indemnité de « contingence », le « pain cher » et quelques autres petites indemnités. Ils soutiennent que la dépense est trop forte et qu'elle leur ferait beaucoup trop de tort. Malgré l'intervention de M. Rubinacci, ministre du Travail, et de M. Pella, on n'a abouti à rien. A cette grève ont participé, selon les chiffres fournis par les différentes centrales, 12 à 13 millions de travailleurs.

L'agitation continue.

Les ouvriers ont occupé les établissements de la « Pignone » à Florence et à Massa Carrara et remis en marche les machines. La production continue. La société a dénoncé les occupants à l'autorité judiciaire, pour violation de domicile. Le Conseil communal de Florence a adhéré à l'occupation des fabriques et cela a compliqué la situation. Florence a toujours été une zone socialiste, puis communiste. Cependant, après les dernières élections administratives, les démocrates chrétiens les ont remplacés. Le maire de Florence, M. La Pira, approuve les occupants et la commune a alloué une forte somme aux ouvriers.

La Commission pontificale d'assistance du Vatican a envoyé des vivres et de l'argent. Un des derniers dimanches, une messe a été célébrée, dans une des fabriques occupées. C'est la première fois qu'un prêtre entre dans une fabrique et y dit la messe...

L'occupation des fabriques a des origines fascistes. La première usine occupée fut la « Dalmine » à Milan. Le Duce, qui n'était pas encore au gouvernement, y prononça un discours. Les socialistes et les communistes, par leur sottise politique, ont introduit le prêtre dans les usines !

L'HOMME DE LA RUE.

LE SYNDICALISME LIBERTAIRE EN SUÈDE

Situation au sein de l'A.I.T.

Quatre ans après la fin de la première guerre mondiale, des représentants d'un grand nombre d'organisations anarcho-syndicalistes (de différentes nuances) se réunirent à Berlin pour y constituer l'Association Internationale des Travailleurs. Elle est connue du monde ouvrier, surtout par sa plus grande section, la puissante Confederacion Nacional del Trabajo de Espana, aujourd'hui dans la clandestinité après trois ans de lutte héroïque : guerre civile et révolution sociale. Mais il y avait aussi d'autres grandes organisations au sein de l'A.I.T., la F.O.R. Argentine par exemple. Des anciennes sections de cette Internationale, il ne reste pas grand-chose aujourd'hui. Il y a une série de groupes affiliés provenant de plusieurs pays européens et américains, et puis naturellement la C.N.T. espagnole en pleine lutte contre le despotisme franquiste, mais aux prises également avec une profonde crise tactique dans son propre sein.

Parmi les sections *légal*es de l'A.I.T., il n'en reste qu'une seule qui peut être considérée comme une organisation solide et bien établie dans l'opinion publique de son pays : c'est la *Sveriges Arbetares Centralorganisation*, la filiale suédoise. Ce mouvement, créé en 1910, et calqué, alors, surtout sur le modèle du syndicalisme classique français, quoique avec des formes organiques un peu différentes, a dû passer par des situations difficiles ; mais il continue d'exister et montre une vitalité étonnante. Sa vie n'est point facile, mais il s'affirme. Il est le seul mouvement anarcho-syndicaliste et libertaire au monde capable de publier un quotidien : le journal *Arbetaren* (l'ouvrier), à Stockholm. S'il s'agit de discuter de l'anarcho-syndicalisme dans le monde actuel, il est impossible de se passer du mouvement suédois qui n'est pas seulement le seul secteur encore bien organisé de l'A.I.T., mais aussi l'expression d'une nouvelle nuance sociale et politique qui, certainement, diffère du modèle classique, mais qui prend très consciemment son inspiration dans les traditions syndicalistes révolutionnaires et libertaires des mouvements européens.

Dans le cadre de cet article, on ne peut analyser à fond ce mouvement suédois. Il suffit de dire que ses militants mènent une discussion passionnée sur les problèmes philosophiques et tactiques d'un anarcho-syndicalisme moderne. Ils tâchent de tirer certaines conséquences théoriques et pratiques de l'expérience espagnole et refusent de résoudre ces nouveaux problèmes en retournant aux idées pures et immaculées d'avant la guerre civile. Ils ne désirent pas rompre la continuité des idées, mais ils sont décidés à renouveler la pensée du mouvement. Et ils ne sont pas seuls : une grande partie des militants espagnols, les anciens militants anarcho-syndicalistes allemands, aujourd'hui groupés autour de la revue *Die Freie Gesellschaft* (Darmstadt), et le « grand vieil homme » Rudolph Rocker sont avec eux et suivent les efforts de la S.A.C. et du quotidien *Arbetaren*.

Jusqu'à maintenant, ce mouvement s'est limité presque entièrement à son domaine national sans

prendre des initiatives internationales. Mais il vient d'intervenir activement dans l'A.I.T. par les décisions de son congrès national tenu à Stockholm au mois de septembre 1953. Le congrès de l'A.I.T. réuni à Puteaux au mois de juillet 1953, avait pris la décision de reconnaître comme section espagnole du mouvement international l'organisation groupée autour du Comité Intercontinental (tendance caractérisée par des militants comme F. Montseny, Peirats, Esgleas, etc.), en excluant l'ancienne C.N.T. de l'Espagne représentée à l'étranger par le Subcomité Nacional à Toulouse. Le congrès suédois, cependant, a déclaré que la S.A.C. ne reconnaît pas cette « solution » du problème espagnol et qu'elle agira en faveur d'une révision de la décision prise à Puteaux. Le congrès de Stockholm est allé plus loin : il a aussi décidé de présenter la charte du mouvement suédois comme documentation et base de départ pour une discussion internationale sur une nouvelle charte de l'A.I.T. qui devrait remplacer celle de 1922.

Les problèmes du mouvement suédois

Comment expliquer l'existence d'un mouvement syndicaliste libertaire en Suède où, selon une note étrange (1), de Camus (*L'Homme révolté*, page 368), le syndicalisme réformiste et social-démocrate paraît presque avoir résolu tous les problèmes d'une nouvelle société juste et libre (en se conciliant avec la monarchie constitutionnelle, par exemple) ? Peut-être parce que le paradis terrestre socialiste-agraire, contrôlé par les grands syndicats socialistes transformés en institutions semi-officielles, présente encore des problèmes à résoudre. Peut-être aussi, parce que précisément l'Etat social en formation confronte les citoyens avec de nouveaux problèmes plus difficiles qui ne trouvent aucune solution par les moyens du socialisme d'Etat et les organisations économiques mastodontes du réformisme classique. Emmanuel Mounier, qui a décrit la situation sociale de la Suède (Du Bonheur, dans *Les certitudes difficiles*), semble l'avoir reconnu et senti. Il énonce sa pensée, ses doutes sous une forme très peu claire, mais il a raison : « Qu'est-ce qu'un homme heureux ? » demande-t-il. Il exagère s'il affirme que la misère est supprimée en Suède, mais on doit admettre que le progrès social en Suède est beaucoup plus grand que dans les pays du continent. La chose essentielle, cependant, c'est l'affirmation suivante de Mounier : la Suède « pose le problème qui se posera dans trente ans à l'Europe entière ». L'Etat social bureaucraté réali-

(1) Il n'est peut-être pas inutile de reproduire le texte même de la note d'Albert Camus : « Les sociétés scandinaves d'aujourd'hui, pour ne donner qu'un seul exemple, montrent ce qu'il y a d'artificiel et de meurtrier dans les oppositions purement politiques. Le syndicalisme le plus fécond s'y concilie avec la monarchie constitutionnelle et réalise l'approximation d'une société juste. Le premier soin de l'Etat historique et rationnel a été, au contraire, d'écraser à jamais la cellule professionnelle et l'autonomie communale ». (Note de la Rédaction).

se-t-il les aspirations les plus profondes du socialisme, peut-il résoudre les problèmes de la liberté, de la responsabilité du producteur, peut-il créer cette nouvelle relation entre l'homme et son travail qui formait la mystique du mouvement ouvrier naissant et dynamique des premiers temps ? Cet Etat nouveau et réformateur qui, personne n'en doute, a résolu et résoudra encore beaucoup de problèmes purement économiques et techniques, est-il pour l'humanité la voie d'accès à l'air libre ou représente-t-il une nouvelle impasse ?

Le syndicalisme libertaire suédois est un survivant de l'époque antérieure à l'irruption de la « nouvelle » Suède, et il continue d'être actif. Un certain nombre d'idées et de méthodes, qui caractérisaient le syndicalisme révolutionnaire surgi dans le cadre du capitalisme d'avant 1914, ont perdu leur valeur pour la S.A.C. Dans un sens plus profond, pourtant, l'évolution a donné raison à la critique syndicaliste révolutionnaire. Seulement, aujourd'hui cette critique doit chercher de nouvelles formes d'expression. Voilà pourquoi le mouvement suédois préfère s'appeler syndicaliste libertaire au lieu de syndicaliste révolutionnaire. Il n'a rien perdu de sa combativité ; sa position d'opposition au parti socialiste et aux grands syndicats officiels (2) (la L.O.) l'oblige à une dure lutte quotidienne, non seulement pour les idées, mais aussi pour son existence même comme organisation.

La S.A.C. a actuellement 19.500 membres dans les différentes régions du pays et dans toutes les industries. Partout ils subissent la dure pression des syndicats de la L.O. qui s'efforcent de monopoliser les lieux de travail et de liquider la S.A.C., fût-ce contre la loi. Un tiers des membres de la S.A.C. sont des ouvriers de la forêt qui contrôlent quelques régions importantes et dont les organisations concluent des conventions collectives pour les quelque 30.000 ouvriers de la forêt. Dans un grand nombre de villages forestiers où les syndicalistes de la S.A.C. exercent le contrôle syndical presque sans limite, les militants travaillent aussi, en dehors de la S.A.C., dans le mouvement municipal libertaire, c'est-à-dire qu'ils interviennent dans la politique communale.

Le quotidien de la S.A.C., *Arbetaren*, joue un rôle spécial très important dans la lutte du syndicalisme libertaire suédois. Il est aussi lu par bien des sympathisants en dehors du mouvement. *Arbetaren* représente l'opposition démocratique libre et indépendante de la Suède : il n'est pas lié par la politique gouvernementale, ni en matière internationale par l'attitude isolationniste du parti socialiste et de l'Etat suédois. Par sa lutte énergique, mais toujours constructive contre toutes les formes de corruption administrative et judiciaire, par sa critique des grandes organisations centralistes et son radicalisme sérieux en matière de culture, le quotidien de la S.A.C. a acquis une telle sympathie chez des minorités non conformistes du mouvement ouvrier, du libéralisme et du monde artiste, que le grand romancier suédois Ivar-Lo Johansson a pu dire publiquement : « *Arbetaren* est l'organe de la conscience nationale suédoise ».

La nouvelle charte

Nous voulons reproduire ici la charte de la S.A.C. pour donner un résumé des idées qui inspirent le mouvement syndicaliste libertaire suédois. Il s'agit d'un texte dans l'élaboration duquel l'auteur de ces lignes est intervenu au cours de plusieurs années. La décision de rédiger une nouvelle

(2) Les syndicats L.O. ne sont pas des institutions constitutionnelles de l'Etat, mais ils agissent comme s'ils l'étaient.

déclaration de principes fut adoptée par le congrès de la S.A.C. tenu en 1946 qui indiquait les lignes générales du projet. Une commission représentative de toutes les nuances théoriques, individuelles et régionales de la S.A.C. travailla pendant quatre ans pour présenter le résultat de ses activités au congrès de 1950. Celui-ci discuta la proposition faite par la commission, élargit celle-ci en nommant quelques nouveaux membres et en 1952 on aboutit au résultat final ; après une discussion systématique par le mouvement tout entier, la proposition signée par tous les membres de la commission fut acceptée par référendum.

Le mouvement de la S.A.C. s'appelle en suédois *syndikalism*, mais il serait faux de traduire ce mot par syndicalisme au sens latin, dans sa signification de « mouvement syndical ». Le terme suédois (un mot étranger dans la langue suédoise) s'associe automatiquement avec l'idée d'un socialisme libertaire, anti-autoritaire, anti-étatique. Pour cette raison nous avons traduit le terme « *syndikalism* » par « syndicalisme libertaire ».

La charte de la S.A.C. est, naturellement, une synthèse d'éléments vieux et nouveaux, et en même temps un compromis entre des nuances théoriques qui ne sont pas entièrement identiques, mais soumises à un processus de pénétration réciproque. Abstraction faite de quelques individualités, « syndicalistes modèle 1910 » et de très petits groupes anarchistes qui s'efforcent de maintenir certaines traditions dites « pures », la S.A.C. est bien unie, non seulement par sa pensée commune, mais aussi par la pression constante de ses ennemis. La vie de la S.A.C. n'est pas commode, mais c'est pour cela qu'elle vit.

La nouvelle charte est en premier lieu une tentative d'analyser la nouvelle structure sociale et les problèmes politiques actuels, qui ne sont plus ceux de 1906, 1910 ou 1922, et, ensuite, d'ébaucher quelques lignes fondamentales d'une nouvelle théorie socialiste libertaire, — qui n'est pas entièrement nouvelle mais a des racines dans la vieille pensée anarchiste. Les conceptions de la S.A.C. s'opposent dans un certain sens aux influences marxistes au sein du syndicalisme classique, et elles reposent plutôt sur les idées de l'anarchisme mutualiste et coopératiste de Proudhon, soutenu plus tard encore par Gustav Landauer en Allemagne. Les expériences pratiques de la démocratie suédoise et de la coopération moderne ont aussi exercé leur influence sur les conceptions de la S.A.C.

Voici donc sa nouvelle charte :

1. Le mouvement syndicaliste libertaire est né de la classe ouvrière comme un moyen de défense pour les intérêts du peuple producteur. Il a la mission de transformer la société dans un sens socialiste libertaire, ce qui veut dire que la liberté la plus grande possible et la justice sociale doivent exister pour tous.

2. Le monde actuel est dominé avant tout par trois systèmes : a) celui qui est caractérisé par l'Etat démocratique avec un mélange de propriété privée, de propriété d'Etat et d'autres formes de propriété collective, complété par la démocratie politique avec certains droits pour les individus et les organisations ; b) le système du totalitarisme d'Etat où non seulement la propriété mais aussi le monopole du pouvoir est entièrement aux mains de l'Etat ; c) le système du totalitarisme d'Etat purement politique sous lequel le monopole de la propriété se trouve avant tout aux mains de personnes privées.

3. La S.A.C. s'oppose à ces trois systèmes, mais elle ne les place pas sur le même rang. Elle préfère nettement la situation sociale sous laquelle les droits de l'homme sont respectés. Le syndica-

lisme libertaire a contribué à imposer les libertés et les droits de l'homme qui existent au sein de la société démocratique, et il est prêt à les défendre contre les partisans de la dictature.

4. Dans le domaine du capitalisme privé il existe aussi le monopole privé des matières premières et des moyens de production. Ce monopole est un obstacle pour une démocratisation économique continue et une administration fédérative. Au lieu d'être l'objet de spéculation pour une minorité privilégiée, l'économie doit être à la disposition de tous et au même degré. De cette façon il sera possible de supprimer la source la plus importante de l'exploitation et des contradictions d'intérêts économiques entre les hommes.

5. Dans les pays industrialisés avec démocratie politique, la sécurité sociale des masses sans propriété est devenue plus grande grâce à la politique sociale moderne, mais en même temps cette politique a accru la puissance de l'Etat. La classe ouvrière doit employer la force de ses organisations pour intervenir avec le but que la politique sociale soit réalisée dans des formes rendant possible la gestion directe sous le contrôle des organisations populaires.

6. Le syndicalisme libertaire s'oppose à l'absorption de la vie économique, sociale et culturelle par l'Etat. Il fait appel à tous ceux qui s'opposent à toute forme d'exploitation, à tous ceux qui ne défendent pas de privilèges économiques ou autres et qui sont disposés à participer à la lutte pour un ordre social où tous les producteurs auront la possibilité de partager la responsabilité dans la gestion des moyens de production en adhérant à des unités de production coopérative, et où chaque membre de la communauté sociale, fondée sur un élargissement des autonomies communales et régionales, aura l'occasion d'intervenir activement dans une vie politique et sociale décentralisée.

7. Le syndicalisme libertaire combat toute forme de dictature et refuse toutes les formes d'organisation autoritaire qui, par la centralisation du droit de détermination, créent des oppresseurs et des opprimés en entravant le développement de la responsabilité personnelle, condition de l'autonomie. Puisque aucun homme n'a le droit naturel de détermination sur un autre, et puisque la puissance comme telle n'est pas identique au droit, seuls les pactes librement conclus peuvent servir de bases à la coopération sociale des hommes.

De ces faits, dérive l'idée de l'organisation fédéraliste. Voilà pourquoi le syndicalisme libertaire tend, en premier lieu, à la création d'organisations à base fédérative, au sein desquelles chaque unité organique a le droit de déterminer ses propres affaires, ce qui n'implique pas que ces unités aient le droit de procéder contrairement à des règles fixées collectivement.

Cette organisation a sa base dans la section d'entreprise formée par toutes les personnes employées dans une entreprise locale ; les sections d'entreprise de toutes les entreprises de la même branche dans la même localité forment un syndicat et tous les syndicats d'une même localité constituent l'Organisation Locale Commune (Lokala Samorganisation) qui, comme expression des intérêts généraux et communs, forme l'unité de base au sein de l'organisation centrale. Pour faciliter l'activité des groupes industriels respectifs et sauvegarder leurs intérêts spéciaux, les syndicats forment des fédérations nationales qui, en cas de nécessité, peuvent collaborer dans un domaine d'activité industrielle déterminé. Cette organisation sera développée en vue de toutes les fonctions vitales d'une libre société socialiste.

8. La S.A.C. n'intervient pas dans la politique des partis. Dans la lutte quotidienne, aussi bien

que pour la création d'un ordre social sans classes, la S.A.C. voit l'élément essentiel dans l'activité directe dans les domaines économique, social et culturel. Le syndicalisme libertaire prépare et réalise la transformation sociale d'en bas, avec le lieu de travail comme point de départ, et avec une vision constructive de la réorganisation sociale. Pour cela, la S.A.C. organise tous les travailleurs — y compris les techniciens et les administrateurs —, en leur qualité de producteurs, dans une organisation commune qui, au-delà de la lutte pour les intérêts immédiats, vise à la constitution d'un ordre social syndicaliste libertaire.

Les affiliés de la S.A.C. ont le droit de participer, en dehors du mouvement, à toutes les formes d'activité sociale qui soient en accord avec leurs convictions politiques, philosophiques et religieuses à la condition que cette activité n'implique pas une attitude franchement hostile envers le mouvement syndicaliste libertaire.

9. Le syndicalisme libertaire s'efforce de contribuer à la création d'une économie coopérative dans un esprit socialiste ; il tend à la constitution de fédérations internationales entre des entreprises coopératives de production comme un premier pas vers le socialisme libertaire de l'avenir. Le syndicalisme libertaire considère toutes les formes d'activité coopérative, aussi bien la coopération des paysans que celle d'autres personnes exerçant des métiers indépendants (à condition que cette activité ne conduise pas à exploiter de la main-d'œuvre ou à léser la solidarité sociale) comme un pas sur la voie vers une société où tous seront émanicipés de rapports de dépendance impropre et où différentes formes d'entraide seront coordonnées selon des principes fédératifs. Le syndicalisme libertaire considère aussi la coopération des consommateurs comme un moyen pratique dans la lutte contre des monopoles nationaux et internationaux.

L'ordre productif du syndicalisme libertaire est la réalisation complète de la démocratie industrielle, et voilà pourquoi la S.A.C., pour approcher de ce but, participe au moyen de mesures syndicales et économiques à toute activité tendant à conférer aux ouvriers de l'influence dans des entreprises privées, communales, étatiques ou contrôlées par les consommateurs organisés. Le syndicalisme libertaire veut donner un contenu socialiste à la démocratie industrielle partielle, toujours dans la pensée que les moyens de production doivent être gérés par tous ceux qui les utilisent.

10. Les frontières d'Etat et les unités administratives de caractère national sont en contradiction avec la structure sociale du syndicalisme libertaire qui s'oriente d'après la vie économique et qui, du point de vue administratif, est anational. Par conséquent l'Etat en tant que représentant du nationalisme et de la guerre est l'ennemi le plus acharné du syndicalisme libertaire. Pour cette raison, le syndicalisme combat le militarisme et considère la propagande antimilitariste comme une de ses plus importantes tâches culturelles. Il exige une action coordonnée des mouvements populaires libres contre le militarisme et la guerre. Les méthodes de la lutte contre le militarisme sont déterminées par la situation donnée à chaque moment.

Au lieu du système actuel des Etats souverains, le syndicalisme libertaire tend à la création de fédérations internationales, nationales et régionales basées sur des associations et institutions économiques et culturelles de caractère géographique et fonctionnel, respectivement. Les principes de l'autonomie et des formes opportunes de contrôle administratif par en bas dans tous les domaines sociaux doivent former la garantie d'une évolution démocratique dans le cadre d'un ordre de droit

fédératif qui dépasse le nationalisme et rend le militarisme superflu.

De cette façon, le syndicalisme libertaire désire promouvoir une conception généreuse de la vie et une civilisation plus élevée dans l'esprit de la liberté et de la solidarité avec le but final d'une coopération fraternelle entre toutes les nations et races de la terre.

Le mouvement suédois, les blocs et les dangers de guerre

Le dernier congrès de la S.A.C. — le plus homogène du mouvement depuis de nombreuses années — a réaffirmé en tous points cette déclaration de principes. Il peut être intéressant de donner encore quelques informations sur la discussion concernant le point 10 de la charte. Pour la comprendre, il faut remonter à quelques années en arrière dans l'histoire de la S.A.C.

A son congrès de 1942, au milieu de la deuxième guerre mondiale, la S.A.C. renouvelait sa profession de foi pacifiste et social-révolutionnaire, en invitant tous les travailleurs du monde à la lutte pour un monde sans guerre, un monde de liberté et de justice sociale. Dans la résolution votée par le congrès, la guerre fut stigmatisée comme un fléau terrible de l'humanité et comme la négation de la civilisation, mais les congressistes firent aussi une déclaration concrète à propos de la situation actuelle :

« Pour la classe ouvrière, il ne peut pas être indifférent que le nazisme allemand puisse imposer à toute l'Europe un système de régime totalitaire, par lequel tout mouvement ouvrier et socialiste serait écrasé », et l'organisation s'engagea « à ne pas commettre d'actes qui pourraient affaiblir la résistance contre l'invasion par une puissance fasciste. Il ne peut y avoir de doute que le peuple est partisan de la résistance jusqu'à la dernière extrémité ».

La S.A.C. voulait ainsi manifester sa ferme volonté de contribuer à la défense du pays contre le nazisme en cas d'invasion, non pas pour des motifs patriotiques entièrement étrangers à ce mouvement d'esprit tout à fait internationaliste, mais bien pour protéger des conquêtes démocratiques concrètes auxquelles tout le peuple devait être intéressé.

Au congrès de 1953, on vota (76 voix contre 8) une nouvelle résolution sur la question de la guerre et du militarisme. Dans cette déclaration, la S.A.C. se réfère au paragraphe 10 de sa charte adoptée en 1952, c'est-à-dire à ses principes internationalistes et fédératifs, qui impliquent la nécessité de la lutte contre la guerre et pour une paix constructive. En cas d'une menace de guerre entre des pays démocratiques, la S.A.C. exige la solution du conflit par des négociations ; en cas d'échec de celles-ci, la S.A.C. recommande l'emploi de tous les moyens d'action directe des masses — « à condition qu'il y ait solidarité réciproque entre les peuples ». Mais « l'apparition du totalitarisme, du despotisme d'Etat » — affirme la résolution de la S.A.C. — « fait changer le problème. La différence sociale entre la démocratie et la dictature est si grande qu'elle acquiert une importance décisive pour le syndicalisme libertaire ». Après avoir constaté que les pays totalitaires ne connaissent pas de libres mouvements pour la paix contrôlés par le peuple, la S.A.C. déclare que le maintien de la démocratie est aussi une condition essentielle pour le maintien de l'existence du syndicalisme libertaire :

... « pour cette raison, le syndicalisme libertaire prend sans hésiter le parti de la démocratie dans

la lutte contre toute forme de dictature. Cela est valable aussi pour le cas où le despotisme d'Etat franchirait les frontières nationales pour étendre son domaine autoritaire et liquider toute liberté conçue dans l'esprit du syndicalisme libertaire. »

On remarque que la S.A.C., dans cette résolution, ne s'occupe pas de la neutralité diplomatique du pays et qu'il ne s'agit point, pour le mouvement syndicaliste libertaire suédois, de se déclarer partisan des intérêts d'un bloc d'Etat comme tel. Pour la S.A.C., il s'agit des libertés démocratiques établies dans le pays ; un système de garanties effectives qui était menacé par l'Allemagne nazie pendant la deuxième guerre mondiale et qui pourrait l'être de nouveau dans d'autres conditions internationales. Pour ce cas, la S.A.C. se solidarise avec l'opinion démocratique du peuple, mais aucunement avec les intérêts d'Etat. Dans la résolution citée il est encore déclaré : « En partant de cette base, la S.A.C. planifie sa lutte pour la paix dont le poids se trouve dans le domaine social ». La S.A.C., y lit-on, travaille pour transformer les réalités sociales dans la direction d'un socialisme libertaire. Seul le progrès social élimine le danger représenté par la cinquième colonne du despotisme. Dans la lutte pour la paix, la S.A.C. se déclare également prête à collaborer avec d'autres mouvements partisans de la paix à la condition qu'ils soient de caractère démocratique, c'est-à-dire qu'ils luttent pour la paix et la liberté. La S.A.C. promet aussi de faire un effort spécial pour renouveler l'internationalisme ouvrier. L'élargissement et l'approfondissement de la démocratie sont désignés comme les seules véritables garanties contre le totalitarisme dans chaque pays. L'aide aux pays moins développés, la solidarité avec les peuples coloniaux et la lutte contre les tendances impérialistes du capitalisme privé sont, selon la résolution du congrès, d'autres problèmes importants dont la solution doit contribuer à sauver et consolider la paix. Finalement, la S.A.C. revendique aussi la reconnaissance légale de l'objection de conscience et se déclare en faveur de la réduction des armements avec le désarmement total comme but suprême.

La pensée exposée dans cette résolution correspond exactement à la ligne de conduite du mouvement depuis 1938. Cette année-là, la menace d'une invasion totalitaire avait été considérée pour la première fois par un congrès de la S.A.C. La position esquissée par le congrès de 1953 a aussi été celle de la rédaction du quotidien *Arbetaren*, dont l'attitude fut approuvée par le congrès. Il est digne d'être noté qu'il y avait au congrès une petite minorité oppositionnelle qui disposait de 4 à 8 voix, selon le cas. L'opposition était aussi représentée (et dans une proportion qui lui était trop favorable) au comité qui élaborait la résolution ci-dessus résumée. Mais le texte fut présenté par un comité unanime après une discussion approfondie dans son sein.

Cette présentation du mouvement syndicaliste libertaire suédois, presque inconnu en France, est naturellement très incomplète. Mais nous nous sommes efforcé de résumer quelques faits et des idées qui, en dépit de leur caractère particulier, dû à une situation nationale très spéciale, peuvent présenter aussi un intérêt international.

Helmut RUDIGER.

Hommes libres, nous n'avons pas à nous plaindre des agissements de nos ennemis. Ils font ce qu'ils veulent, pour leur avantage particulier. Nous n'avons qu'une façon de leur répondre, faire sans eux et contre eux ce que nous savons être utile pour le bien commun.

Elisée RECLUS.

Comité Confédéral National de la C.G.T.-F.O.

Le C.C.N. de Force Ouvrière s'est tenu les 12 et 13 décembre 1953. Quatre questions importantes étaient à l'ordre du jour : l'augmentation des cotisations; les salaires; les problèmes européens et le Front démocratique et social proposé par le parti socialiste.

Après un exposé de Bothereau sur l'activité du Bureau Confédéral depuis le dernier C.C.N., un débat eut lieu sur les quatre points de l'ordre du jour, auquel prirent part une vingtaine de camarades.

Les principales interventions furent celles de Peeters, secrétaire de l'U.D. de Meurthe-et-Moselle, et Delamarre, secrétaire général de la Fédération des Métaux. Leur temps de parole ne fut pas limité. Les autres orateurs eurent 10 minutes pour exposer leur point de vue.

Peeters se prononce pour l'augmentation des cotisations. Il regrette que le Bureau confédéral ait engagé des pourparlers avec la C.G.A. sans au préalable en avoir référé à la C.E. Il indique que récemment au Conseil National Economique, dans une question très importante, la C.G.A. se prononça contre la proposition F.O.

En ce qui concerne les problèmes européens, il souligna que les cartels internationaux de l'acier sont reconstitués; les producteurs se sont mis d'accord pour fixer des prix identiques dans les six pays, alors que les salaires varient, ce qui constitue une plus-value pour les producteurs. Ces tarifs sont abaissés pour certains utilisateurs, mais maintenus pour la S.N.C.F. : coût 2 milliards qui sont couverts par l'usager ou le Trésor public.

Peeters déclare nettement être contre l'adhésion de F.O. au Front démocratique et social, ce qui amènerait la politisation de notre mouvement syndical. Il préconise l'élaboration d'un programme qui serait un appel à l'opinion publique. Les partis politiques pourraient le défendre; nous applaudirions ceux qui nous aideraient à le réaliser. Il termine son exposé en demandant que Force Ouvrière ait de l'audace.

Delamarre développe son point de vue concernant les salaires; il estime que les besoins incompressibles doivent être majorés des cotisations de Sécurité sociale et de la surtaxe progressive; en ajoutant à ce chiffre les majorations du fait du retour aux 173 heures de travail par mois et à la suppression des zones, l'augmentation serait ainsi substantielle. La solution, dit-il, doit être recherchée dans la notion d'un salaire minimum garanti.

En ce qui concerne les problèmes européens, Delamarre considère que la Communauté européenne du charbon et de l'acier a accéléré le processus des concentrations industrielles. Des concentrations s'étaient déjà opérées sans contrôle des organisations syndicales. Avec la C.E.C.A. nous avons quelques moyens de surveiller les conséquences de ces concentrations.

Delamarre estime que nous devons penser à la conclusion d'une convention collective internationale permettant la libre circulation des travailleurs. Les pools sont impropres, dit-il, à eux seuls à impulser une véritable autorité politique et économique supranationale, seule capable d'harmoniser les charges, les salaires et les prix.

Au sujet du Front démocratique et social, Delamarre se prononce pour l'élaboration d'un programme qui serait soumis aux groupements.

Plusieurs camarades, en général des secrétaires de fédérations, reprochent au Bureau confédéral de proposer en décembre une augmentation de cotisation, alors que les budgets sont établis et les circulaires de trésorerie envoyés aux syndicats. Ils se prononcent pour une augmentation à la date du 1er janvier 1955.

En ce qui concerne les problèmes européens des camarades indiquent que tout en étant pour la constitution de l'Europe, la résolution qui sera présentée au C.C.N. doit être prudente, car il ne faudrait pas amener la division dans nos syndicats, comme elle existe dans tous les partis politiques.

De nombreux orateurs soulignèrent que nous sommes toujours prononcés en faveur de l'indépendance syndicale; il ne faudrait pas maintenant se lier avec des partis politiques, qui ont pour principal objectif de préparer les prochaines élections. Ils reprisent l'idée émise plusieurs fois à la C.E. confédérale et reprise par Peeters au C.C.N. : l'élaboration d'un programme; les partis politiques pourraient, s'ils le désiraient, aider à sa réalisation.

Richou, secrétaire de l'U.D. de la Gironde, déclare que son Union estime que le Bureau Confédéral doit être autorisé à rencontrer toutes les organisations spucieuses d'un programme de justice sociale.

Le problème est d'obtenir une nouvelle répartition du revenu national. Le seul but est l'aboutissement de notre programme économique et social. Gardons-nous de l'immobilisme et de la peur. Nous ne devons pas esquiver nos responsabilités dans la période difficile que nous traversons. La confiance des travailleurs se gagne dans le combat, par l'action, par les succès.

Il faut que ça change, dit Richou. Pour aboutir il ne faut pas méconnaître la valeur d'un appoint politique au parlement sur les questions importantes qui intéressent les salariés.

La discussion générale se termina à la fin de l'après-midi, les commissions se réunirent immédiatement, une pour chaque question à l'ordre du jour. Les délégués s'inscrivirent à la commission de leur choix et siégèrent une partie de la nuit et le début de la matinée du 13.

Fréour, rapporteur de la commission des finances, exposa ses travaux et donna lecture de la résolution présentée; elle fut adoptée à l'unanimité.

Le vote sur l'augmentation des cotisations proposée par le Bureau confédéral eut lieu par appel nominal. La majorité se prononça pour l'augmentation.

Peeters présenta au C.C.N. la résolution sur les plus urgentes revendications. Elle fut votée à l'unanimité. En voici des extraits :

« Rappelle que le minimum précité doit être fixé sur la base de 173 heures par mois et ne doit comporter aucun abattement de zone de salaires ».

« Le C.C.N. déclare qu'il ne pourra souscrire à une solution comportant l'arbitrage obligatoire, celui-ci ne permettrait pas d'apporter des résultats satisfaisants aux litiges qui peuvent se présenter et annihilerait le droit de grève reconnu par la Constitution française. Par contre l'arbitrage facultatif pourra trouver sa place dans le cadre des conventions ».

1. Le relèvement du pouvoir d'achat;
2. Le plein emploi de la main-d'œuvre.

Cet assainissement économique ne peut se faire

en sacrifiant la main-d'œuvre. Celle-ci doit être protégée. Une politique cohérente doit prévoir des mesures autoritaires et pratiques prévoyant notamment :

a) Un système suffisant d'indemnisation des travailleurs privés partiellement ou totalement de leur emploi ou alimenté par une Caisse interdépartementale de chômage ;

b) La formation, l'orientation, le reclassement de la main-d'œuvre ;

c) L'implantation de nouvelles industries dans les régions atteintes par le chômage ».

La résolution sur l'unification de l'Europe fut rapportée par le camarade Felce. En voici des extraits.

« Considérant que le débat actuellement ouvert tant au Parlement que dans le pays exige du mouvement syndical une prise de position nette sur l'intégration européenne.

» Proclame sa résolution de tout mettre en œuvre pour aboutir à la création d'un marché commun européen au sein duquel sera assurée la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux.

» Reconnaît que l'ouverture du marché commun implique la création d'une autorité politique supranationale héritière d'une partie de la souveraineté des états nationaux.

» Réclame des institutions politiques européennes démocratiquement désignées et démocratiquement contrôlées.

» Réclame l'institution d'un Conseil Economique et Social européen doté des pouvoirs les plus étendus.

» Estime que doit être réalisée l'intégration dans le marché commun des territoires d'outre-mer dont le développement sera largement accéléré. »

Des camarades présentent des critiques à la résolution.

Hébert de l'U.D. de la Loire-Inférieure, considère que des paragraphes font allusion à la C.E.D. Il présente un amendement à la résolution.

Le Rai, de l'U.D. de la région parisienne, s'élève également contre certains paragraphes. Il ne votera pas la résolution.

Sidro estime que le deuxième alinéa de la résolution — premier cité ci-dessus — fait allusion à la C.E.D. et en demande le retrait ou le vote par alinéa.

Le rapporteur, Felce, indique que la résolution ne fait que reprendre le texte voté par le dernier congrès confédéral.

La résolution est votée à main levée : une dizaine de camarades votent contre, il y a autant d'abstentions.

(Si le vote avait eu lieu paragraphe par paragraphe j'aurais voté contre le deuxième qui peut, peut-être, provoquer des discussions dans nos syndicats. J'ai voté la résolution).

Le C.C.N. contre l'adhésion de F.O. au Front démocratique et social

A la commission chargée de la question de l'adhésion de Force Ouvrière au Front démocratique et social, proposé par le parti socialiste, la discussion fut longue. Les camarades Lafond et Veillon, du Bureau confédéral, étaient d'avis d'élaborer un programme qui serait ensuite discuté avec le parti socialiste qui a pris l'initiative de la constitution du Front démocratique et social. Il faut se tenir prêt, disaient-ils, à faire face aux événements qui peuvent surgir prochainement.

Nous étions quelques-uns à soutenir que le programme établi par le C.C.N. doit être publié et adressé aux organisations syndicales libres.

Les partis politiques auront toute liberté de nous aider à le faire accepter ; mais Force Ouvrière ne doit contracter aucune alliance avec les partis politiques. Finalement la résolution donna satisfaction à la commission.

Le camarade Cathelot, de l'U.D. du Loiret, rapporta la résolution devant le C.C.N. La voici :

« Le C.C.N. de la C.G.T. Force Ouvrière réuni les 12 et 13 décembre 1953, devant la gravité de la situation économique et sociale du pays, lance, une fois de plus, un appel aux travailleurs, à toutes les victimes d'un régime soumis à la dictature des coalitions économiques et à l'égoïsme des possédants, à l'ensemble de l'opinion publique.

Le pouvoir d'achat des salariés reste insuffisant ;
Le plein emploi n'est pas assuré, le chômage sévit dangereusement ;

La production se ralentit au lieu de s'accroître, le malthusianisme reste la pratique des gros producteurs industriels et agricoles ;

Le système fiscal ménage les fraudeurs, exonère les profiteurs également encouragés par les systèmes d'emprunts de l'Etat, charge anormalement les prix, impose aux seuls travailleurs sous des formes diverses les dépenses indispensables à la vie de la nation et aussi des dépenses intolérables comme celles de la guerre d'Indochine, les subventions directes ou déguisées à des catégories de privilégiés ;

Les scandales se renouvellent dans tous les domaines devant des gouvernements impuissants, un Parlement paralysé ;

Les crédits d'investissement sont mal répartis, mal utilisés, trop souvent gaspillés ;

La reconstruction et le relogement ne correspondent ni en masse ni en prix aux besoins les plus urgents de la population urbaine et rurale ;

Les marges de profits considérables, la protection scandaleuse d'intermédiaires qui ne remplissent aucune fonction sociale, les bénéfices énormes réalisés par quelques-uns, au détriment de la collectivité, condamnent le système distributif actuel.

Telles sont les tares les plus manifestes d'un régime qui provoque l'inquiétude, le mécontentement. Elles provoquent la révolte et conduisent le pays à la ruine et à la servitude.

« Il faut que ça change. » Ce slogan a été l'expression de la volonté permanente de notre mouvement syndical.

Il est maintenant le sentiment confus de l'opinion publique.

Le C.C.N. proclame que, dans ces circonstances, il appartient au mouvement syndical et notamment à la C.G.T. Force Ouvrière de poursuivre, par tous les moyens en son pouvoir, le combat pour la justice sociale.

Ce combat se place sous le double signe de la liberté et de l'indépendance du syndicalisme.

Le C.C.N. réaffirme son attachement au préambule des statuts confédéraux qui stipulent : « Le syndicalisme ouvrier ne doit pas lier son destin à celui de l'Etat, ni s'associer à des groupements politiques dont l'objectif est la conquête de cet Etat et l'affermissement de ses privilèges, l'organisation syndicale réalisant son programme et ses perspectives en toute indépendance. »

En conséquence, la C.G.T. Force Ouvrière ne saurait contracter des alliances avec des formations politiques et s'intégrer dans un front politique.

Pour abattre les privilèges, liquider les abus, imposer les réformes de structure indispensables, il est nécessaire de mobiliser les forces actives de la nation. Cette mission incombe essentiellement au syndicalisme libre des travailleurs. La C.G.T. Force Ouvrière a le devoir de l'assumer. Il lui appartient donc d'en poursuivre la réalisation avec les autres

organisations syndicales, avec les formations de producteurs et de consommateurs offrant des garanties quant au programme à défendre, aux buts à atteindre, aux moyens d'action à mettre en œuvre.

Notamment, dans les relations avec le monde agricole, le C.C.N. indique que des garanties doivent être exigées par la réalisation de réformes de structure de l'agriculture : modernisation, équipement, développement d'un véritable secteur coopératif ; par la mise en place de circuits directs producteurs-consommateurs.

La C.G.T.F.O. doit intensifier ses efforts pour ramener dans ses rangs les travailleurs inorganisés et entraîner la classe ouvrière tout entière dans la lutte pour la réalisation d'un programme de salut public et de justice sociale.

Un tel programme sera popularisé pour que l'opinion publique tout entière en prenne conscience.

Il appartiendra aux parlementaires et aux formations politiques qui l'accepteront de le traduire dans les textes de lois que sanctionnent la volonté populaire.

Le C.C.N. donne mandat à son Bureau confédéral, à la Commission exécutive, dans le cadre du programme économique et social adopté par ses congrès de préciser un programme immédiat, aboutissant à des réformes de structure pour assurer une plus juste répartition du revenu national et précipiter son accroissement.

Ce programme est défini dans la résolution sur l'action économique et sociale adoptée par le C.C.N.

Le C.C.N. appelle dès maintenant tous les militants, tous les adhérents de la C.G.T. Force Ouvrière à mener une action permanente et efficace, afin de grouper les forces nécessaires au triomphe d'un programme qui assurera non seulement le mieux-être des salariés, le triomphe de la liberté, mais aussi la sauvegarde la démocratie.

En affirmant sa foi dans le destin du syndicalisme des travailleurs, il marque toute sa confiance dans la volonté de lutte des salariés.

Cette résolution provoqua un long débat.

Richou (Gironde) considère que la résolution ne répond pas à la question posée. Il estime qu'une prise de contacts doit avoir lieu avec les organisations qui se prononcent en faveur de profondes réformes de structure. Il indique que F.O. ne peut répondre avant de connaître le programme des participants.

Aurin, secrétaire de l'U.D. du Lot-et-Garonne, protesta contre l'alinéa de la résolution concernant la guerre d'Indochine. Il dénonce la responsabilité de ceux qu'il appelle les communistes-fascistes et considère que la fin de la guerre doit venir par la défaite d'Ho Chi-minh.

Aurin se prononce en faveur de la participation de F.O. au Front démocratique et social. Il ne vota pas la résolution.

(Il est pénible de constater que de vieux militants syndicalistes se désintéressent du principe de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes).

Frezzato, de l'U.D. des Ardennes, Muller, de l'U.D. du Haut-Rhin, Bensussan, des territoires occupés, interviennent contre la résolution.

Lafond est favorable à la résolution : « Le déplacement de la majorité du centre droit au centre gauche pourrait-il modifier fondamentalement une telle situation ? Certainement pas. »

Il ajoute que la résolution présentée ne coupe pas les ponts pour des conversations ultérieures nous permettant de faire admettre nos conceptions, mais elle sauvegarde entièrement notre liberté.

Au reste ce qui nous est proposé aujourd'hui est trop vague, trop imprécis, pour que nous puissions nous engager complètement.

Bothereau émet un point de vue contraire à celui contenu dans la résolution. Il se prononce pour une poursuite des négociations. Dans l'état actuel de la situation, devant un problème qui nous est soumis, comme il est soumis au reste de l'opinion publique, il ne nous est pas permis d'esquiver nos responsabilités. Nous ne sollicitons pas, bien sûr, un mandat inconditionnel, mais il nous faut admettre que des conversations puissent être poursuivies avec les forces vives économiques et politiques. Cela pour l'établissement d'un programme, non de gouvernement, mais de revendications, programme minimum.

Le mandat donné au Bureau confédéral devrait s'arrêter, pour le moment, à l'établissement de ce programme.

Richou propose alors une motion demandant que cette question soit soumise aux syndicats et le prochain C.C.N. aurait à prendre la décision.

Le vote sur la résolution a lieu par appel nominal.

L'intervention du secrétaire général a dû faire perdre quelques voix à la résolution de la commission. Elle n'en fut pas moins votée : 57 voix pour, 32 voix contre, 17 abstentions.

Le vote par le C.C.N. de la résolution contre l'adhésion au Front démocratique et social fera sans doute disparaître bien des préventions. Nombreux sont encore les camarades qui pensent que le mouvement syndical Force Ouvrière est lié au parti socialiste. J'espère qu'ils seront maintenant convaincus de leur erreur.

C. DELSOL

Le C.C.N. de F.O. et la C.E.D.

Le camarade Hébert nous communique l'amendement qu'il a présenté à la résolution relative aux affaires européennes — et que le président n'a pas mis aux voix.

Voici cet amendement :

Le C.C.N. proclame que son attachement à la réalisation d'une Europe unie ne saurait en aucun cas servir de prétexte à un quelconque soutien d'une entreprise tendant à appuyer la domination d'un impérialisme ou d'un autre, sous quelque forme que ce soit.

En particulier le C.C.N. indique clairement que :

« La possibilité d'assurer une défense peu efficace et moins coûteuse contre l'agresseur éventuel ne saurait signifier de la part de la confédération un appui à la C.E.D. qui reste une entreprise purement militariste et anti-ouvrière. »

D'où vient l'argent ?

De nos lecteurs, bien sûr. Et d'eux seuls. Aussi, nous leur demandons — même si cette demande n'est pas dans sa rubrique habituelle (faute de place dans l'Entre Nous) — de se pencher sur nos comptes en page 3 couverture.

« Noël », le « Jour de l'An », ce sont sans doute des journées qui reviennent cher. La « R.P. » aussi. Et l'administration doit faire face, dans quelques jours, à la facture de l'imprimeur. C'est-à-dire tout près de 100.000 francs : le prix de revient de chaque numéro.

Il faut donc que les abonnés en retard renouvellent sans délai. Ça presse. Voyez plutôt notre rubrique :

D'où vient l'argent ?

UN CHOIX QUI IMPOSE DES NÉGATIONS ET DES ACTIONS

Si quelques-uns de nos amis s'inquiètent du débat ouvert dans la *R.P.* par les articles de Louzon et de Monatte, c'est qu'ils ont perdu l'habitude de ces controverses publiques qui ont toujours honoré notre « noyau » et qui sont beaucoup plus saines que les entretiens « privés » réservés aux « initiés » où s'aiguisent les malentendus et s'estompent les sentiments de fraternelle confiance.

S'il est une certitude qui n'a jamais faibli en moi, c'est en effet celle de l'accord profond entre tous les anciens de la *R.P.* sur nos tendances fondamentales et l'esprit de notre revue. On trouverait facilement dans l'histoire de nos désaccords passés le reflet des « troubles » de la conscience de classe, corrompue par des influences extérieures, en des temps de régression, de défaites et de lassitude. C'est souvent, en touchant le fond que nous nous retrouvions intimement associés dans le « coup de pied » qui nous renvoyait à la surface.

Deux blocs ? Non, trois zones

Que les politiciens et les intellectuels — les uns par attentisme conservateur, les autres par logique abstraite (1), les uns et les autres par prudence intéressée — s'hypnotisent sur l'équivalence des « deux blocs » et sur l'opportunité d'un choix, nous n'avons ni à les suivre, ni à les entendre. Car notre choix est définitivement accompli. Depuis le début du XIX^e siècle, le problème de « l'industrialisation » plus ou moins rapide du monde, celui des « discordances » dans les méthodes et les rythmes d'industrialisation, dominant toutes les autres questions et déterminent toutes les politiques. Notre socialisme dépend exclusivement d'une double cause : *le développement de l'industrialisation, la croissance et la consolidation d'un mouvement ouvrier libre. Il est essentiellement international et indépendant de tous les Etats nationaux.*

En 1953, le monde n'est pas séparé en deux « blocs » avec un « no man's land » plus ou moins étendu. Il est divisé en trois zones dominées par trois systèmes différents.

Une zone où l'industrialisation en se développant favorise la lutte ouvrière et se heurte aux réactions « nationales ». Une zone où l'industrialisation est imposée par un Etat totalitaire, qui utilise toutes les méthodes de domination pratiquées de l'Antiquité à nos jours et qui annihile tout mouvement ouvrier. Une zone où l'industrialisation n'est encore que sporadique et artificielle, où le nationa-

(1) Le message pontifical de Noël insisterait sur cette division abstraite entre deux systèmes qui par des voies différentes aboutissent au même résultat : un monde « despiritualisé » dominé par la technique. C'est négliger toute la complexité de l'évolution américaine, où les révoltes individuelles « non conformistes » bouleversent les observations générales. C'est négliger que la technique en se développant provoque à la fois une centralisation monstrueuse et une renaissance de « cellules autonomes ». On a déjà noté que la famille américaine se regroupait au foyer, grâce à l'intervention des machines dans la vie domestique (frigidaire, aspirateur, machine à laver). La télévision aboutit à la même « individualisation » des loisirs. Il n'est pas exclu que l'utilisation de l'électricité et de l'énergie atomique dissocie les grandes entreprises industrielles.

lisme indigène apparaît comme une opposition salutaire aux survivances féodales et au colonialisme anachronique.

Nous choisissons le premier système, non parce que nous appartenons géographiquement à la 1ère zone, mais parce qu'il est le seul où notre socialisme puisse vivre. Nous nous opposons au second système par solidarité avec le prolétariat de la seconde zone. Nous pensons que c'est naturellement dans la troisième zone où les « discordances » sont les plus virulentes que résident les causes essentielles des conflits. Il est normal que nous favorisions tout ce qui peut élever la zone pré-industrielle au niveau de la zone industrialisée — *c'est-à-dire la révolte nationale indigène* et un mouvement ouvrier indigène libre, soit l'antithèse du capitalisme, du nationalisme et du totalitarisme.

Personne parmi nous ne peut envisager un autre choix. C'est donc que nos controverses portent sur l'accessoire et l'accidentel sans atteindre la communauté de nos aspirations et de nos espoirs.

Quoi que l'on pense, nous admettons fort bien les discussions — même très vives — quant aux problèmes actuels, si toutefois l'on s'accorde sur les tendances fondamentales. Notre préoccupation majeure, c'est de parler un langage concret. Il est facile de répondre par des idées générales à toute question embarrassante. Il est heureux d'opposer la solidarité ouvrière internationale, l'action ouvrière internationale aux opérations des Etats et groupements d'Etats. A la condition que l'on fixe les aspects précis de cette solidarité, les conditions concrètes de cette action.

Nous avons souvent affirmé qu'au sein des organisations syndicales, l'opposition doit s'exprimer comme une nouvelle direction immédiatement possible.

On ne doit proposer une action que dans la mesure où l'on se sent capable de la réaliser immédiatement. Sur le plan international, la même discipline s'impose. L'opposition peut être systématique, si le système qui l'inspire tend à un accomplissement total dans l'organisation et dans les faits.

Au contraire, nous ne nous posons pas en successeurs possibles des législateurs, des gouvernants, des diplomates, des Etats actuels même démocratiques. Le système ici tend non pas seulement à une prise du pouvoir, mais à un changement qualitatif des institutions et des Etats. La politique internationale ouvrière ne doit pas avoir d'autre objectif que de libérer, renforcer ou développer le mouvement ouvrier.

Cherchons donc à titre d'exemples, en respectant le classement en trois zones, quelques cas concrets d'application des normes formulées ci-dessus.

Contre les nationalismes européens

Dans la zone occidentale ou atlantique, nous avons dit assez clairement que « la politique américaine » apparaissait seulement comme le moindre mal.

C'est désavouer explicitement la politique de Foster Dulles que les plus « américanophiles » d'entre nous ne se sont pas gênés pour condamner

en termes catégoriques. Ce qui nous paraît dangereux c'est la confusion que l'on veut établir autour du mot « réactionnaire ». Outre que nous considérons le « parti pris anti-américain » comme un mythe aussi néfaste que l'antisémitisme (ce socialisme des imbéciles, disait Engels), nous constatons que ce sont les éléments français les plus réactionnaires et les plus conservateurs qui s'abritent derrière le drapeau de la révolte « anti-américaine ». Faut-il apprendre aux marxistes authentiques que le capitalisme — même impérialiste — ne représente la réaction qu'en face du prolétariat victorieux ? Qu'il représente le progrès, lorsqu'il s'oppose à l'économie féodale, comme aux vieilles structures capitalistes de l'Europe occidentale et au colonialisme européen qui n'ont plus d'autre raison d'être que la conservation de privilèges contraires au développement économique ?

Sur les problèmes purement européens, la discussion entre nous n'a de sens que si l'on se détache de toute solidarité purement nationale, et si l'on ne favorise pas des confusions basées sur d'évidentes contre-vérités. Parler, comme les staliniens et les gaullistes, d'occupation américaine en France, alors que ce sont les gouvernements de France et d'Angleterre qui ont réclamé la présence en Europe des forces américaines dont le départ possible n'est pas envisagé sans alarmes, opposer la communauté européenne de défense au désarmement, alors que le choix ne porte que sur un aménagement de divisions existantes ou futures, et laisser ignorer au public qu'il s'agit là d'une initiative française et non américaine — c'est brouiller les cartes et fausser les éléments du procès.

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est la manière de poser la question allemande.

On n'a le droit, selon nous, de discuter de la Communauté européenne de défense que lorsqu'on a préalablement posé le problème allemand en termes simples et clairs, c'est-à-dire lorsqu'on a admis a priori l'égalité totale des droits entre tous les peuples européens. On ne peut rien fonder de solide et de durable sur une victoire militaire. On ne « finasse » pas avec les notions de liberté et de droit. C'est-à-dire que la République fédérale allemande a le droit de se déterminer librement — c'est-à-dire que l'unité allemande, hautement souhaitable, doit se réaliser sans autre condition préalable que le libre jeu de la démocratie politique réelle — c'est-à-dire que l'Etat allemand (quelle que soit son étendue) ne doit pas subir d'autres limitations de souveraineté que celles appliquées à tous les Etats de l'Europe. A ce propos, on ne peut approuver, par exemple, l'opinion exprimée dans la *Correspondance Socialiste Internationale*, par Henri Rollin, leader de la fraction socialiste belge opposée à l'armée européenne, quand il écrit : « que l'Europe peut bloquer le réarmement allemand et que les pays occidentaux disposent de moyens juridiques et politiques pour s'opposer à l'inclusion de l'Allemagne dans l'O.T.A.N. ou à son réarmement autonome » (2)

Devons-nous laisser dire que la victoire d'Adenauer — incontestablement antisocialiste — représente une renaissance du nazisme ? Ne devrions-nous pas plutôt exposer aux socialistes français toutes les thèses de la Social Demokratie allemande, dont l'opposition à la Communauté européenne de défense est beaucoup plus nationaliste qu'antimilitariste ?

C'est justement parce que nous attendons tout de la solidarité internationale ouvrière, que nous voudrions libérer le socialisme allemand du nationalisme et empêcher la formation dans une Alle-

magne isolée d'un nouveau national-socialisme. Ce qui devrait tous nous grouper dans la lutte contre le chauvinisme français — danger majeur, aujourd'hui.

Deux documents à l'appui de cette affirmation. L'éditorial du *Monde* du 25-12-53 déclare que le communiqué de la Maison Blanche du 24-12-53 « constitue le point culminant de la pression exercée sur la France pour l'amener à ratifier la C.E.D. »

Or voici la phrase la plus importante du communiqué : « Le président considère la C.E.D. comme la seule proposition pratique capable de mettre fin d'une façon permanente à la querelle franco-allemande, réveillée deux fois au cours de notre génération par le militarisme allemand et de créer un noyau solide au centre du système défensif de l'O.T.A.N. »

Passons sur les considérations militaires et stratégiques. Ce qui est important c'est de noter le but de cette pression condamnée par *Le Monde*.

Voici qui est beaucoup plus grave. Un appel aux universitaires pour le rassemblement commémoratif du 11 novembre 1953. Les signatures sont révélatrices. Celles de staliniens notoires comme Delanoue, Joliot-Curie, Sulet-Riou, Maublanc, Peytavin, Wallon, etc... voisinent avec celles d'un gaulliste comme M. Capitant et celles d'universitaires socialistes ou simplement libéraux, dont quelques-uns dominent la science française, tels : André Cholley, Albert Dauzat, Ch. A. Jullien, J. Lefebvre, etc...

Le texte dépasse les limites permises, dans la démagogie cocardière et l'odieuse utilisation des cadavres.

« Il ne faut pas laisser réarmer les bourreaux des étudiants de Strasbourg, des lycéens de Buffon et des écoliers d'Oradour.

Une Europe où l'Allemagne, forte des accords de Bonn et du Traité de Paris, aurait inévitablement la prépondérance, une autorité supranationale dans laquelle la FRANCE SERAIT DEPOSEE DE SA SOUVERAINETE, une armée cosmopolite où la Wehrmacht dominerait ne sont pas des outils de la Paix, mais des instruments de la Guerre. »

Signer de telles proclamations qui dépassent en provocation haineuse les pires élucubrations jusqu'aboutistes de 1914 et de 1915... c'est sans doute indigne d'universitaires. Les signer de concert avec les agents d'un gouvernement étranger qui fut l'allié d'Hitler et dont la victoire provoqua des atrocités au moins égales à celles des bandes hitlériennes — c'est une monstrueuse forfaiture.

La solidarité avec les peuples asservis d'Europe orientale

Faut-il s'attarder sur la deuxième zone, celle que domine le totalitarisme moscovite ? Nous pensions avoir tout dit. Mais l'on se refuse à prendre position — à moins de jouer le jeu d'équilibre entre les deux blocs et de balancer soigneusement les condamnations de l'Ouest et de l'Est. Les meilleurs d'entre nous s'y laissent prendre — par peur de paraître favorable au parti américain.

On oublie simplement cette vérité fondamentale. Que même si l'on pourrait observer aux Etats-Unis (ce qui est actuellement inconcevable) des tragédies aussi atroces et aussi denses qu'en U.R.S.S., il resterait que là les victimes peuvent être entendues, qu'ici elles ne peuvent parler que pour se déshonorer.

Les *Amis de la Liberté* ont organisé les 19 et 20 décembre des journées d'études sur « l'Aide que nous pouvons apporter aux peuples opprimés ». Ce furent surtout des représentants des pays du glacis et un Espagnol que nous y avons entendus.

On a beaucoup insisté — un peu trop à mon

(2) « Correspondance socialiste internationale » de décembre 1953.

avis — sur les difficultés d'une information objective sur les pays d'au-delà du rideau de fer. Mais veut-on être informé ? Sans doute nos publications consacrent-elles quelques colonnes aux méfaits staliniens et post-staliniens. Encore faut-il que le public n'en soit pas las. C'est tellement monotone. Et lorsque l'on jouit d'une nouvelle sensationnelle — telle l'exécution de Béria — l'effet produit est exactement contraire à celui espéré, parce que cela éclate dans une opinion qui n'a pas suivi le lent processus d'asservissement et d'anéantissement.

Quant aux moyens d'information, il existent. On veut bien nous dire que des nouvelles insuffisamment contrôlées, évidemment tendancieuses servent la cause stalinienne. Les vieux se souviennent sans doute des officines finlandaises ou allemandes qui fabriquaient des révoltes et des catastrophes, pour les offrir en pâture aux bourgeois français terrorisés par le bolchevisme de 1917 à 1920. Seulement on oublie que ces temps sont révolus. Depuis la mort de Lénine, nos informateurs sont des artisans ou des témoins de la Révolution d'Octobre. La multiplicité et la variété des oppositions permettaient d'utiles confrontations, recoupements et révisions. Aujourd'hui les témoins que nous entendons ont participé aux luttes ouvrières dans les pays du glaci. *Le Syndicaliste exilé*, *Masse-Informations*, *La Réalité russe*, *Les Cahiers des Amis de la Liberté* nous apportent des documents tirés des publications soviétiques — et au sein de leur rédaction, des camarades se livrent à de fructueuses synthèses. Que tout cela soit discutabile, on ne peut le nier. Mais justement pour discuter il faut vouloir connaître.

Enfin, il est un procès engagé sur l'initiative de David Rousset, celui des camps de déportés. La *Commission Internationale contre le régime concentrationnaire*, qui instruit les affaires et fixe des conclusions avec le maximum de garanties juridiques et morales, a publié les résultats de ses enquêtes en Espagne, en Grèce, en Tunisie, et le compte rendu des débats sur le « concentrationnisme » soviétique (3). Cette documentation, elle n'est pas discutabile. Aussi n'en parle-t-on pas.

Pas plus que l'on ne parle du sort des enfants grecs enlevés par les bandes staliniennes, pendant la guerre civile. Silence de l'embaras.

Quant aux syndicalistes de la minorité F.O., — ceux du *Courrier Syndical*, tout au moins — ils s'interrogent sur le caractère socialiste du régime stalinien. L'un d'entre eux a rapporté de son voyage en U.R.S.S. des notes « objectives » et contradictoires. « Pas de liberté bien sûr... mais des efforts gigantesques de progrès industriel — et une marche lente vers le bien-être ». « On dirait que cela vous gêne, Monatte et toi, d'apprendre que les Russes atteindront un niveau de vie supérieur à celui des travailleurs français », m'écrivit un des animateurs de cette minorité. Voilà qui est posé comme certain. Pourtant l'encre du voyageur « objectif » n'était pas sèche que l'on apprenait, de source officielle, que le cheptel bovin en Russie était inférieur en 1953 à ce qu'il était en 1916 ; alors que la population a augmenté de 60 millions d'habitants. Cette donnée capitale n'a pas été communiquée à notre scrupuleux observateur, parce que le temps d'un nouveau tournant n'était pas encore venu.

Et ses amis et lui voudraient que nous prenions au sérieux une telle information, contrôlée, censurée, sinieuse et contradictoire.

Admettons même que l'amélioration de la consommation du peuple russe soit en voie d'accom-

plissement. Ce serait l'effet des révoltes ouvrières d'Allemagne orientale et de Tchécoslovaquie. Peut-être aussi l'application du principe de la supériorité du « peuple élu » qui doit demeurer *relativement* plus favorisé que les peuples colonisés. Admettons encore l'élevation constante du niveau de vie « moyen », — la moyenne masquant d'impressionnantes différences dans une échelle « hiérarchique » constamment étirée et dont la hauteur dépasse en de gigantesques proportions celle de tous les pays capitalistes.

Négligeons cette vérité historique : qu'il n'est pas d'exemple d'une classe sociale améliorant en permanence ses conditions de vie, sans revendications ni batailles, par la seule vertu d'un tyran bien-faisant. Alors nous le reconnaissons franchement. Nous serions gênés en effet d'apprendre que le peuple russe a conquis le bien-être dans le silence et la passivité de l'asservissement.

De tous les exposés entendus en ces journées d'études, si celui d'André Philip sur les relations actuelles et futures avec les pays du glaci a retenu notre attention, celui de Manès Sperber sur *L'homme soviétisé* a bouleversé notre conscience. C'est dans la R.P. que l'on devrait trouver cette conclusion morale d'une évolution dont nous avons suivi les étapes politiques et sociales. Le produit humain du stalinisme né sur les cadavres des révolutionnaires de 1917 n'a rien de commun — rien, absolument rien — avec le citoyen, le producteur, le militant ouvrier de la zone occidentale. Rien de commun avec l'esclave révolté des pays colonisés. S'il est vraiment l'homme du socialisme industriel, l'homme de notre avenir, alors il faut souhaiter une guerre atomique qui détruirait l'humanité promise à une aussi parfaite déchéance.

Entre le capitalisme et le totalitarisme

Nous avons assez souvent affirmé notre pleine solidarité avec les indigènes de la troisième zone, pour qu'il soit inutile d'y revenir.

Si non pour rappeler que le plus grand reproche que nous puissions adresser aux politiciens actuels de Washington, c'est de soutenir actuellement les prétentions colonialistes de la France et de l'Angleterre. Il est prouvé aujourd'hui que sous Truman, la politique américaine — hélas ! velléitaire — s'orientait vers la libération des peuples indigènes. C'était vrai en Afrique du Nord, comme en Indochine et en Iran. Qu'il y ait des compétitions capitalistes plus ou moins sordides dans tous ces pays, c'est une vérité évidente. Que des affaires américaines aient été engagées au Maroc, en Iran, en Indochine, même en Chine, il faudrait quelque naïveté pour le nier. Encore une fois la libre entreprise capitaliste — si elle se heurtait à un prolétariat organisé par la C.I.S.L. — serait préférable au féodalisme, au colonialisme comme au totalitarisme. Mais en Asie et en Afrique du Nord ce sont essentiellement des considérations stratégiques qui commandent l'action américaine. Si le peuple français voulait vraiment la paix en Indochine, il n'y aurait qu'un seul moyen de briser (si elle est officiellement formulée) l'opposition américaine — ce serait justement de laisser « internationaliser » la question. L'exemple de la Corée prouve que le gouvernement américain ne peut empêcher les débats devant l'O.N.U., ni négliger l'opinion publique américaine. Tant pis pour le prestige de la France auquel semblent si curieusement attachés certains militants socialistes et syndicalistes de gauche.

C'est en libérant franchement ses colonies que notre peuple retrouvera dans le monde la gloire légendaire qu'il devait à son passé révolutionnaire.

Roger HAGNAUER.

(3) « Livre blanc ». — Editions du Pavois, 25, avenue Kléber, Paris.

UNE LETTRE DE FERHAT ABBAS A MARTINAUD-DEPLAT

La presse française fait toujours le plus grand silence sur ce que pensent et disent les leaders des mouvements nationaux d'Afrique du Nord. Cependant, pour savoir ce que ceux-ci pensent et ce qu'ils veulent, le mieux est de les écouter. C'est pourquoi nous, avons publié il y a quelques mois une lettre du Tunisien Bourguiba à son fils et que nous reproduisons ci-dessous la lettre ouverte adressée par Ferhat Abbas, le principal représentant de l'un des deux mouvements nationaux algériens, à Martinaud-Déplat, lors du récent voyage de ce dernier en Algérie.

Monsieur le Ministre,

L'Algérie officielle vous a magnifiquement reçu. Elle vous a prodigué discours et louanges. Elle a vanté son œuvre et fait admirer ses réalisations. Comme pour vos prédécesseurs, elle a pavosé sur votre passage et dressé, en votre honneur, des guirlandes de fleurs. Devant son « tuteur légal », elle a étalé ses richesses, fière et consciente de sa force et de sa prospérité.

Cette Algérie, vous vous en doutez bien, n'est pas toute l'Algérie. Elle constitue une faible minorité liée par les grands privilèges qu'elle détient et par les hauts emplois qu'elle monopolise. Elle forme à peine une caste semblable à celles des anciens régimes féodaux. Et comme toutes les castes, elle vit pour elle-même, défendant avec férocité ses prérogatives et ses profits sans respect aucun pour le bien-être et le droit d'autrui.

Nous dénonçons à cette caste d'être notre interprète. Elle peut tout au plus parler d'elle-même. Au demeurant, les discours s'envolent et les contre-vérités s'effritent. Seules les réalités demeurent. Et ainsi elles s'imposent à nous tous et nous contraignent à les affronter sans autre souci que celui de dire la vérité pour mieux connaître le présent et préparer l'avenir.

C'est pourquoi, élus authentiques et authentiquement nantis de la confiance populaire, nous nous autorisons à vous parler du reste du pays, à vous parler de l'Algérie véritable, celle de nos masses paysannes et ouvrières, celle des classes moyennes, celle qui travaille, a faim, et aspire à plus de liberté et de bonheur.

Cette Algérie ne constitue pas seulement le pays réel, mais encore le pays légal. Car parmi les élus musulmans qui vous ont accueilli, beaucoup ne représentent rien, sinon l'autorité préfectorale qui les a fait proclamer contre toute légalité et en violation des lois en vigueur.

La caste privilégiée — celle des gros possédants et des mandarins — vous a parlé des « trois départements français » et des « Français musulmans ». C'est là une simple mystification destinée à servir de paravent à ses intérêts. Il est plus exact de dire qu'en Algérie nous demeurons encore en plein système colonial. La discrimination raciale est la grande loi. Et en dépit du nouveau statut de l'Algérie, nous sommes administrés et gouvernés de la même manière qu'au siècle dernier : aux Européens la légalité républicaine ; aux Musulmans l'arbitraire, la fraude électorale, le chômage et la prison.

On prétend qu'il était conforme au génie de la France de suivre en Algérie une politique d'assimilation. En dehors des Européens et des Israélites, au profit de qui cette assimilation s'est-elle réalisée ? Les institutions ont effectivement assimilé notre pays aux départements français. Elles n'ont pas pour autant assimilé ses habitants. Les autochtones sont restés des hommes de seconde

zone. Des assujettis relégués au dernier rang de la société humaine. A telle enseigne qu'en 1943, malgré la grande tragédie de 1940 vécue en commun, malgré une colonisation vieille de plus d'un siècle, malgré la présence sur notre sol de soldats étrangers, le général Giraud pouvait pontifier à son aise et dire : « L'Arabe à la charrue, le Juif à l'échoppe et le Français au pouvoir ». Si depuis cette date, le Juif a été rétabli dans ses droits, l'Arabe est toujours à la charrue avec un salaire toujours aussi dérisoire.

Cette mentalité est restée celle d'un grand nombre de prépondérants. Elle est tout simplement intolérable. Elle n'est même pas conforme à la Constitution française qui prescrit dans son article 82 que « le statut personnel ne peut en aucun cas constituer un motif pour refuser ou limiter les droits et libertés attachés à la qualité de citoyen français ». Sur quoi donc le législateur se base-t-il aujourd'hui pour limiter le droit de huit millions de Musulmans proclamés citoyens français ?

L'Algérie réelle entend rompre avec ces fictions dégradantes et mortelles. Une loi n'est rien, son application est tout. Or, depuis 1947, l'Algérie a été dotée d'un nouveau statut. Mais aucun ministre de l'Intérieur, « tuteur légal » de notre pays, n'a été en mesure de le faire appliquer. N'est-ce point la preuve que les lois qui nous régissent sont contradictoires et conduisent l'Algérie à une impasse ?

La sagesse commandait que l'on élevât l'Algérie au rang d'un Etat au sein duquel Musulmans et Français gèreraient démocratiquement leurs propres affaires en coopération avec la France républicaine. Cette solution fédérale reste plus que jamais valable.

Nous disons avec beaucoup de raison qu'aucune démocratie occidentale n'a le droit de parler de paix et de liberté si elle n'a au préalable libéré effectivement les peuples dont elle a la charge. Ni les peuples d'Afrique ni les peuples d'Asie ne contestent les bienfaits de la technique moderne créée et vulgarisée par l'Europe. Mais aucun de ces bienfaits ne mérite d'être payé au prix des libertés humaines. La liberté est devenue le grand idéal de tous les hommes.

Nous avons déjà dit, pour notre propre compte, qu'aujourd'hui l'Algérie était résolue à regarder en avant sans se laisser distraire de son but par le souvenir des violences du passé. Nous vivons une grande époque. Le monde cherche un nouvel équilibre. Il essaye de créer de nouveaux liens internationaux valables pour tous les peuples. Qui pourrait prétendre que, placés au centre de cette révolution à l'échelle humaine, les peuples coloniaux allaient accepter de leur plein gré leur assujettissement et se déclarer satisfaits de leur sort ? Et qui pourrait également concevoir qu'à une époque où le monde devient UN, les

peuples agiraient sagement en se tournant le dos, en s'isolant et en fortifiant leurs propres frontières ?

L'Algérie réelle est consciente des avantages qu'elle pourrait tirer d'une collaboration avec le peuple français. Elle est également consciente de l'union de tous ses habitants sans distinction de race et de religion à la condition que les privilèges de caste soient abolis.

Un siècle de vie en commun a donné naissance, chez les Algériens d'origine européenne comme chez les autochtones, à un tiers Etat. Ce tiers Etat, comme celui de la France de 1789, sait qu'il n'est rien alors qu'il devrait être tout. Il demande aujourd'hui au ministre de l'Intérieur de ne pas entraver sa ferme volonté d'être quelque chose.

Ferhat ABBAS

APRÈS VINGT ANS D'ÉCOLE UNIQUE QUEL EST LE BILAN ?

I. — Dans le lycée que, boursier, je fréquentais à douze ans, il y avait trois « sixièmes ».

Aujourd'hui, dans une ville d'importance comparable, le lycée où vont mes enfants a dix-huit sixièmes.

Le nombre des agrégés de France a-t-il été multiplié par six ? Poser la question, c'est y répondre.

D'autre part, dans un établissement comportant dix-huit sixièmes, quinze cinquièmes, etc., que peut faire le « proviseur » ? Il ne peut certes pas *proviser* ! Et le « censeur des études » ne peut être qu'un surveillant général. Le lycée est devenu, plus encore qu'il n'était, une grande machine où l'enfant passe, sans jamais bien sentir pourquoi, d'un rouage sans âme à d'autres rouages sans âme. (On n'a jamais tant parlé d' « orientation ». Mais l'orientation est bureaucratique. L'orienteur applique à des enfants qu'il ne connaît pas des règles simples et discutables, dont la principale paraît être : à sujet médiocre, pas de latin.)

Résultat : Baisse de la qualité des maîtres. Baisse de la qualité des bacheliers. Il n'y a plus de baccalauréat.

II. — A quelque distance du lycée de mon enfance, s'élevait un beau bâtiment : une « Ecole primaire supérieure », qui avait la réputation de très bien fonctionner.

Il n'y a pas l'équivalent dans la ville où sont mes enfants. Tout le monde au secondaire ! Il n'y a plus de primaire supérieur.

Où donc sont recrutés les maîtres de l'enseignement primaire ? Tout le monde le sait ils viennent maintenant du bachot. Or non seulement il a toujours été abusif d'égaliser le bachot au brevet supérieur pour ce qui est de la préparation à l'enseignement, mais il n'y a plus, aujourd'hui, de bachot.

Ceci est grave pour l'enseignement primaire, qui était, de beaucoup, l'élément le meilleur de l'enseignement public français.

III. — *Résumé* :
secondaire détérioré ;
primaire supérieur presque liquidé ;
primaire menacé.

IV. — Comment en est-on venu là ?

Il y avait deux idées à la base de l' « école unique » :

la gratuité
et l'uniformité.

La gratuité était nécessaire.

L'uniformité était une sottise. « Tous les Français au bachot ! », ça ne pouvait que détériorer le bachot.

En même temps qu'on instituait la gratuité, il fallait non pas détériorer, mais préserver, même revaloriser le bachot, en appliquant une règle simple : de même que dans le primaire supérieur gra-

tuit, seuls LES BONS SUJETS arrivent au brevet supérieur, de même dans le secondaire gratuit SEULS LES BONS SUJETS ARRIVERONT AU BACCALAUREAT (1). Ceci posait la question d'un diplôme pour les sujets moins bons, comme, au-dessous du brevet supérieur, il y a le brevet élémentaire.

Il aurait fallu, en somme, que le secondaire, devenu gratuit, tint compte des choses que le primaire gratuit avait pu apprendre depuis longtemps. Hélas ! ceci était impossible. Jamais les « professeurs » français n'ont admis qu'ils pussent avoir quelque chose à apprendre des gens qui connaissent la pédagogie.

V. — Les remèdes ?

On ne reviendra pas en arrière. Le bachot restera dévalorisé ; c'est une affaire entendue.

Il faut cependant refaire ce qu'on a démoli.

Il faut refaire un baccalauréat et un brevet supérieur.

On les referra sous d'autres noms, c'est tout. (Dès maintenant on dit « propédeutique » pour le nouveau bachot exigé par la Faculté des Lettres.)

Les nouveaux bachots, bachots « propédeutiques », ou « troisièmes bachots », ou tout ce que l'on voudra, seront exigibles pour l'entrée dans les Facultés. (Exactement comme l'était l'ancien bachot.)

Quant au nouveau brevet supérieur, il faudra lui donner toutes les qualités et propriétés qu'avait l'ancien, plus d'autres.

L'ancien enseignement primaire avait, en effet, le défaut d'être trop replié sur lui-même. Le brevet supérieur ne donnait guère que des instituteurs. Il faut au contraire ouvrir largement un tel diplôme sur les activités sociales majeures, les fonctions techniques et productrices... Il faudrait pour cela voir comment en Amérique — et aussi, semble-t-il, en Russie, on fabrique des ingénieurs (2). S'ils avalent, en Amérique et en Russie, des candidats ingénieurs ayant la formation brevet supérieur, que n'en feraient-ils pas ! Ils en feraient des cadres presque supérieurs.

...Mais ceci dépasse un peu notre sujet.

J. PERA

(1) Ceci n'a pas été fait probablement par ce qu'on a craint d'ennuyer les fruits secs de la bourgeoisie qui, avant la réforme, parvenaient quand même, cahin caha, avec des échecs et de l'argent, à décrocher un bachot.

(2) Un exemple. En France, pour faire un chef mécanicien de navire marchand, il faut des années. L'Amérique, pendant la dernière guerre, a construit une immense flotte de Liberty ships. Or, aussi vite que les bateaux, elle fabriquait les officiers : en quelques semaines. Les mécaniciens étaient, évidemment, spécialisés à une machine. Mais les bateaux naviguaient bien.

NOTES D'ECONOMIE ET DE POLITIQUE

L'ETAT FRANÇAIS ORGANISATEUR DE L'ANARCHIE

L'Etat se donne comme le représentant de l'Ordre et de la Loi. Sa fonction est d'assurer le règne de la violence organisée et réglementée, par le moyen d'une police, de tribunaux et de bourreaux, comme substitut à la violence anarchique des individus, des familles et des clans.

Lorsqu'il abandonne cette fonction pour se faire l'instigateur ou le protecteur de la violence anarchique, baptisée généralement alors de « terrorisme », l'Etat reconnaît son impuissance, il abandonne sa fonction, il se renie lui-même.

C'est ce qui est arrivé hier à l'Etat français en Tunisie et c'est ce qui lui arrive aujourd'hui au Maroc.

Le 6 décembre dernier, sous le surtitre quelque peu prudent d'« Opinion », l'un des organes colonialistes français, *Maroc-Presse*, publiait un article, signé Jean Louhis, appelant les coloniaux du Maroc au terrorisme et demandant à l'Etat français d'organiser lui-même ce terrorisme.

Après avoir indiqué que les mesures prises par la police à la suite de la vague d'indignation soulevée par la déposition du sultan étaient inefficaces, qu'elles consistaient à « faire la chasse aux puces avec des filets à larges mailles et des marteaux », le provocateur au meurtre concluait :

L'antiterrorisme [c'est-à-dire les mesures prises jusque-là par la police] fait le jeu du terrorisme jusqu'au jour où prend naissance un contre-terrorisme illégal (1) qui, se désintéressant des exécutants et des formes de la justice (1), commence à abattre les inspireurs des attentats et les vrais responsables jusque-là à peu près assurés de l'impunité.

Mais quand un duel s'engage, nul ne peut dire à quels désordres il mènera, sauf dans les pays où les gouvernements n'hésitent point à guider eux-mêmes (1) le contre-terrorisme.

Cet article avait pour but d'expliquer et de justifier ce que le correspondant de *France-Soir* devait appeler, peu après, le « terrorisme officieux » et qui avait commencé deux jours auparavant, mais que la presse n'avait pas encore révélé — et, en même temps, d'inciter à ce qu'il soit poursuivi.

Les journaux des 7 et 8 décembre devaient, en effet, apprendre à la population que :

1) Un Marocain arrêté le vendredi 4 comme « tueur présumé » était décédé peu après son arrestation « dans les locaux mêmes de la police » (tout comme après les événements de Casablanca, l'an dernier, deux Marocains étaient morts dans les locaux policiers par « éclatement du foie ») et qu'on allait faire l'autopsie de son cadavre ;

2) Ce même jour, deux Marocains de Fès, un pharmacien marié à une Française, Si Guessous, et Si Taïeb Sebtî, tous deux membres de l'Istiqlal, avaient mystérieusement disparu de leur domicile ;

3) Le lendemain 5, un notaire arabe de Rabat, Zine el Abdine, également nationaliste, avait été enlevé en automobile, et, le même jour, le directeur d'une école de Salé, Si Boukber ben Ahmed, avait disparu ;

4) Enfin, postérieurement à l'article de *Maroc-Presse*, le 9 décembre, disparaissait le propriétaire d'un garage de Casablanca, Abdesselem Benkirane, membre de l'Istiqlal, après avoir été « contraint » par un visiteur à le suivre.

Ainsi donc, la suite des événements au Maroc se montre identique à celle des événements de Tunisie.

A l'origine, un acte monstrueux d'arbitraire de la part de l'autorité française : en Tunisie, la mise en résidence forcée, sans inculpation ni jugement, de Bourguiba, principal représentant du Destour ; au Maroc, la déposition du sultan.

Jusque-là, le despotisme de la puissance occupante avait pour contrepois partiel, tant en Tunisie qu'au Maroc, une opposition légale, se tenant dans la légalité tant que les occupants eux-mêmes s'y tenaient : en Tunisie, cette opposition était représentée par le Destour, au Maroc, par l'Istiqlal et le sultan.

Le jour où il supprima par la force cette opposition légale, l'Etat français ne laissait plus à ses « protégés » d'autre recours que la violence ; celle-ci éclata donc, et comme elle correspondait au besoin de tout un peuple, elle prit une telle ampleur que les procédés de « répression » dont s'enorgueillit l'Etat furent impuissants à l'arrêter et que l'Etat en fut réduit à se faire assassin.

En Tunisie, Fährat Hached fut assassiné, Hedi Chaker fut assassiné.

Au Maroc, Si Guessous, Si Taïeb, Zine el Abdine, Si Boukber, Ben Kirane ont « disparu » et sont déjà ou seront assassinés.

Bien entendu, aucun des responsables de ces meurtres, tant au Maroc qu'en Tunisie, n'a été ni arrêté ni recherché, de même que le provocateur au crime de *Maroc-Presse* n'a été ni inquiété ni poursuivi. Et pour cause ! L'Etat français ne peut se poursuivre lui-même !

Bien plus ! Les actes de terrorisme commis contre les patriotes tunisiens et marocains ont été l'occasion pour l'Etat de procéder à de nouvelles et massives arrestations, non dans les rangs des assassins, mais parmi les coreligionnaires des victimes. L'assassinat de Farhat Hached fut suivi de l'envoi aux camps de concentration de la presque totalité des militants de son organisation syndicale ; les enlèvements de Fès, de Rabat, de Salé et de Casablanca ont été suivis de rafles monstres à Fès, Meknès, Casablanca et par la prise de nouvelles mesures d'« éloignement ».

Un Etat qui se comporte ainsi n'est plus un Etat.

Et le fait que le parti socialiste n'a pas hésité à présenter à la présidence de la République le sinistre Naegelen, auteur des élections préfabriquées d'Algérie, l'équivalent algérien du Haut-clocque tunisien et du Guillaume marocain, montre que ce ne sont pas seulement les partis au pouvoir, mais tous les partis, donc l'Etat français dans son ensemble, qui est pourri jusqu'à la moelle.

L'ABANDON DU PAYS THAI

On ne peut pas dire que le « plan » du général Navarre n'est pas un beau plan, presque aussi beau que le plan de Trochu.

Le protégé de Juin devait tout casser, tout révolutionner dans la stratégie de la guerre d'Indochine. Or il n'a fait jusqu'ici très exactement ce qu'ont fait ses prédécesseurs.

(1) C'est nous qui soulignons. — R. L.

Au Tonkin, ses prédécesseurs restaient enfermés dans le delta ou, plus exactement, dans les forteresses qu'ils avaient construites dans le delta ; la seule chose qu'ils se permettaient était, comme il se doit pour toute troupe assiégée, d'effectuer de temps à autre quelques « sorties ». Navarre fait de même. Il demeure enfermé dans le delta, n'en sortant jamais que temporairement, au cours d'une brève sortie qu'il annonce, comme ses prédécesseurs, à grand renfort de trompettes après l'avoir baptisée d'un nom ronflant : une colonne sort du delta ou est parachutée en dehors du delta, elle fait deux ou trois petits tours en pays ennemi, sans rencontrer d'ailleurs de résistance sérieuse, les grandes unités du Viet Minh ayant pris soin de disparaître, puis, au bout de quelques jours, tout au plus d'une semaine ou deux, elle revient à son point de départ en annonçant triomphalement le nombre des Vietnamiens qu'elle affirme avoir tués mais sans dénombrer ses propres morts. C'est ainsi que l'on procédait il y a deux ans ; c'est ainsi qu'il fut fait l'an dernier, et c'est ainsi qu'on opère présentement.

Dans le pays thaï, même ressemblance avec ce qu'ont fait les prédécesseurs.

Lorsque les troupes du Viet Minh y eurent pénétré il y a un peu plus d'un an, le prédécesseur de Navarre envoya par avion à Na-San tout ce qu'il avait de disponible en hommes, munitions, etc., afin d'y construire un camp retranché où demeurèrent enfermés pendant des mois, sans pouvoir rien faire, je ne sais combien de milliers d'hommes.

En prenant son commandement, Navarre déclara que c'était idiot d'immobiliser ainsi des troupes pour rien et il fit évacuer Na-San, mais ce fut tout juste pour, quelques mois plus tard, reconstruire par les mêmes moyens et presque au même lieu, à Dien-bien-Phu, un second Na-San !

Il y a cependant une différence importante entre la situation de l'an dernier et celle d'aujourd'hui. Alors que l'an dernier, les Français occupaient encore deux camps retranchés en pays thaï : Lai-Chau et Na-San — ils n'en occupent plus qu'un. Et alors que les deux postes de l'an dernier étaient situés en plein pays thaï, celui de cette année est posé tout juste à sa lisière, à moins de 20 kilomètres de la frontière du Laos.

Qu'il n'y ait plus de troupes françaises qu'au seul Dien-bien-Phu, signifie donc, en réalité, l'abandon du pays thaï, c'est-à-dire de la seule région d'Indochine où les Français pouvaient compter sur l'appui de la population, en raison de l'hostilité des montagnards qui la peuplent envers les Vietnamiens, gens de la plaine.

Dien-bien-Phu ne peut, au mieux, être considéré que comme un avant-poste du Laos, destiné à empêcher que le Viet Minh n'opère dans ce pays une pénétration aussi profonde et extensive que celle de l'an dernier.

L'importance ainsi donnée à la défense du Laos est compréhensible, non à cause de l'importance du Laos lui-même, mais parce que son occupation par les troupes de Ho Chi-minh leur permettrait de border le Mékong sur tout son cours moyen, là où il fait frontière avec le Siam, et que, de l'autre côté de cette frontière, vivent un grand nombre de Vietnamiens, tout prêts sans doute à faire cause commune avec le Viet Minh et à étendre ainsi au Siam le théâtre des opérations militaires.

Dien-bien-Phu jouera-t-il son rôle ? Protégerait-il le Laos et, par contrecoup, le Siam ? On peut être assez sceptique à cet égard. Na-San avait, lui aussi, pour fonction d'empêcher l'invasion du Laos et il ne l'a pas empêchée puisque,

d'après Navarre lui-même, les troupes du Viet Minh l'ont simplement... contourné. La même chose, bien que peut-être plus difficile, peut se produire pour Dien-bien-Phu.

En tout cas, on peut être à peu près certain que le Viet Minh n'attaquera pas plus Dien-bien-Phu qu'il n'a sérieusement attaqué Na-San, malgré tous les appels du pied de l'état-major français, car le Viet Minh pratique manifestement la stratégie employée par les troupes de Mao Tse-tung durant les premières années de leur guerre contre Chang Kai-shek, celle qui consiste à ne jamais attaquer l'ennemi là où il est en force et surtout là où il voudrait combattre.

Comme celles de Na-San, celles de Dien-bien-Phu seront des tranchées pour rien !

BILINGUISME

« Bilinguisme », mot nouveau, mot à la mode, mais qui désigne quelque chose de très vieux et de très persistant.

Une grande partie des Français, peut-être presque la moitié d'entre eux, parlent déjà deux langues : l'une qui est leur langue locale, celle qu'ils parlent avec les gens de leur patelin et que l'on appelle un « patois », et l'autre, le « français », qu'ils utilisent pour se faire comprendre des gens du « dehors ». Le patois est, pour eux, le langage commun et le français, le parler de l'Île-de-France, une langue auxiliaire.

La même question se pose aujourd'hui pour le monde que celle qui s'est posée au cours des siècles pour ce qui était en train de devenir la France. L'unification politique jointe à l'accroissement des relations économiques entre les diverses provinces qui devaient constituer l'Etat français faisait une nécessité aux habitants de ces provinces de pouvoir se comprendre entre eux ; il leur fallut donc, en plus de leur langue propre, provençal, gascon, picard, breton, etc., une langue auxiliaire commune à eux tous ; tout naturellement, étant donné les liens étroits qui existent entre la « culture » et la puissance politique, ce fut le patois de la région qui était en train de faire autour d'elle l'unité politique, à savoir la région parisienne, qui devint la langue commune, la langue auxiliaire commune de toutes les provinces.

Or aujourd'hui où les prodromes d'un Etat mondial se montrent aussi nettement que se montraient ceux des Etats nationaux aux environs du XV^e siècle, le besoin d'une seconde langue, d'une langue auxiliaire, commune, cette fois, à toute l'humanité, s'affirme aussi nettement.

D'où ces essais de bilinguisme qui ont consisté, d'une part, à créer l'esperanto et autres langues analogues, et qui d'autre part, ont fait, plus récemment, organiser en France et en Angleterre des villages où l'on se propose de vivre à la fois en français et en anglais.

Pour ma part, je ne crois pas que ces tentatives, si intéressantes qu'elles soient comme tentative, fourniront la voie par laquelle se réalisera l'adoption d'une langue auxiliaire universelle.

Il me semble probable que la voie qui sera suivie sera celle par laquelle ont été déjà obtenues les langues auxiliaires dites nationales. Demain comme hier, tout comme « le commerce suit le pavillon », la culture suivra la puissance politique. La langue universelle sera celle du peuple qui fera l'unité du monde. Si ce peuple est le peuple américain, la langue auxiliaire internationale sera l'anglais ; si c'est le peuple

russe, ce sera le russe, et si ce sont les Chinois, ce sera le chinois.

En tout cas, pour l'instant, à ne considérer que notre hémisphère occidental, le poids politique des puissances anglo-saxonnes est déjà tel que l'anglais paraît appelé à être dans un proche avenir la langue auxiliaire commune à toutes les nations d'en deçà du rideau de fer.

Déjà au siècle dernier, on pouvait se demander si, étant donné la grande extension territoriale de l'empire britannique et de son commerce, l'anglais n'allait pas devenir cette langue auxiliaire, si le « *pigion english* » qui déjà servait aux gens de toutes nationalités qui se rencontraient dans les ports de l'océan Indien et du Pacifique pour se comprendre, n'allait pas, sous une forme améliorée, faire tache d'huile. Aussi, aujourd'hui qu'un autre Etat parlant anglais, les Etats-Unis d'Amérique, est devenu la première grande puissance mondiale, qu'ils ont ajouté leurs 150 millions d'anglophones à la centaine de millions de ceux qui peuplent le Commonwealth, que l'Inde elle-même, avec ses 300 millions d'habitants, a choisi librement l'anglais comme l'une de ses deux langues officielles, il serait puéril de vouloir proposer une autre langue européenne, que ce soit le français, l'allemand ou l'espagnol, comme langue universelle.

Si nos restants d'idéologie nationale n'étaient pas aussi puissants — mais Dieu sait s'ils le sont — l'anglais devrait dès maintenant être appris comme seconde langue obligatoire dans tous les collèges des pays du pacte atlantique.

En Pologne, le 7 décembre, deux hommes, Heinz Landvoigt et Konrad Wruch, ont été condamnés à mort pour espionnage.

On n'a pas appris que les beaux messieurs qui ont protesté contre l'exécution des Rosenberg aient, cette fois, dit mot.

Une autre raison, d'une nature différente, me semble devoir aider à la victoire de l'anglais.

Nos langues indo-européennes appartiennent au groupe des langues dites « à flexion », ce qui veut dire que la terminaison des mots y est modifiée selon qu'on attribue au mot telle ou telle particularité ; par exemple, nous ajoutons un *s* à un mot si ce mot ne désigne pas une seule chose mais plusieurs ; pareillement, s'il s'agit de l'action d'aimer, nous disons *aime, aimes, aimons...* selon que c'est la personne qui parle qui aime, ou celle à laquelle elle parle, etc. ; enfin, certaines langues de ce groupe, comme le latin autrefois, l'allemand aujourd'hui, donnent également aux mots des terminaisons différentes selon que le mot est sujet, complément direct, complément indirect, etc.

Or, un examen, même très sommaire, de l'histoire des langues, montre que la tendance de nos langues au cours de l'histoire est de supprimer de plus en plus de flexions, c'est-à-dire de devenir des langues de plus en plus analytiques et de moins en moins synthétiques.

Ainsi, les « cas », c'est-à-dire le changement de la finale du mot selon le rôle grammatical que ce mot a dans la phrase, qui étaient la règle dans les langues anciennes et existaient encore, sous une forme réduite, dans l'ancien français, a complètement disparu de toutes nos langues latines modernes malgré leur origine, et la même évolution, sous une forme plus ou moins poussée, se retrouve partout.

De même, en sanscrit et en grec ancien, il n'existait pas seulement des terminaisons différentes pour distinguer le pluriel du singulier, mais il en existait aussi de différentes selon que

le mot se rapportait seulement à deux objets ou à plus de deux. Or, dès le latin, la forme qui désignait seulement deux objets (le duel) disparaissait complètement, ne laissant que le singulier et le pluriel et elle n'a plus jamais reparu.

Eh bien ! l'anglais est de toutes les langues européennes la plus avancée dans cette voie. C'est celle où les mots ont le moins de flexions, où ils demeurent les plus invariables, la place du mot dans la phrase, ou l'existence d'autres mots, ou l'intelligence de l'auditeur devant suppléer aux indications, généralement d'ailleurs superfétatoires, que la flexion avait pour but de fournir.

Un exemple. Dans la conjugaison du temps d'un verbe, nous avons presque toujours, en français, cinq ou six formes différentes selon celui ou ceux qui sont le sujet du verbe ; ainsi nous écrivons *j'aime, tu aimes, etc.* ; au total, cinq flexions distinctes au présent de l'indicatif, les première et troisième personnes étant seules identiques. Or, en anglais, dans le même temps du même verbe, il n'y a que deux flexions distinctes, l'une pour la troisième personne du singulier et l'autre pour toutes les autres personnes ; et si, au lieu du présent, on prend l'imparfait, on constate qu'alors que nous avons là encore cinq flexions différentes, l'anglais n'en a qu'une seule : pour toutes les personnes c'est exactement le même mot.

Même dans le cas du pluriel, l'anglais a supprimé des flexions, car si les substantifs y ont bien deux formes différentes, l'une pour le singulier et l'autre pour le pluriel, les adjectifs n'en ont qu'une, car ils demeurent identiques, que le mot auquel ils se rapportent soit au singulier ou au pluriel.

C'est cet abandon de la plupart des flexions qui fait que pour tout le monde l'anglais est plus facile à apprendre que l'allemand. Il est plus facile parce qu'il est plus avancé sur le chemin de l'évolution de notre esprit, dont l'évolution de nos langues n'est que la manifestation.

Ce fait que l'anglais est le langage le plus avancé sur la voie de l'évolution linguistique, évolution qui tend à nous ramener (mais sous une forme supérieure grâce au polysyllabisme) aux langages les plus primitifs, où les mots étaient seulement juxtaposés sans flexion ni « agglutinations », ou, si l'on préfère, à parler « petit-nègre », d'où tous rapports logiques sont bannis, l'aidera grandement à la conquête du monde.

R. LOUZON

P.S. — Les notes ci-dessus étaient envoyées lorsqu'est parvenue la nouvelle de l'explosion du marché de Casablanca. Cet attentat montre que le « contre-terrorisme » même « officieux » n'est pas plus payant que l'anti-terrorisme. Le seul moyen de mettre fin au terrorisme est de supprimer les causes qui l'ont provoqué.

2° P.S. — Ces notes étaient aussi envoyées à l'impression lorsque parvint la nouvelle de la foudroyante offensive de l'armée vietminh qui la porta, en quatre jours de 48 heures, de la frontière de l'Annam au Mékong, coupant ainsi le Laos en deux et établissant une liaison avec le Siam.

Cette offensive a montré que l'occupation de Dien-bien-Phu était bien incapable d'empêcher l'invasion du Laos, mais, étant donné qu'elle s'est produite à quelque 500 kilomètres de Dien-bien-Phu, on ne peut la considérer comme un mouvement destiné à tourner cette dernière place. Ce « contournement » reste encore à être exécuté, ou, plus probablement, est déjà commencé, mais n'est pas encore achevé.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

(séance du 13 décembre 1953)

La situation actuelle en Indochine

Le camarade Louis Caput, un des hommes les plus avertis sur les problèmes du Viet-Nam, nous a clairement exposé pourquoi l'absurde guerre d'Indochine dure toujours.

Les différents courants politiques et sociaux, autochtones et étrangers, sont d'une complexité telle que les problèmes les plus simples paraissent insolubles.

Les obstacles à la paix sont bien connus :

Le gouvernement français ne connaît rien au problème d'Extrême-Orient, surestime des succès militaires sans lendemain et fait semblant (pour l'opinion) de défendre des intérêts français qui n'existent plus depuis 1950 ; les capitaux français et les investissements divers ont été revendus directement aux Américains dans la proportion de 50 %, par voie indirecte pour près de 25 %, de sorte qu'on peut estimer les intérêts réellement français restants à moins de 50 milliards de francs à l'heure actuelle. Les U.S.A. contrôlent toutes les branches de la production et sont, avec la clique dirigeante qui entoure Bao Dai, les vrais parasites de l'économie du pays. C'est incontestablement l'Amérique qui, par intérêt sordide et par incompréhension, fait durer le conflit.

La corruption des classes dirigeantes vietnamiennes, mises en selle par la France, les multiples cliques politico-religieuses viennent encore compliquer les choses, tout en trahissant la France à qui mieux mieux et en se préparant cyniquement des positions de repli, en France ou en Afrique, en cas de succès final de Ho Chi-minh.

La situation n'est pas plus simple du côté Viet Minh, où les menées russes et chinoises se font durement sentir ; toutefois, les vietminhiens luttent pour leur indépendance nationale et croient savoir pourquoi ils se battent.

Les chances de paix cependant existent :

La proposition d'Ho Chi-minh montre d'une part qu'il est possible de sortir de l'impasse en acceptant l'armistice, point de départ pour des élections libres et contrôlées, puis pour un véritable traité franco-vietnamien protégeant notre influence culturelle ; d'autre part que la Chine communiste (qui désire entrer à l'O.N.U. et négocier des traités commerciaux avec l'Occident) n'est plus hostile à la paix.

La fameuse interview au journal de Stockholm a fait l'effet d'un pavé dans la mare indochinoise : les Français ne savent pas comment refuser décemment une négociation, ni comment la faire admettre aux Américains qui entretiennent l'abcès et aux Anglais dont la situation en Malaisie est de plus en plus difficile.

Le gouvernement dirigé par Nguyen Van Tam n'ose plus préconiser la guerre à outrance : il n'a aucune autorité auprès d'un peuple à qui la guerre pèse lourdement, à qui l'on a promis des réformes (réforme agraire et code du travail) et qui continue à crever de misère et à n'avoir aucun réel droit syndical.

Les forces de progrès (bouddhisme familial, parti socialiste vietnamien et syndicats ouvriers et paysans à peine légaux) sont aussi des facteurs de paix immédiate et surtout d'entente démocratique pour plus tard avec les éléments libéraux et sincèrement nationalistes du Viet Minh.

Le gouvernement de Bao Dai est impopulaire. Il a été imposé par l'étranger (par la France) ; il représente une politique de guerre et de désunion dont personne ne comprend le sens ; il profite à une clique aussi corrompue que celle du Kuomin-

tang chinois. Ce n'est qu'un compromis entre les intérêts divergents de la grande bourgeoisie indigène, soutenue par les U.S.A. plus encore que par la France, qui voudrait bien dans une certaine mesure s'en débarrasser et négocier directement avec Ho Chi-minh. L'absence de politique sociale est flagrante et s'oppose aux efforts du Viet Minh, dont la situation économique est pourtant pire (il ne tient pas les riches régions des deltas et doit sans cesse se déplacer). C'est un Etat plus policier que politique : il n'y a de crédits que pour l'armée et la police ; le budget de l'instruction publique est de 0,8 % et la plupart des instituteurs sont passés en zone vietminh (80 %) ; des aumônes et collectes ne peuvent combler la misère due à la guerre et aux cataclysmes naturels fréquents dans ce pays. Les ressources du gouvernement diminuent et le déficit est comblé par la France et surtout par l'Amérique, uniquement en fonction de la continuation de la guerre. L'exportation des denrées locales (caoutchouc et riz) s'est effondrée ; l'importation, génératrice de droits de douane fructueux, est tombée à zéro depuis la dévaluation de la piastre. Malgré la diminution des exportations, le prix du riz (en théorie contrôlé par le gouvernement) a doublé en quelques mois, et la misère s'est accrue d'autant.

L'extraordinaire confusion des partis, dans la zone contrôlée par les Français, rend vain tout effort de redressement.

— *Le parti catholique, le plus important numériquement (2 millions de fidèles, dont une bonne partie en zone vietminh) est très affaibli par ses divisions internes.*

— *Les caodaïstes, également divisés dans les deux zones, sont surtout des fermentés d'indiscipline, pour n'importe quel gouvernement. D'autres sectes religieuses ou semi-militaires entretiennent le chaos.*

— *Le Dai Viet, dans le Nord-Annam, est de plus en plus puissant. Armé par la France, il la trahit à chaque occasion. Il encourage les tendances totalitaires de droite, et c'est lui qui au Congrès national a fait voter à l'unanimité la motion condamnant toute participation à l'Union française.*

Lors des conversations avec Nixon, les leaders du Dai Viet vantaient la liberté syndicale... et faisaient emprisonner à Haiphong trente syndicalistes. Le Dai Viet est sûr de l'appui américain, de l'entourage de Bao Dai, et n'hésitera pas demain à jouer une carte Viet Minh. Fort seulement de 5.000 membres, son poids politique est considérable.

— *Le Parti socialiste vietnamien, soutenu par le bouddhisme familial (fort de 900.000 adeptes) et par quelques syndicats libres, surtout catholiques (qui groupent 60 à 80.000 travailleurs), a plus de 100.000 militants et près de 1 million de sympathisants. Son programme de paix est très populaire.*

— *La politique personnelle de Bao Dai, fort subtile, a joué successivement sur les catholiques, sur les éléments modérés du Sud, maintenant sur le Dai Viet et les Américains, tout en gardant le contact avec certains éléments vietminh : cet excès de subtilité risque de mener Bao Dai à la faillite. Ce qui l'intéresse plus que le pouvoir, c'est sa liste civile.*

Devant cette confusion, ces luttes de clans, le gouvernement français pourrait assez facilement imposer une paix honorable, négociée directement entre lui et Ho Chi-minh ; il faudrait pour cela ne pas trembler devant les fascistes du Dai Viet et le jusqu'aboutisme américain, qui désire internationaliser le conflit à son profit.

La haine de la France et de la guerre, tels sont peut-être les seuls sentiments qui unissent les Vietnamiens, en zone contrôlée. Mais la confusion n'est pas moindre dans l'autre camp (comme nous le confirme le camarade Ho) et il n'y a pas de solution militaire possible ; la continuation de la guerre ne peut que renforcer l'extrême droite du gouvernement Bao Dai et les pires éléments pro-russes et pro-chinois du Viet Minh, au détriment des nationalistes et des progressistes sincères des deux camps. Le peuple en a assez de la guerre, même du côté Viet Minh, et Ho Chi-minh peut souhaiter sincèrement les négociations, pour ne pas tomber complètement sous l'emprise chinoise ; les éléments d'un futur « titisme » ne sont pas absents, mais ne se développeront qu'après la paix.

LA PAIX N'EST PAS LE VIOL DES PEUPLES

Au moment où M. Winston Churchill propose une nouvelle réunion des chefs d'Etat occidentaux pour rechercher un accord avec l'U.R.S.S., il nous paraît intéressant de reproduire la déclaration publiée par Le Syndicaliste exilé et signée de militants syndicaux bulgares, hongrois et roumains, dénonçant la désinvolture et le cynisme avec lesquels les populations de leurs pays ont été sacrifiées à Staline par le vieux politicien conservateur.

Les Syndicalistes Libres en Exil de Bulgarie, Hongrie, Roumanie, porte-parole du mouvement ouvrier démocratique des pays sous domination communiste, dans l'impossibilité de se manifester, se voient obligés, après la publication des Mémoires de Sir Winston Churchill dans « Le Figaro » du 3 novembre, concernant la manière dans laquelle a été décidée la transformation de ces pays en satellites du totalitarisme soviétique, de faire la déclaration suivante :

Le droit à l'indépendance des peuples petits et grands est sacré. Il s'agit donc d'une opération en opposition flagrante avec tout principe moral du droit des gens.

Les syndicalistes exilés font appel à l'opinion publique mondiale, aux gouvernements démocratiques, afin de mettre tout en œuvre pour rendre aux nations asservies la liberté politique et l'indépendance nationale.

L'état actuel de l'Europe et la prolongation indéfinie de la guerre froide entretenaient certaines craintes quant à la façon dont avaient été réglés, à la fin des hostilités, les problèmes européens et tout spécialement les problèmes de l'Europe de l'Est. Mais il a fallu que l'un des hommes les plus glorieux et les plus admirés de ces temps nous prit par la main et nous guidât à travers les méandres de la politique d'après guerre, pour nous faire saisir les aspects vraiment angoissants de cette politique. Et nous voyons avec une douloureuse surprise comment l'ombre qui recouvre tant d'illusions arrive à ternir jusqu'à la renommée la plus authentique.

Sir Winston Churchill, dans ses *Mémoires de Guerre*, relate ainsi l'entrevue qu'il eut avec Staline, à Moscou, le 9 octobre 1944 :

« Dès le début de la réunion, j'ai jugé que le moment était venu d'agir. C'est pourquoi je déclarai : réglons nos affaires des Balkans. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 75 % en Bulgarie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité, 50 % à 50 %, en Yougoslavie et en Hongrie ?

» Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis ces chiffres sur une demi-feuille de papier. Je poussai le papier devant Staline. Il eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il me faut pour l'écrire...

» Il y eut ensuite un long silence. Le papier, rayé de bleu, demeurait au centre de la table. Je dis finalement : Ne trouvera-t-on pas un peu cynique que nous ayons l'air d'avoir réglé ces problèmes dont dépend le sort de millions d'êtres, d'une façon aussi cavalière ? Brûlons ce papier. — Non, gardez-le, dit Staline. »

Et c'est ainsi, en effet, que fut réglé le sort de

millions d'êtres que tous les pays de l'Est furent rayés de la carte de l'Europe et que leurs peuples furent réduits à l'esclavage.

Après quoi « Staline vint dîner à l'ambassade de Grande-Bretagne... », nous apprend Sir Winston Churchill, et il conclut son compte rendu sur la conférence de Moscou (où il fut question également du sort de la Pologne) avec ces mots : « A la fin de cette quinzaine d'un intérêt considérable, nous nous trouvions plus proches de nos alliés soviétiques que nous ne l'avions jamais été auparavant, et que nous ne devons jamais l'être à l'avenir. »

Ces révélations suggèrent les observations suivantes :

Le partage de l'Europe orientale — tel qu'il fut conçu par Sir Winston Churchill à Moscou, le 9 octobre 1944 — se trouve en contradiction flagrante avec tous les actes, déclarations et professions de foi faits publiquement par les puissances qui menèrent une guerre effroyable au nom de la liberté, de la démocratie, du droit des peuples ; en août 1941, la Charte de l'Atlantique proclamait hautement : « Le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre. » Et les signataires de la Charte affirmaient leur désir de rendre « les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force. » (Article III).

En janvier 1942, la Déclaration des Nations Unies reprenait à son compte les principes de la Charte de l'Atlantique.

En février 1945, dans le « Protocole des travaux » de la Conférence de Yalta, il était déclaré qu'après la libération de l'Europe, les puissances signataires s'engageaient à y « établir, dès que possible, par de libres élections, des gouvernements qui soient l'expression de la volonté des peuples... »

Ce qui semble particulièrement surprendre et satisfaire Sir Winston Churchill, c'est la rapidité avec laquelle cet accord au sujet du partage des Balkans a été conclu : « Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire. »

Pourquoi s'en étonner ? Ce genre de choses se fait toujours très vite. Ce qui est plus difficile — le plus long — c'est d'établir ou de créer un ordre susceptible de servir de fondement à une paix durable.

L'évocation du marché conclu le 9 octobre 1944 rappelle inévitablement celui du 23 août 1939.

Lorsque von Ribbentrop arriva à Moscou le 23 août 1939, « tout fut réglé » presque aussi vite. Il fallut juste le temps de signer, et tout l'Est européen se trouvait partagé de la Baltique à la mer Noire. Hitler abandonnait à Staline 100 % des Etats baltes ; il partageait avec la Pologne « fifty-fifty », et lui cédait la Bessarabie roumaine (c'est-à-dire approximativement 15 % de la Roumanie). Le reste il le gardait pour lui.

Le résultat de cet « accord » fut la guerre ; d'abord la guerre de l'Allemagne contre la Pologne et contre l'Europe occidentale, Hitler ayant obtenu

à Moscou « les mains libres » pour agir à sa guise; puis la guerre à l'Est entre les deux empires qui venaient de s'accorder, mais dont les convoitises et les ambitions rivales avaient été déchainées par cet accord même.

Il est vrai également que Churchill n'entendait pas conclure un accord définitif. Il le dit expressément :

« Nous ne nous occupons que d'accords concernant le temps de guerre. Tous les problèmes plus vastes étaient réservés, de part et d'autre, pour ce que nous espérons alors devoir être une conférence pacifique après la victoire. »

Mais le doute que ce « temps guerre » allait pouvoir se prolonger l'a tout de même effleuré, puisque, par crainte de paraître « un peu » cynique, il a voulu brûler le corps du délit. Moins scrupuleux, et plus prudent, Staline a refusé de brûler le papier compromettant. Ce papier, en effet, représentait pour lui plus qu'un important pourcentage des territoires européens; c'était l'argument péremptoire qui lui permettait d'écarter, dans l'avenir, les principes gênants, tels que ceux contenus dans la Charte de l'Atlantique et dans les Déclarations des Alliés au sujet de leurs buts de guerre. Staline avait désormais les mains libres: il pouvait, au gré de son désir de conquête, ajouter aux % qui lui avaient été accordés d'autres % qu'il s'attribuerait lui-même, et cela sans que l'Occident pût s'opposer à l'invasion soviétique au nom du droit et des principes.

Le petit papier que Sir Winston Churchill avait glissé à Staline assurait donc à ce dernier un triple bénéfice: il contribuait au désarmement moral de l'Occident; il autorisait Staline à démembrer « provisoirement » l'Europe en s'appropriant l'Est et en gardant l'Ouest, sous la menace constante des positions qu'il avait occupées en Europe; il incitait Staline à faire durer le « provisoire » en entretenant le trouble et en empêchant le retour à un état de paix ordonné.

Une fois de plus, le partage de l'Europe de l'Est avait ouvert les portes à la guerre. Sir Winston Churchill se doutait-il, en rappelant cet épisode de son dernier voyage à Moscou, qu'il revendiquait en fait la paternité de la guerre froide ?

Les millions d'êtres, dont le sort fut réglé — selon les propres notes de Winston Churchill — de façon aussi cavalière, « en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire », ont le droit de poser la question: ce qui était cynique en octobre 1944, a-t-il cessé de l'être en octobre 1953 ?

Après de tels résultats, qui démontrent ce que peut donner une conversation « au plus haut échelon » avec les Soviétiques, il est naturel que l'idée de M. Churchill de retourner à Moscou pour y avoir un libre échange de vues au même échelon soulève dans toute une partie du monde le plus justifié effroi. Sir Winston Churchill ne risque-t-il pas de trouver, au bout d'un si long voyage, le petit papier que Staline n'a pas brûlé ?

Il est toujours dangereux de reprendre une conversation mal engagée. Pour atteindre à une paix durable dans les circonstances actuelles, il est plus important de la préparer soigneusement que de la « négocier » en toute hâte. Comme il s'agit en premier lieu de la paix de l'Europe, elle demande une conception claire et précise de ce que devrait être l'ordre européen. Ce n'est peut-être pas la voie la plus facile ni la plus immédiate pour arriver à un accord avec Moscou, mais c'est la voie qui mène à la vraie paix. Il n'y en a pas d'autre.

Faut-il insister sur l'effet déplorable que les révélations de Sir Winston Churchill provoqueront dans tout l'Est européen ? Ces révélations sont de nature à ébranler la confiance des peuples de l'Est dans les puissances démocratiques et dans

les principes mêmes de la démocratie. Lorsqu'il sera connu (et les Soviétiques seront les premiers à répandre cette nouvelle) que les souffrances de la moitié de l'Europe sont dues à un « arrangement » et à un partage suggérés par un des hommes les plus représentatifs de l'Occident, le découragement des peuples qui résistent encore à ce qu'ils considèrent toujours être une tyrannie imposée arbitrairement et par la seule volonté de la Russie soviétique sera sans limites. Les seuls bénéficiaires d'un tel découragement seront les adversaires de la démocratie, les communistes d'une part, qui exploiteront à leur profit la carence de l'Occident, et les fascistes qui ont toujours faussement accusé l'Occident de connivence avec Moscou.

Bulgarie :

Dr. G. PETKOFF - Boris NOJAROFF.

Hongrie :

K. PEYER - St. MEDEY.

Roumanie :

E. GHERMAN - I. THOMAS.

LIVRES REVUES

Edouard Dolléans : HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER, tome III (Armand Colin).

Les deux premiers tomes de l'« Histoire du Mouvement ouvrier » d'Edouard Dolléans avaient paru à la veille de cette guerre. Je n'oublie pas que c'est leur lecture qui m'a conduit au syndicalisme.

Ces deux tomes couvraient la centaine d'années qui va de la révolte des canuts lyonnais et de la grande Trades Union d'Owen à la retombée de la vague révolutionnaire au lendemain de la première guerre mondiale. Par « respect de la vérité psychologique d'une vivante histoire... mais aussi, peut-être, (par) instinct secret d'un moraliste attentif à défendre une conception du monde où l'homme, méditant librement son destin, serait... son propre Prométhée » (préface de Lucien Febvre), l'auteur ne manquait point d'évoquer, chemin faisant, le destin exemplaire d'un Varlin, d'un Pelloutier, d'un Merrheim.

Que ces « temps héroïques » — et c'était hier pourtant — sont donc loin de notre monde « détraqué, ballotté et plongeant » ! La lecture du tome III, qui vient de paraître, nous fait saisir la profonde coupure séparant les deux premiers quarts de ce siècle.

En passant de l'un à l'autre, on passe de l'âge de la première révolution industrielle à celui de la seconde. Car, ainsi que nous le rappelle Edouard Dolléans, dans la partie intitulée : « Entre le cinéma et la solitude », les progrès du machinisme et de la taylorisation, le développement des bureaux d'études et du rôle joué par les ingénieurs et les techniciens peuvent être considérés comme constituant une véritable « seconde révolution industrielle ». Née au début de ce siècle aux Etats-Unis — où Henry Ford en fut l'apôtre — elle avait gagné l'Europe vers les années 1910 et la guerre précipita son essor. Bien avant Fourastié, Hyacinthe Dubreuil, dans « Standards » (1929), lui fait confiance : « L'organisation scientifique du travail apporte enfin le moyen de réaliser le rêve lointain de ceux qui ont écrit qu'il viendrait un jour où le progrès des arts mécaniques permettrait de subvenir à tous nos besoins matériels avec seulement quelques heures de travail par jour ».

Malgré tout, un grave problème apparaît. Cette « double polarisation de la main-d'œuvre, concentrant d'un côté une qualification de plus en plus élevée à la tête, et de l'autre côté, à la base, multipliant les manœuvres spécialisés en supprimant l'entre-deux des catégories intermédiaires », repose dans une certaine mesure la question de l'émancipation ouvrière :

1. Comme le craignait Merrheim (article de 1913 de

la « Vie Ouvrière », un nouveau prolétariat — celui des manœuvres spécialisés — est né, sans lien avec la génération précédente. Sa réceptivité à une authentique culture ouvrière semble faible, voire inexistante. Bah ! diront les révolutionnaires politiques, l'essentiel est que ces M.S. soient sensibles aux slogans de notre propagande ! Et Dolléans les voit, davantage encore, « auditores passifs du Cinéma ».

2. La nouvelle caste des techniciens, imbue de son importance, aspire ouvertement à la direction de la société. Que réserve au prolétariat son éventuelle « organisation scientifique du travail » ? Est-il sûr que, même présentement, les objectifs économiques des ingénieurs correspondent avec les désirs des ouvriers, ainsi que l'assure A. Dando dans une récente « R.P. » ?

Quoi qu'il en soit, toutes les forces conjuguées du socialisme et du syndicalisme n'auraient sans doute pas été de trop pour essayer de résoudre, à l'échelle du globe, cet angoissant problème. Or le second quart du siècle est marqué par une division, qui semble irrémédiable — la dislocation, en 1949, de la F.S.M. tend à le prouver — du mouvement ouvrier international. En se ruant à l'Union sacrée en 1914, les « majoritaires » des différents pays avaient prononcé la condamnation et de la II^e Internationale socialiste et de la Fédération syndicale internationale. Le fait qu'ils soient parvenus malgré tout à saboter les possibilités révolutionnaires en Occident, à l'issue de la guerre, prouvait qu'ils possédaient pourtant encore la confiance de secteurs importants de la classe ouvrière. Mais les militants ralliés à la III^e Internationale ou à l'Internationale syndicale rouge — ceux-là mêmes qui avaient été les adversaires de la première heure de l'Union sacrée — se disaient qu'un jour viendrait bien où les masses finiraient par laisser pour compte les vieux chefs réformistes et par rejoindre les organisations authentiquement révolutionnaires. Alors l'unité serait refaite dans l'esprit du véritable socialisme. Mais ils avaient compté sans la dégénérescence de la Révolution russe. Castellion ne s'était pas imaginé lui non plus qu'il aurait un jour à se dresser contre Calvin.

Deux chapitres de l'ouvrage d'E. Dolléans (Staline et la Russie, l'Impératif catégorique) sont consacrés à l'évolution intérieure de l'U.R.S.S. Ils ne me satisfont pas pleinement. Certes, je ne suis pas de ces « kantien(ne)s » que raille Roger Vailland dans son « Drôle de jeu » et qui, incapables de comprendre la formule de Lénine : « Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets, plus l'électrification de tout le pays », voudraient voir de but en blanc la société sans classe instaurée sur le sixième du globe. Je pense donc que l'auteur a eu raison de faire état des imposantes réalisations des plans quinquennaux. Je suis même persuadé, avec Jean Bruhat (« Histoire de l'U.R.S.S. », P.U.F.) qu'on ne saurait réduire la lutte entre Staline et ses adversaires — pas plus que l'antagonisme Montagnards - Girondins sous notre Révolution — à de simples conflits personnels : « Devait-on continuer la N.E.P. ou l'interrompre ? Fallait-il s'orienter vers le socialisme et comment ?... » etc. Tout a fait d'accord : autant de problèmes concrets, vitaux pour le développement ultérieur de l'U.R.S.S. Mais qui pouvaient et devaient être débattus autrement qu'ils ne le furent. L'argument du Salut public a été passablement galvaudé par les staliens. N'oublions pas que si, chez nous, les Montagnards en firent usage avec juste raison contre les Girondins, Hébert à son tour l'eût volontiers employé contre les Montagnards — mais Jaurès nous a dit que penser de la pauvreté intellectuelle et morale de l'hébertisme — et que les Thermidoriens n'hésitèrent évidemment point à l'invoquer pour se débarrasser de Robespierre. Si j'accepte avec Rosmer — mais E. Dolléans n'a pu avoir connaissance du « Moscou sous Lénine » — la nécessité pour Lénine et Trotsky de réprimer l'insurrection de Cronstadt, j'ai du mal à me convaincre par contre que « l'Etat omnipotent édifié par Staline a répondu à une nécessité inéluctable ».

J'ai plus de mal encore à m'en convaincre, lorsque je jette un coup d'œil sur la politique extérieure de l'U.R.S.S. Dans le chapitre « Le Martyre de l'Espagne » qui est, à mon sens, le plus beau de son livre, E. Dolléans a parfaitement mis en lumière cet étrangement de la République espagnole par les stali-

niens qui, pour être moins spectaculaire que la non-intervention franco-anglaise, n'en fut que plus odieux. Je vois mal ce que le socialisme en général et le peuple espagnol en particulier ont pu y gagner. Si : pour ce dernier, d'être encore aujourd'hui sous la botte de Franco ! Encore si cette « erreur » stalinienne avait été la seule ! Mais ce serait oublier la politique de l'U.R.S.S. en Chine en 1927, ou l'absurde tactique imposée dans les années 30 au P.C. allemand (« Durant 1933 et même 1934, Staline ne vit dans Hitler qu'un épisode de courte durée, précédant l'explosion nécessaire d'une révolution communiste allemande »). Quant au pacte germano-russe de 1939, quel sinistre jeu de dupes pour la Russie il devait se révéler moins de deux ans plus tard !

Certes l'Histoire est pleine de ces désaveux que les événements infligent aux calculs des hommes : Staline n'en a pas eu le monopole. Mais il est permis de penser que le cours des choses eût pu être autre, si les Internationales rouges étaient restées des Internationales d'hommes libres et non d'automates dociles — « périmés ac cadaver » — aux ordres de la faction régnante au Kremlin. En attendant le jour d'un hypothétique redressement — qui n'est point impensable pourtant : l'exemple de Tito le prouve, qu'E. Dolléans n'aurait pas dû passer sous silence — nous sommes bien obligés d'aller chercher ailleurs nos raisons d'espérer.

Les trouverons-nous en France et en Italie ? Ah ! certes, la grève générale du 12 février 1934 — qu'il est donc émouvant, ce portrait, repris d'A. Delmas, du vieux Savoie à la C.A. de la C.G.T., le 7 février ! — l'immense vague de fond de 1936 — « Aujourd'hui, il y a un million d'hommes qui ont soulevé la pierre tombale qui pesait sur eux » —, la grève générale libératrice d'août 1944 comptent parmi les grandes pages du mouvement ouvrier français. De même les grèves de mars 1943 et la Résistance italienne ont levé ce « doute » que le fascisme avait « laissé planer sur l'âme profonde de l'Italie ». Mais on sait trop, hélas ! aussi comment les éléments staliens des deux pays ne les ont considérées que comme le point de départ d'une ample et systématique opération de noyautage des organisations ouvrières. Conséquence : au lendemain des « grèves Molotov » de novembre-décembre 47 en France et de la grève générale italienne de juillet 48 répondant à l'attentat commis contre Togliatti, la scission, l'inévitable scission dans les deux C.G.T. française et italienne. Comme E. Dolléans, et sans nous dissimuler la difficulté de leur tâche dans le fief du vieux réformisme sclérosé, nous faisons confiance aux courageux minorités F.O. — un peu moins à leur « représentant » au comité confédéral, ce nouveau Bayard, Le Bourre « le militant sans peur et sans reproche ». Sans oublier pour autant l'ardente gauche de la C.F.T.C. groupée autour de « Reconstruction ».

Mais E. Dolléans nous convie à d'autres voyages. Voici d'abord la Suède, « paradoxale historique » où la L.O. (Landsorganisation) poursuit, depuis des décades, la patiente et semble-t-il efficace réalisation d'une « démocratie industrielle » par l'amélioration de la condition ouvrière, mais aussi, de plus en plus, de la technique du travail et de l'accroissement de la production. (J'aurais été pourtant assez curieux de connaître la position des anarcho-syndicalistes suédois vis-à-vis de cette politique de la L.O.)

Deux portraits hauts en couleur d'Ernest Bevin et Aneurin Bevan, dans le chapitre sur le trade-unionisme et le travaillisme anglais. Mais quelle a été la part propre du Labour dans la transformation « radicale » du visage traditionnel de l'Angleterre depuis un demi-siècle ?

Les deux chapitres sur le syndicalisme américain semblent se ressentir un peu de la sympathie plus que réticente accordée par Michel Crozier et surtout Daniel Guérin aux leaders ouvriers des Etats-Unis : « les Syndicats ont intégré le prolétariat à la société américaine » (M. Crozier). Pourtant, un bon portrait de Walter Reuther présentant en 1941 au gouvernement américain un plan de conversion de l'industrie automobile en industrie de guerre — plan dont les objectifs devaient être effectivement réalisés les années suivantes — et surtout lançant son fameux mot d'ordre : « Ouvrez vos livres ! », lors des grèves géantes de 1945-1946. « Ce mot d'ordre contenait en

germe le contrôle ouvrier de la production et la socialisation des grands monopoles ».

Ailleurs (« La reconstruction et Hans Boeckler »), E. Dolléans a justement signalé l'importance du rôle de l'A.F.L. à l'origine de l'essor du mouvement syndical allemand dans l'après-guerre 1945. La D.G.B. ne devait pas se montrer indigne de la confiance placée en elle par les syndicalistes américains : le vote, en 1951, par le Parlement fédéral de la loi sur la cession constituait une grande victoire ouvrière.

Mais E. Dolléans n'a pas voulu restreindre son horizon à l'Europe et à l'Amérique. Rappelant ce mot d'A. Toynbee sur le marxisme « hérésie chrétienne... qui pourrait se révéler n'être qu'une petite affaire quand les civilisations bien plus puissantes d'Inde et de Chine répondront à leur tour à notre défi occidental », il a tenu à évoquer la rumeur grandissante des mondes lointains en marche. Mais pourquoi en vouloir donner, symboliquement, pour exemple la seule Chine communiste de Mao ? J'aurais aimé que le monde arabe, l'Afrique et cet immense subcontinent indien qui nous a valu un si beau livre de Tibor Mende fussent présent eux aussi dans sa conclusion. — Y.D.

ENTRE NOUS

De Marguerite LANDRY (Vienne)

Dans la R.P. d'octobre, Pierre Monatte a merveilleusement démontré la faiblesse de la position de Louzon en matière internationale.

Il n'est pas possible pour nous de se dire du « parti américain ». Car cette cristallisation du monde en deux blocs est bien le signe de la décadence irrémédiable du capitalisme. Adhérer à un des deux partis serait s'incliner devant la bourgeoisie (capitaliste ou technocratique). D'autre part si ces deux mondes arrivent à une entente provisoire, cela peut être aux dépens du prolétariat. C'est assez dire que la lutte de la classe ouvrière n'appartient qu'à elle-même, et ne peut se coordonner avec l'action de groupes bénéficiant d'une forme de société exploiteuse.

Si, actuellement, il n'y a pas de parti international ouvrier, il y a, à l'état latent, une internationale des peuples, confuse certes. Le fait que les ouvriers tchèques et allemands (et sans doute d'autres) n'acceptent pas leur asservissement doit nous inciter à poursuivre notre effort, ici. Car si nous étions du parti américain, nous finirions par ne plus pouvoir mener une action purement ouvrière, et devoir nous intégrer plus ou moins à la société dite américaine. C'est tout simplement le chemin du réformisme, qui a été si souvent tenté au profit de tel ou tel groupe de dirigeants économiques et politiques (cf. le renforcement des milieux militaristes et réactionnaires en Allemagne, et la difficulté accrue du combat ouvrier dans ce pays, ceci étant la conséquence de la politique américaine, et le contrecoup de la politique russe à l'Est).

D'ailleurs, Louzon et ses amis éventuels ne pourraient en aucune façon « infléchir » les décisions des dirigeants « américains », la force de ceux-ci étant en eux-mêmes et dans les couches économiques qui les soutiennent. Si on veut examiner les choses de plus loin, le stade des « blocs » représente un palier d'exploitation plus « avancé » ; il devrait y correspondre un mouvement plus cohérent, plus large, plus dynamique, plus agressif.

En ce qui concerne la R.P., pour continuer à jouer son rôle à la fois coordonnateur et éducateur, elle devrait, à mon avis, rester sur le terrain de la seule lutte prolétarienne, toute intégration à un

« parti » devenant dangereuse et risquant de semer la division entre nous. Les suggestions du camarade Duperray au sujet des contacts sont intéressantes.

J'espère toutefois que vous saurez maintenir la cohésion nécessaire à la permanence de la R.P., qui est beaucoup plus qu'un titre : un programme et un drapeau.

De J. PERA

Je prends connaissance avec un grand retard du numéro de novembre. Il est donc trop tard pour que je donne mon avis sur la question posée : scission ou pas de notre petit groupe à propos du « parti américain ».

Allons ! Allons...

Sans doute l'expression « je suis du parti américain » est très mauvaise. Mais les camarades qui se disent « pour » ou « contre », devraient bien prendre au sérieux une chose très simple :

S'il n'y avait pas la force américaine AUCUN de ceux qui expliquent, dans la R.P., qu'ils sont « pour », ou qu'ils sont « contre », n'aurait à se donner cette peine intellectuelle, pour la bonne raison que depuis huit ou sept ans ils auraient cessé d'être en vie.

Et ladite cessation se produira inmanquablement, au bout d'un temps vraisemblablement court, dans le cas — fort possible — d'un fléchissement de la force américaine.

Ceci ne résume pas tout.

Mais on n'a pas le droit de ne pas prendre très au sérieux cet élément de la situation.

De R. ROESSEL (Paris)

Le manque de temps m'a empêché de vous exprimer mon opinion sur certains articles de la R.P. Mais vous nous la demandez expressément sur le « désaccord Louzon ». Je suis loin de penser comme Louzon sur bien des points. Ainsi la valeur enseignante de l'Histoire me semble très limitée, purement indicative. Monatte vient de le noter excellemment. L'attitude « Louzon » mène à considérer les événements politiques à la manière d'un joueur de bridge, pour ne pas dire d'échecs, avec tous les abandons de principes inévitables ; la fin recherchée de telle sorte n'allant pas sans impliquer de détestables moyens. Mais Louzon se montre original de juger également indispensables d'autres grands principes ; il suffit de relire ses articles sur la guerre de Corée, le jugement des Rosenberg. Contradiction apparente, mais en réalité : déroulement d'une rigoureuse logique. Qui peut l'égarer parfois mais non le paralyser, tant il est prompt à réviser son jugement, s'il le juge infirmé par les faits. J'en conclus à l'utilité de tels désaccords, infiniment précieux, de remuer les plus épineuses questions, ce qu'il n'est jamais trop prématuré de faire. Pour mon compte, je ne crois pas à la possibilité d'une alliance rentable avec le militarisme contre le totalitarisme, si limitée soit-elle, aussi inévitable qu'elle puisse paraître, aucun devenir souhaitable ne pourrait s'en suivre.

Que la R.P. sorte encore plus « utile » de cette crise.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 27 NOVEMBRE. — L'U.R.S.S. accepte l'offre occidentale de conférence à quatre.

— Rencontre à **FORMOSE** du président de la Corée du Sud, Sygman Rhee et du maréchal Chang Kai-shek.

SAMEDI 28. — Congrès de l'Union générale des travailleurs espagnols en exil à Toulouse.

LUNDI 30. — Interview de Ho Chi-minh, président du Viet Minh par un journaliste suédois, par laquelle il se déclare disposé à un armistice.

— Résultats des élections au **Soudan** : forte majorité pour le rattachement à l'Egypte.

— A **New-York**, grève des photographeurs auxquels se joignent les journalistes et imprimeurs.

— Conseil de la « paix » à **Vienne**.

MARDI 1^{er} DECEMBRE. — L'Assemblée Nationale renvoie en commission le budget de l'Education Nationale.

— A l'**O.N.U.** débat sur les atrocités en Corée.

MERCREDI 2. — Grève de 24 heures dans l'industrie anglaise.

JEUDI 3. — Résultats des élections municipales en **Bade-Wurtemberg** : victoire des chrétiens-démocrates.

VENDREDI 4. — Ouverture aux Bermudes de la conférence des **Trois** :

SAMEDI 5. — Reprise des relations entre l'Iran et la Grande-Bretagne.

— Aux Bermudes les **Trois** acceptent la conférence des **Quatre** à Berlin.

— A **Tunis**, manifestations pour le 1^{er} anniversaire du meurtre de Farhat Hached.

MARDI 8. — Fin de la conférence des **Bermudes**.

— En **Indochine**, l'offensive du Viet Minh entraîne l'évacuation de la population civile de **Laï-Chau**, capitale du pays Thai.

— Opérations de police à **Fez** : 60 arrestations.

MERCREDI 9. — A l'**O.N.U.** discours du président Eisenhower proposant la constitution d'une agence internationale atomique.

— Fin de la grève des journaux de **New-York**.

— Le gouvernement des Etats-Unis propose l'abolition de toute ségrégation raciale dans les écoles publiques.

VENDREDI 11. — En **Indochine**, évacuation de la garnison de **Laï-Chau**.

SAMEDI 12. — A **Pan-Mun-Jom** en **Corée**, rupture des pourparlers.

— Réunion du comité confédéral national de la **C.G.T.-F.O.**

LUNDI 14. — Ouverture à Paris du Conseil de l'Atlantique-Nord.

— Conférence de presse de **M. Foster Dulles** qui annonce qu'un échec de la **C.E.D.** contraindrait les Etats-Unis à réviser leur politique internationale.

MARDI 15. — Au Quartier Latin, manifestation des étudiants contre l'insuffisance des crédits de l'Education nationale : violentes charges policières.

— Grève générale des ouvriers de l'industrie en **Italie**.

MERCREDI 16. — Fermeture de presque toutes les boulangeries de la région parisienne.

JEUDI 17. — Election du président de la République.

SAMEDI 19. — Cinq tours de scrutin sans résultats, pour l'élection du **Président de la République**.

LUNDI 21. — Neuvième tour de scrutin pour l'élection du **Président de la République**.

MARDI 22. — Dixième tour de scrutin pour l'élection du **Président de la République**.

— Réponse russe au plan Eisenhower.

— A **Téhéran**, le docteur Mossadegh, ancien premier ministre, accusé de haute trahison n'est condamné qu'à trois ans de prison.

— La grève de la navigation aérienne arrête complètement le trafic d'Air-France.

— Grève dans les bureaux postaux des gares parisiennes, sur l'initiative de la **C.G.T.** et de la Fédération autonome.

— Manifestations paysannes dans le Centre.

MERCREDI 23. — Au treizième tour de scrutin **M. René Coty** est élu président de la République par 477 voix contre 329 à Naegelen.

— Une bombe explose dans la ville européenne de **Casablanca**.

— A **Moscou** exécution de **Bérla** et de ses six « complices » après un procès à huis clos.

VENDREDI 25. — Prise de **Na-Phao**, en pays du Laos, par le **Viet Minh**.

SAMEDI 26. — Les troupes du **Viet Minh** ont traversé le Laos central, et sont arrivés à **Thakek** sur la rive gauche du **Mékong**.

— La grève des postiers des gares de Paris continue.

D'où vient l'argent ?

SITUATION DU 28 NOVEMBRE AU 31 DECEMBRE 1953

RECETTES		
Abonnements ordinaires	46.450	
Abonnements de soutien	15.500	
		61.950
Vente au numéro		4.840
Souscription		7.350
Divers		5.000
		79.140
En caisse au 27 novembre		65.611
		144.751
DEPENSES		
Impression	73.280	
Papier, routage, expédition	27.384	
Frais de recouvrement	46	
Frais généraux	2.166	
Divers	1.000	
		103.876
En caisse :		
Chèques postaux	36.280	
Espèces	4.595	
		40.875
		144.751

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Patin (S.-et-O.) 1400 ; Lena Leclercq (Nièvre) 1500 ; Galtier-Boissière (Paris) 1400 ; Stern (Seine) 1700 ; Finidori (Paris) 5000 ; Babut (Tonkin) 1000 ; Cuny (Paris) 1500 ; Patrick Waldberg (Paris) 2000. — Total : 15.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Marret (Paris) 300 ; Carrier (Paris) 300 ; Grimm (Moselle) 300 ; Sermoy (Paris) 100 ; Debussche (Paris) 300 ; Thomas G. (S.-et-L.) 300 ; Desachy (Oise) 300 ; Vigne (Seine) 100 ; Abdelhamid Attia (Tunis) 100 ; Janets (Paris) 300 ; Barbet (Somme) 300 ; Costentin (Seine) 300 ; Dugne (P. de Dôme) 100 ; J. et S. Aulas (Alpes-Mar.) 300 ; Gueret (P. de Dôme) 200 ; Jannin (Saône-et-Loire) 100 ; Soumet (Seine) 300 ; Aubrée (Seine) 400 ; Reber (S.-et-O.) 300 ; Baud (Suisse) 300 ; Dupuy (Paris) 100 ; Marcadet (S.-et-O.) 1000 ; Gauthier (Vienne) 300 ; Laillier (Seine) 300 ; Deloffre (P. de Calais) 100 ; Travail (Vaucluse) 300 ; Michel (Seine) 100 ; Meigniez (Suisse) 150. — Total : 7.350 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 27-11-53	1.280
Abonnements nouveaux	9
	1.289
Désabonnements et suppressions	9
	1.280

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 4 ; Seine 1 ; Gironde 1 ; Loiret 1 ; Rhône 1 ; Algérie 1. — Total : 9.

Pour paraître très prochainement :

Collection de la « Révolution Prolétarienne » - III

R. LOUZON

LA CHINE

- Ses trois millénaires d'histoire
- Ses cinquante ans de révolution



Prix de souscription : 300 fr. franco.

*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à
La Révolution Prolétarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C. C. postal PARIS 734-99